

SEANCES DU JEUDI 2 JUILLET 1987
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 2 JULI 1987ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi apportant des modifications, en ce qui concerne notamment les réfugiés, à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Discussion générale (reprise). — *Orateurs*: M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, M. Lallemant, Mme Aelvoet, p. 2567.

Discussion et vote d'articles:

A l'article 4: *Orateur*: Mme De Pauw-Deveen, p. 2577.

A l'article 5: *Orateur*: Mme De Pauw-Deveen, p. 2578.

A l'article 6: *Orateurs*: Mme De Pauw-Deveen, M. Van In, p. 2579.

A l'article 7: *Orateur*: Mme De Pauw-Deveen, p. 2581.

A l'article 9: *Orateur*: Mme Aelvoet, p. 2583.

A l'article 13: *Orateur*: M. Lallemant, p. 2586.

Article 16bis (nouveau): *Orateur*: M. Lallemant, p. 2589.

Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1981 ou pour des années antérieures.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1986-1987
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1986-1987

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet waarbij, wat bepaaldelijk de vluchtelingen betreft, wijzigingen worden aangebracht in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Algemene beraadslaging (hervatting). — *Sprekers*: de heer Gol, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, de heer Lallemant, mevrouw Aelvoet, blz. 2567.

Beraadslaging en stemming over artikelen:

Bij artikel 4: *Spreker*: mevrouw De Pauw-Deveen, blz. 2577.

Bij artikel 5: *Spreker*: mevrouw De Pauw-Deveen, blz. 2578.

Bij artikel 6: *Sprekers*: mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Van In, blz. 2579.

Bij artikel 7: *Spreker*: mevrouw De Pauw-Deveen, blz. 2581.

Bij artikel 9: *Spreker*: mevrouw Aelvoet, blz. 2583.

Bij artikel 13: *Spreker*: de heer Lallemant, blz. 2586.

Artikel 16bis (nieuw): *Spreker*: de heer Lallemant, blz. 2589.

Ontwerp van wet houdende eindregeling van de begrotingen van de diensten van algemeen bestuur van de Staat en van instellingen van openbaar nut van het jaar 1981 of voorafgaande jaren.

Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1982 ou pour des années antérieures.

Discussion générale. — *Orateur*: M. Lallemand, p. 2592.

Vote des articles, p. 2593 et p. 2608.

Ontwerp van wet houdende eindregeling van de begrotingen van de diensten van algemeen bestuur van de Staat en van instellingen van openbaar nut van het jaar 1982 of voorafgaande jaren.

Algemene beraadslaging. — *Spreker*: de heer Lallemand, blz. 2592.

Stemming over de artikelen, blz. 2593 en blz. 2608.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Nicolas, secrétaire, prend place au bureau.
De heer Nicolas, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 30 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 30 m.

PROJET DE LOI APPORTANT DES MODIFICATIONS, EN CE QUI CONCERNE NOTAMMENT LES REFUGIES, A LA LOI DU 15 DECEMBRE 1980 SUR L'ACCES AU TERRITOIRE, LE SEJOUR, L'ETABLISSEMENT ET L'ELOIGNEMENT DES ETRANGERS

*Reprise de la discussion générale
et vote d'articles*

ONTWERP VAN WET WAARBIJ, VOOR WAT BEPAALDELIJK DE VLUCHTELINGEN BETREFT, WIJZIGINGEN WORDEN AAN-GEBRACHT IN DE WET VAN 15 DECEMBER 1980 BETREFFENDE DE TOEGANG TOT HET GRONDGEBIED, HET VERBLIJF, DE VESTIGING EN DE VERWIJDERING VAN VREEMDELINGEN

*Hervatting van de algemene beraadslaging
en stemming over artikelen*

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi relatif aux réfugiés.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over het ontwerp van wet betreffende de vluchtelingen.

La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, au terme d'un long cheminement dont atteste l'importance des travaux menés en commission de la Chambre des représentants — travaux résumés dans le volumineux rapport de Mme Detaille —, en séance publique de la Chambre des représentants, en commission de la Justice du Sénat et en séance publique du Sénat durant ces deux derniers jours, que pourrais-je encore ajouter à tous les arguments, à tous les éclaircissements, à tous les exposés que j'ai eu l'occasion de faire à plusieurs reprises?

Je voudrais néanmoins, par respect pour le Sénat et pour tous ceux qui sont intervenus dans cette discussion, résumer l'objet de ce projet de loi, ses principales motivations, rassurer un certain nombre de membres au sujet des inquiétudes qu'ils ont exprimées à la tribune quant au respect des droits de l'homme, après le vote de ce projet, et émettre

enfin, quelques considérations générales que m'inspire l'ensemble des débats menés depuis presque un an, à ce sujet.

Je voudrais tout d'abord féliciter et remercier le rapporteur, M. Cerexhe, non seulement de la clarté, de la précision et du caractère à la fois exhaustif et synthétique de son rapport écrit, mais également de la façon brillante dont il a introduit le présent débat en séance publique en insistant tout particulièrement sur les importantes précisions apportées, lors des travaux de la commission de la Justice du Sénat, et ce, avec une lumineuse clarté.

Au cours des derniers mois, voire des dernières années, un rapport parlementaire a rarement atteint une telle excellence dans la synthèse. Par ailleurs, M. Cerexhe a été le premier à nous fournir une véritable table de consultation du rapport qui appelle également l'approbation et la reconnaissance. Souhaitons que cette pratique constitue un précédent, souvent répété.

Je voudrais également remercier le président de la commission qui, avec beaucoup d'objectivité et de savoir-faire, a mené les travaux de cette commission et a, grâce à des visites effectuées sur les lieux, à la fois au Petit Château et à l'aéroport de Bruxelles-National, pu éclaircir les aspects pratiques de ce problème.

Je remercie également les membres de la commission de la qualité des débats, dont le rapport que je viens de vanter, est le reflet fidèle. Je voudrais, enfin, adresser mes remerciements aux divers intervenants qui se sont succédé à cette tribune, depuis hier, dans un esprit et sur un ton qui, je crois, honorent le Sénat.

Si des opinions, parfois divergentes, ont été émises, chacun d'entre nous a, en tous cas, souligné, d'une part, la situation angoissante à laquelle notre pays est confronté et, d'autre part, la situation précaire des réfugiés.

A ce sujet, je ne pourrais mieux m'exprimer qu'en reprenant les paroles mêmes du président de la commission de la Justice de la Chambre, M. Philippe Moureaux, lorsqu'il dénombre trois catégories de réfugiés et de candidats réfugiés.

« 1. Il y a ceux qui sont individuellement persécutés et que toute démocratie se doit d'accueillir sans difficulté.

2. Il y a ensuite les groupes de population qui, dans leur ensemble, font l'objet de persécutions. Il s'agit d'une catégorie qui pose un problème plus délicat dans la mesure où un pays démocratique doit leur venir en aide, mais ne peut faire face seul à des demandes massives. Ce problème

ne peut être résolu pleinement que par le biais d'une solidarité entre les pays démocratiques et industrialisés.

3. Il y a enfin les individus qui connaissent des difficultés économiques importantes, les réfugiés dits économiques. Ceux-ci n'invoquent ni directement, ni indirectement des motifs d'ordre politique, racial, religieux, ethnique. S'ils décident de quitter leur pays, c'est seulement parce qu'ils ont la volonté de connaître, chez nous, un sort meilleur. Cette catégorie soulève en fait le problème de l'immigration qui a été arrêtée, en Belgique, dans le cadre d'un consensus général depuis 1974. »

En Belgique plus particulièrement, cet afflux de demandeurs d'asile, dont plus de 80 p.c. ne sont pas finalement reconnus réfugiés, a fortement accru nos charges en général et celles des CPAS en particulier. Ceux-ci, en effet, sont contraints de prendre en charge ces étrangers pendant une période assez longue, ce qui engendre des répercussions financières directes sur le budget de l'Etat et les budgets des communes qui doivent couvrir le déficit de leur CPAS. Depuis le début de l'année 1986, 1 milliard et demi de crédits supplémentaires ont dû être consacrés à ces charges, dans le budget de l'Etat.

Le nombre de candidats réfugiés est passé de 954 en 1977 à 3 683 en 1984, pour atteindre le chiffre de 5 357 en 1985. En 1986, 7 456 personnes se sont déclarées réfugiés, soit huit fois plus qu'en 1977 et deux fois plus qu'en 1984. Le nombre mensuel a varié de 500 à 850, au cours de l'année 1986. Cet accroissement est particulièrement spectaculaire pour certaines nationalités : le nombre de candidats réfugiés ghanéens est passé de 1 505 en 1985 à 2 678 en 1986 et le nombre d'Iraniens de 321 à 1 020.

Pour 1987, le nombre de demandeurs d'asile a été respectivement de 1 430 et de 1 268 pour les premier et deuxième trimestres, soit 2 698 jusqu'au 29 juin de cette année. Une baisse sensible a été constatée pour les mois de mars et d'avril au cours desquels 352 et 279 candidats se sont présentés dans notre pays. Celle-ci est due au fait que, depuis le 17 février, j'ai décidé d'appliquer aux Iraniens la procédure d'examen de la recevabilité des demandes introduites à l'aéroport de Bruxelles-National, dans la zone de transit.

J'avais mis en vigueur une telle procédure, depuis le 30 octobre 1986, pour les Indiens, les Ghanéens et les Pakistanais. Face à un accroissement de demandeurs d'asile en provenance du Sri Lanka, 270 pour le premier semestre 1987, cette même mesure est d'application depuis le 15 juin, pour les ressortissants de ce pays.

Je constate donc qu'en l'absence de mesures ponctuelles comme celles qui ont été prises récemment et en l'absence de la législation que je vous propose d'adopter — ces mesures ne pouvant, à l'évidence, être que transitoires, la commission unanime a pu en juger lors de notre visite à l'aéroport de Bruxelles-National — le nombre de candidats réfugiés a toujours tendance à croître.

Si, grâce à ces mesures ponctuelles, il a diminué à Bruxelles-National, ainsi qu'en attestent les chiffres figurant au rapport, je relève que le nombre de demandeurs arrivant par les voies maritimes et surtout terrestres a plutôt tendance à augmenter, ce qui implique que des mesures soient prises, tant au niveau national qu'au niveau européen.

Parallèlement à cette augmentation considérable, la proportion d'étrangers, effectivement reconnus réfugiés, ne cesse de diminuer. De 88,6 p.c. en 1979, ce taux descend à 38 p.c. en 1985, n'atteint même pas 15 p.c. en 1986 et est pratiquement nul pour certaines nationalités, telles les Indiens, les Pakistanais et les Ghanéens.

On constate donc que, si le nombre de candidats réfugiés va croissant, le pourcentage de ceux qui se voient reconnaître le statut, en application de la convention de Genève, va en diminuant.

M. Lagasse a cru déceler une contradiction en ce qui concerne le pourcentage des réfugiés reconnus, entre les chiffres que j'ai cités, soit 15 p.c. pour 1986, et ceux communiqués par M. Moussalli, représentant du Haut commissariat aux Nations Unies, à savoir 48 p.c.

La différence entre ces deux chiffres résulte du fait que les statistiques du Haut commissariat ne tiennent pas compte des nombreuses demandes qui sont reconnues recevables mais classées par après sans suite, lorsque les demandeurs ne poursuivent pas la procédure jusqu'à son terme.

En attendant, ils ont eu accès au territoire et, souvent, aux secours des CPAS. La capacité d'absorption du flux des candidats réfugiés vers notre pays est donc limitée. Personne ne pourra plaider le contraire, même si la Ligue des droits de l'homme et divers orateurs ont souligné le fait que l'Europe, dans son ensemble, ne reçoit que 7 p.c. du nombre total de réfugiés existant dans le monde. Personne n'a soutenu qu'il ne faille pas fixer une limite à la capacité d'absorption, par notre pays, de personnes et des moyens financiers à affecter à cette fin.

La pauvreté est présente partout sur la planète et, plus que la pauvreté, la misère et le sous-développement le sont aussi. Elle est présente chez nous aussi et nous devons opérer des choix entre la part dévolue, notamment à l'aide au développement, en ce compris l'accueil, sur notre territoire, de réfugiés provenant du tiers monde, la part des moyens consacrés à lutter contre la pauvreté dans notre propre pays et, enfin, celle que nous réservons à l'économie, à l'investissement ou à d'autres tâches publiques. J'y reviendrai dans ma conclusion.

La politique est l'art des choix et il est trop facile, dans chacun des débats, d'isoler la discussion en cours sur telle ou telle nécessité ou sur tel ou tel objectif, en prétendant qu'il y a toujours moyen de faire plus et mieux — ce qui est vrai — mais sans constater, en même temps, que si on faisait plus et mieux dans un domaine déterminé, — et toute la politique d'assainissement qui a été menée au cours de ces dernières années en témoigne — on ferait moins ou, en tout cas, pas plus dans d'autres secteurs de l'activité publique.

Aucun indice ne permet de croire que la situation que je viens de décrire changera dans les années à venir sans modification de la législation. Aussi, devant l'ampleur du phénomène, les Etats européens ont déjà pris ou envisagent de prendre une série de mesures en vue de limiter l'afflux de réfugiés des deuxième et troisième catégories citées par M. Moureaux. Le cas le plus récent est celui de la Suisse où, par une votation populaire, la législation relative aux réfugiés a été modifiée.

Cette législation, résultat de cette votation, figure d'ailleurs, en annexe, au rapport de votre commission.

Sur un plan multilatéral, lors de leur réunion du 20 octobre 1986 à Londres, les différents ministres de la Justice et de l'Intérieur se sont penchés sur cette question et ont décidé de créer un groupe de travail européen en vue d'adopter une attitude commune, à ce sujet. A la suite des travaux préparatoires de ce groupe, qui s'est réuni sous la présidence de la Belgique, les ministres compétents des Etats membres de la Communauté européenne ont adopté, le 28 avril 1987, la déclaration commune suivante, relative aux candidats réfugiés.

« Les ministres ont rappelé la vocation des Etats membres à accueillir les personnes persécutées et ils ont souligné leur volonté de respecter pleinement la Convention de Genève. Ils estiment, en outre, que les Etats peuvent, pour des raisons humanitaires, autoriser au séjour, des étrangers qui ne remplissent pas les conditions prévues par cette convention.

Les ministres ont toutefois constaté qu'il arrive régulièrement que la demande de statut de réfugié politique soit détournée de son véritable objectif. Pour lutter contre ces abus, les ministres sont convenus des principes suivants :

Avant l'arrivée sur le territoire national, les Etats membres :

— Rappellent aux transporteurs les obligations de l'annexe IX de la Convention de Chicago;

— Obligent les transporteurs, qui amènent une personne dans un pays de la Communauté, sans les documents requis, à reprendre ce passager et à couvrir les frais nécessaires jusqu'à son départ;

— Assurent, s'ils l'estiment approprié, dans certains pays tiers, au moment de l'embarquement, un contrôle des documents des voyageurs; ce contrôle est effectué soit éventuellement par un agent consulaire, en accord avec l'Etat dont relève l'aéroport ou le port, soit par un agent de la compagnie de transport;

— Prennent, le cas échéant, des sanctions à l'égard de transporteurs responsables d'avoir amené un voyageur dépourvu des documents requis.

Afin de permettre un examen des demandes dans les meilleures conditions, il est recommandé de prévoir des espaces où les demandeurs peuvent être accueillis pendant la première phase de l'instruction de leur demande.

Pour ce qui concerne la procédure d'examen des demandes, sous réserve des situations particulières auxquelles ils peuvent être confrontés, les ministres sont convenus d'appliquer une procédure simplifiée d'examen des demandes d'asile lorsque celles-ci ne répondent manifestement pas à certains critères exigés, par exemple, si la demande est manifestement non fondée ou lorsque la personne est susceptible de compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale.

Les ministres ont également pris des mesures pour lutter contre :

— Les demandes simultanées introduites dans plusieurs Etats membres;

— Les demandes successives introduites après une première décision négative d'un Etat membre.

Les ministres ont estimé que lorsqu'un Etat membre décide de refuser une demande d'asile, cet Etat veille à ce que l'intéressé ne se rende pas dans un autre Etat membre, si ce n'est avec l'accord de ce dernier ou si l'étranger remplit les conditions légales pour s'y rendre.

Les Etats membres pourraient faciliter le départ vers un pays tiers en octroyant une certaine aide matérielle.»

Si je me suis permis de relire, à cette tribune, la déclaration des ministres de la Justice et de l'Intérieur de la Communauté européenne, c'est pour rappeler et souligner à nouveau le fait que l'ensemble des dispositions qui nous sont proposées entrent dans le cadre de ce qui est réalisé et actuellement proposé dans l'ensemble des pays de la Communauté.

Nous n'avons donc pas affaire — je démontrerai tout à l'heure que c'est plutôt le contraire — à une législation qui serait en avance ou, si j'ose dire, plus exigeante ou moins libérale, moins généreuse que celle en vigueur dans d'autres pays de la Communauté. Tous les pays européens étant aujourd'hui confrontés à des situations de même nature, ils se doivent d'adapter leur législation en conséquence.

Depuis la dernière réunion du 28 avril, le groupe « immigration » n'est pas resté inactif. Il s'est réuni notamment le 12 juin pour aborder le problème de l'échange des informations, dans le domaine des procédures d'asile.

Les abus auxquels donnent lieu les procédures nationales, abus dont les manifestations et les effets ne s'arrêtent pas aux frontières de l'Etat national, ont mis en lumière la nécessité d'intensifier l'échange d'informations entre les Etats et d'en améliorer la qualité. L'autre problème à l'étude est celui de la responsabilité des Etats en matière d'examen des demandes d'asile.

Cette question est inscrite à l'ordre du jour du Conseil de l'Europe depuis de nombreuses années.

A ce jour, les travaux du Comité d'experts en matière d'asile n'ont pu aboutir.

Or, ce problème revêt une importance considérable dans le contexte actuel de lutte contre les mouvements irréguliers des demandeurs d'asile.

Par ailleurs, la désignation dans chaque cas d'un Etat chargé de l'examen d'une demande en fonction de critères uniformes donne au chercheur d'asile l'assurance que si sa requête est présentée en Europe, elle sera valablement étudiée par l'Etat compétent pour recevoir cette demande. Le but de cette unification des procédures est d'éviter que le nombre de « réfugiés sur orbite » continue à s'accroître.

La présidence belge a proposé des règles de compétence — en quelque sorte des règles de conflits de compétence, dans l'inspiration des règles du droit international privé — de manière à tenir compte à la fois de la variété des situations dans lesquelles peuvent se trouver les demandeurs d'asile et de la diversité existant entre les Etats de la Communauté.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire à la commission, la Belgique a participé activement à des consultations intergouvernementales informelles qui se sont tenues à Genève et à Berne en décembre 1986 et en février 1987.

A ces réunions, auxquelles participaient des représentants du Haut Commissariat des Nations Unies, et au sein desquelles ce dernier a joué un rôle actif, la problématique générale des demandeurs d'asile a été abordée, et notamment les difficultés rencontrées par l'arrivée massive d'Iraniens en Turquie. Plus de 500 000 y séjournent actuellement.

Quoi qu'en pense M. Pataer, qui s'est excusé de n'être pas présent lors de ma réponse, il s'agit d'une bonne procédure que nous avons acceptée et que nous avons appliquée dans le cas des réfugiés d'asile du Sud-Est à l'initiative, à l'époque, du Premier ministre du Royaume-Uni. Chaque pays européen s'était engagé à prendre un quota de réfugiés dans le pays de premier asile, ce qui a soulevé peu de difficultés. En général, les moyens étaient proportionnés au quota appliqué par chaque Etat, l'intégration a été rendue plus facile et les moyens d'accueil ont été mis plus spontanément à la disposition des réfugiés.

C'est donc dans cet esprit qu'il faut poursuivre, mais, malheureusement, la coopération internationale ne progresse pas aussi rapidement que je le souhaiterais.

J'ai dit que je ne m'opposerais pas à accueillir en Belgique, à certaines conditions, un contingent de réfugiés des différents pays de premier accueil, au titre de la solidarité nationale.

D'aucuns estiment qu'en attendant l'issue de ces négociations, qui prendront nécessairement un certain temps, il n'est pas indispensable de réagir rapidement. Je ne suis pas de cet avis.

J'ai donc voulu ce soir encore, en conclusion de nos débats, souligner combien la Belgique a voulu s'engager sur le plan international dans ce douloureux problème des réfugiés. Je puis vous assurer que la Belgique ne fait certainement pas partie du peloton des retardataires dans le domaine des propositions en cette matière, mais est, au contraire, fidèle à ses traditions de coopération internationale et d'humanisme. Malheureusement, ce n'est pas nous qui donnons le ton et certains grands Etats, qui disposent de moyens plus importants sont à la fois plus rapides dans leurs mesures restrictives et moins ouverts dans le domaine de la coopération internationale.

La réforme proposée entend rencontrer deux objectifs fondamentaux : d'une part, opérer un tri parmi les demandes afin d'éliminer, dès l'origine, les cas d'abus flagrants et, d'autre part, réaliser la reprise par l'Etat belge de la procédure d'éligibilité des réfugiés.

La première partie du projet de loi a pour but d'assouplir et d'accélérer l'examen de l'admission en Belgique des candidats réfugiés, étant entendu que permettre, sans condition ni contrôle, l'accès au territoire ou le séjour à tout étranger, quelle que soit sa situation, qui prétend à la qualité de réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne peut qu'aggraver la situation que nous connaissons aujourd'hui.

De là découlent plusieurs conséquences. Il faut permettre au pouvoir exécutif de refuser l'entrée dans le Royaume aux « faux » réfugiés, il faut préciser les motifs actuels qui permettent de leur refuser le séjour, introduire de nouveaux motifs de refus de séjour qui soient compatibles avec la Convention de Genève et limiter les possibilités de recours qui retardent la procédure.

La deuxième partie du projet crée les nouvelles institutions chargées d'examiner le bien-fondé de la qualité de réfugié.

Le rapport et les débats ont largement traité de cette question; je n'y reviendrai donc pas.

Jusqu'ici, la Belgique était le seul Etat au monde où la qualité de réfugié était reconnue, non par une autorité nationale, mais par le représentant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Depuis 1954, cette autorité internationale s'est acquittée de cette délicate mission dans des conditions qui nous amènent à lui manifester notre reconnaissance et nos remerciements. Ce n'est pas elle — faut-il le rappeler? — qui, au départ, a pris l'initiative de demander à l'Etat belge de reprendre cette procédure d'éligibilité. C'est à la suite d'une série de décisions judiciaires exigeant que les décisions du Haut Commissariat, pareillement à celles de nos autorités administratives, soient motivées qu'informé de ces exigences, le Haut Commissariat des Nations Unies avait demandé, depuis plusieurs années déjà, d'être déchargé de la mission qui lui avait été confiée et avait suggéré que celle-ci soit reprise désormais par l'Etat belge.

L'objectif de la troisième partie du projet consiste à empêcher l'entrée en Belgique des étrangers clandestins ou des candidats réfugiés qui ne répondent pas aux critères de la convention de Genève. Dans cette troisième partie, des règles sont imposées aux transporteurs, règles qui ont été longuement discutées à cette tribune et sur lesquelles je reviendrai dans un instant, notamment en réponse à M. Lallemand.

Voilà, une fois de plus rappelé, de manière synthétique, le sens du projet de loi qu'il vous est demandé d'adopter.

Je n'ai jamais prétendu que la loi en projet soit idéale. Dans cette matière, la législation est essentiellement mouvante et correspond toujours à une situation conjoncturelle déterminée. C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques des lois dites de police, comme le sont les lois sur la police des étrangers. La loi de 1980 n'était pas parfaite non plus. Très généreuse et ouverte, elle correspondait à une période calme dans ce domaine. Elle a dû être modifiée en 1984.

Si, demain, nous connaissons des circonstances plus favorables, comme celles que nous avons connues dans les années 60, après la loi de 1952, qui, elle, était plus restrictive, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas revenir, dans un même mouvement de lucidité, à une législation plus souple. Mais, aujourd'hui, des mesures d'urgence doivent être prises.

Le projet qui vous est soumis permet d'accueillir, dans le respect de la tradition humanitaire de notre pays, les réfugiés de la première catégorie que j'évoquais tout à l'heure, c'est-à-dire ceux qui sont individuellement persécutés et au nombre desquels figurent notamment les réfugiés politiques en provenance de Pologne. A cet égard, je n'ai pas très bien compris M. Moureaux qui estimait que cette loi allait nous empêcher d'accueillir les Polonais adhérant à *Solidarnosc* qui viendraient frapper à nos portes.

Bien entendu, ils feront partie de cette catégorie. Rien dans la loi ne permet de les écarter.

Le projet permet également de contrôler le flux de la seconde catégorie, c'est-à-dire les groupes de populations qui, dans leur ensemble, font l'objet de persécution. Enfin, le projet empêche strictement que la décision d'arrêter l'immigration soit contournée. En cela, il concilie les nécessités du temps présent avec les impératifs moraux permanents d'une société démocratique.

Dans une telle matière, il importe de garder un juste équilibre entre la recherche de l'efficacité et la sauvegarde des libertés individuelles, entre les intérêts collectifs du pays d'accueil et la protection des droits des demandeurs d'asile.

Lorsque *Amnesty International* a publié, dans la presse, sous forme de petites annonces, les intentions de certains de nos concitoyens de venir en aide aux candidats réfugiés, j'ai déclaré que ce geste de solidarité ne m'avait pas surpris.

Je n'ai jamais douté de la capacité de la population belge et de celle des autres pays européens à manifester de grands élans de générosité. Hélas! il faut également constater qu'on trouverait aussi facilement 600 ou 700 personnes pour signer des déclarations inacceptables au sujet du refus de l'autre et, notamment, du refus des réfugiés politiques.

Mais j'ai dit également qu'il fallait distinguer le domaine des sentiments et celui de la politique. Je n'ai jamais perçu la démarche d'*Amnesty International* comme étant une attaque contre mon projet. Au contraire, le projet vise précisément à ce que les vrais réfugiés soient d'autant mieux accueillis que les faux auront été écartés.

Et après le vote de la nouvelle législation, les capacités d'accueil actuelles ne seront peut-être pas suffisantes pour absorber tous ceux qui se présenteront encore et qui seront reconnus sur base de la législation que nous allons adopter.

Je pense qu'on ne peut mélanger les actes symboliques de générosité, hautement souhaitables, exprimant les valeurs morales d'une nation avec les solutions politiques qu'il faut apporter à un problème. Un tel mélange serait non seulement irréaliste mais risquerait de susciter de dangereuses illusions, car il faut maintenir l'équilibre entre les capacités d'accueil et le nombre d'arrivants.

Et ceci vaut, bien entendu, tant à l'égard d'un grand mouvement de générosité qu'à l'égard de réactions inspirées par un sentiment de xénophobie qui doivent être proscrites et dénoncées comme inspirées par ce qu'il y a de plus bas dans les sentiments de l'homme. Ni l'un ni l'autre ne pourrait fonder une politique responsable en cette matière.

Les deux assemblées législatives se sont particulièrement préoccupées de la question des garanties accordées par le projet aux candidats réfugiés. Et c'est bien normal. Le rôle naturel du Parlement n'est-il pas de veiller à la défense des libertés?

Le gouvernement a tenu à rencontrer certaines objections émises à cet égard, au cours des travaux en commission de la Justice de la Chambre. C'est pourquoi, sur ma proposition, certains amendements ont été adoptés, visant à mieux garantir la défense des droits du candidat réfugié, d'abord par la création d'un recours au premier stade, au moment où l'entrée, le séjour ou l'établissement est refusé. Il s'agit d'une nouvelle notion, à savoir la demande urgente de réexamen, demande qui peut se faire, soit auprès du délégué du ministre, soit auprès du ministre, et dont les conséquences varient, ainsi que les modalités du recours et la valeur de la décision prise par l'autorité concernée, selon que celle-ci est un délégué du ministre ou le ministre lui-même.

Une deuxième modification essentielle consiste à réserver au seul ministre de la Justice la décision de reconduire le candidat réfugié, auquel l'asile a été refusé, à la frontière du pays qu'il a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée.

Ce qui est fondamental pour qu'en conscience, nous puissions prendre des décisions de refoulement ou d'interdiction d'entrée, c'est qu'en aucun cas, le réfugié ne coure un risque de se retrouver dans le pays qu'il a fui et où il a de bonnes raisons de craindre pour sa vie, sa liberté ou son intégrité physique.

C'est pourquoi nous avons prévu un recours supplémentaire au cas où cette décision qui, je le rappelle, ne relève que du ministre lui-même qui y engage sa responsabilité, serait prise. Je crois qu'il s'agira de cas exceptionnels — il en est déjà ainsi aujourd'hui — pour lesquels j'examine chaque fois personnellement le dossier. Dans ce cas, en vertu de la nouvelle loi, il y aurait un recours judiciaire auprès du président du tribunal de première instance, introduit selon les formes du référé. Il

ne s'agit pas vraiment d'un référé, mais ce recours sera introduit et se déroulera selon les mêmes formes.

Cependant, le président statuera sur le fond et vérifiera s'il existe des indices sérieux d'une menace pour la vie ou la liberté de l'intéressé en cas de retour, non pas dans n'importe quel pays, mais dans le pays qu'il a fui en raison des craintes qu'il éprouvait. Même s'il estime que de tels indices n'existent pas, le président peut encore accorder à l'étranger un délai d'un mois maximum pour se faire admettre dans un autre pays. Et ce recours est suspensif.

J'ajouterai également que la possibilité d'ordonner le huis clos a été prévue, aussi bien devant la commission permanente de recours que devant le Conseil d'Etat. Cette possibilité répond à un double souci: d'une part, éviter toute publicité des débats qui pourrait porter préjudice au candidat réfugié ou aux membres de sa famille restés au pays d'origine, d'autre part, permettre aux intéressés ou à leur avocat de prendre connaissance de toutes les pièces du dossier, tout en garantissant le caractère confidentiel de certaines d'entre elles.

Permettez-moi de renouveler, en sa présence, mes félicitations au rapporteur, M. Cerexhe, qui, d'une façon lumineuse a notamment mis en évidence, dans le rapport, les éléments supplémentaires de garanties qui sont apparus au travers des réponses que j'ai pu donner en commission. Ces éléments vont tous dans le sens d'une interprétation du texte favorable au droit des candidats réfugiés. Je veux ici les rappeler rapidement et peut-être, chemin faisant, répondre à des questions complémentaires plus précises qui m'ont été posées à cette tribune.

Premièrement, à la suite de l'audition des bâtonniers et du débat qui a suivi, j'ai clairement précisé que le projet ne prévoit aucun obstacle à ce que les avocats interviennent dès après le premier interrogatoire du candidat réfugié. Bien entendu, cette première déclaration doit être spontanée puisqu'elle constitue un des principaux éléments, parfois même le seul, pour statuer sur la demande du réfugié.

Je le répète très clairement: dès que la loi sera votée et mise en vigueur, non seulement aucun obstacle ne sera dressé pour que les avocats puissent intervenir mais on organisera même leur intervention dès après le premier interrogatoire du réfugié.

Deuxièmement, je prévoirai la présence d'interprètes qualifiés à l'aéroport de Bruxelles-National afin de recueillir le plus fidèlement possible les déclarations et explications du demandeur d'asile qui aurait des difficultés pour se faire comprendre.

Troisièmement, dans le souci d'informer au maximum les intéressés sur le déroulement de la procédure et l'exercice de leurs droits, une brochure explicative sera mise à leur disposition, et ce dans les langues les plus employées — à un moment déterminé, parce que cela varie dans le temps — par les candidats-réfugiés.

Quatrièmement, afin de garantir des conditions décentes d'hébergement, un centre d'accueil sera organisé à Zaventem, si cela s'avère nécessaire. Il ne sera peut-être pas toujours occupé, mais son fonctionnement pourra être organisé à tout moment.

Cinquièmement, enfin, comme le rappelait M. Cerexhe, j'ai précisé la portée de l'article 16 du projet — et je répondrai ainsi sur ce point à l'intervention de M. Van In — qui crée un recours auprès du président du tribunal de première instance dans le chef du candidat-réfugié qui serait reconduit à la frontière du pays qu'il a fui.

D'une part, ces termes doivent s'entendre comme visant soit le pays d'origine soit un pays d'où l'étranger risque d'être renvoyé dans son pays d'origine et où existent, à cet égard, des pratiques systématiques de renvoi. D'autre part, l'absence de décision du juge dans le délai requis de 15 jours ne permet pas d'exécuter la décision de reconduire, contrairement à l'interprétation qui semble ressortir du rapport de la Chambre.

Je puis assurer Mme Herman et l'ensemble du Parlement que l'exécution de la future loi reflétera fidèlement l'esprit dans lequel elle a été votée par les deux assemblées et, en particulier, par le Sénat.

Je veillerai tout particulièrement à ce que toutes les possibilités de recours prévues soient effectivement mises en œuvre et que toutes les garanties soient prises pour assurer le respect des droits des véritables réfugiés.

Plusieurs aspects particuliers ont encore été soulevés au cours du débat en séance publique.

M. Lallemand a abordé d'une manière complète et ample le problème des sanctions à l'égard des transporteurs.

Je tiens à signaler que des mesures similaires existent déjà dans la plupart des Etats de la Communauté européenne. Elles ont été reprises au rapport.

C'est le cas en république fédérale d'Allemagne, au Danemark, en Grèce, en France et, depuis plus récemment, au Royaume-Uni où il est prévu que le transporteur doit supporter les frais occasionnés par le rapatriement et la détention administrative de l'étranger. Un projet de loi est actuellement discuté au Parlement britannique en vue de prévoir des sanctions à l'égard des compagnies aériennes et maritimes qui débarquent au Royaume-Uni des étrangers en situation irrégulière. Les amendes pourront atteindre 1 000 livres, soit environ 60 000 francs belges, par voyageur dépourvu de passeport ou titulaire de papiers falsifiés. La législation anglaise ne prévoit aucune soupape de sécurité; il n'est pas question de cinq personnes, y compris le conjoint et les parents au premier degré, comme nous le prévoyons dans notre projet de loi. Ces dispositions ne sont pas encore d'application mais auront un effet rétroactif au 4 mars 1987. Les transporteurs sont informés de ces mesures depuis cette date et s'y soumettent sachant que la loi aura un effet rétroactif.

Le défaut, par l'Etat belge, de prendre de toute urgence des mesures appropriées à l'égard des transporteurs risquerait de provoquer un afflux insupportable d'étrangers irréguliers aux frontières du Royaume, avec toutes les conséquences financières qui en résulteraient.

Il est d'autant plus impérieux de réagir fermement que certaines agences de voyage étrangères sont fortement soupçonnées de participer à un trafic scandaleux de faux documents — tickets d'avion, faux passeports revêtus de faux visas —, de prélever des sommes considérables auprès des malheureux qui veulent gagner notre pays, et d'organiser ainsi de véritables filières qui portent préjudice à l'Etat belge, tout en profitant des conditions de vie incontestablement difficiles et du malheur que connaissent certains étrangers.

Lutter contre ces filières comme l'ont proposé Mme Spaak à la Chambre ou M. Lagasse à cette tribune, par la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire, est absolument illusoire. Comment une commission d'enquête parlementaire serait-elle mieux armée que la police, les parquets et l'Office des étrangers, avec l'aide de nos agences diplomatiques et consulaires, pour mettre en lumière des infractions qui se conçoivent et se commettent essentiellement à l'étranger et qui, de plus, sont rarement répréhensibles en droit belge? En tout cas, les peines auxquelles elles pourraient conduire ne sont pas exécutables sur le territoire belge.

En réponse à M. Lallemand, je tiens à préciser que l'infraction consiste «à avoir transporté à destination de la Belgique des passagers qui ne possèdent pas les documents requis, sans avoir pris de précautions pour s'assurer que ces passagers sont en possession de ces documents» — c'est le texte qui vise les transporteurs aériens —, «sans avoir donné suite à l'invitation faite de prendre toutes dispositions utiles pour que ces passagers soient en possession de ces documents»; ce dernier passage vise les transporteurs maritimes.

Il n'est donc pas exigé que les étrangers se soient vu refuser l'accès au territoire pour que l'infraction soit établie. Elle l'est toujours, même si le candidat réfugié est ensuite reconnu admissible.

Dans ce cas pourra jouer l'invocation de la cause de justification qu'est l'état de nécessité et le parquet pourra juger de l'opportunité de déclencher ou non des poursuites.

En ce qui concerne la compétence territoriale des juridictions belges, il ressort clairement du texte de l'article 17 du projet qu'un des éléments constitutifs de l'infraction se rattache au territoire belge, ce qui justifie la compétence de nos juridictions, selon une jurisprudence constante.

J'ai eu l'occasion de rappeler à M. Lallemand, lors de la seule interruption que je me suis permise dans son intervention, que, comme pour toutes les infractions, une cause de justification peut, le cas échéant, être invoquée. Je songe tout particulièrement ici à l'état de nécessité, ainsi que je l'ai indiqué il y a un instant.

Le Conseil d'Etat a expressément écarté l'application du texte aux transporteurs ferroviaires. M. Lallemand a exprimé un avis différent à cette tribune. J'ai eu le sentiment en l'entendant — peut-être faudrait-il que je relise ses déclarations ultérieurement — que la thèse qu'il a développée comprenait d'assez bons arguments. Je suis disposé à réexaminer cette question, d'autant plus que ce mode de transport pourrait donner lieu à des abus en pratique, ce qui s'avère déjà de plus en plus souvent le cas.

Pour l'instant, je me réfère, dans le doute, à l'avis du Conseil d'Etat et j'insiste pour que, sous réserve d'un durcissement éventuel des dispositions de la loi par l'ajout ultérieur d'un paragraphe concernant le transport ferroviaire, cette loi urgente soit votée immédiatement.

M. Lallemand. — J'ai, en effet, soulevé cette observation qui résulte d'une analyse juridique. Je ne vous demande évidemment pas d'étendre les interdictions aux transporteurs ferroviaires. Je me suis borné à souligner l'incohérence de l'avis du Conseil d'Etat qui, tantôt, déclarait possible de prendre des sanctions à l'égard des transporteurs maritimes et aériens, alors que, à mon sens, les conventions les interdisent, tantôt déclarait impossible de prendre de telles sanctions à l'égard des transporteurs ferroviaires alors que, par contre, en droit strict, les règles uniformes qui régissent le transport ferroviaire, ne les empêchent pas.

Je ne voudrais pas que vous disiez demain que j'ai demandé d'étendre les sanctions.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je n'ai nullement l'intention de déformer vos paroles, monsieur Lallemand. J'avais déjà compris que votre intention n'était pas de demander de durcir le texte de la loi et je prends acte de votre précision, mais vous conviendrez avec moi que si j'étais tenté de vous donner raison sur le plan juridique, il serait logique pour moi de souhaiter étendre ultérieurement le projet de loi aux transporteurs ferroviaires.

M. Lallemand. — Vous n'êtes d'accord avec moi que pour moitié, monsieur le ministre, puisque, ainsi que je vous l'ai dit, les conventions internationales en matière de navigation aérienne et maritime empêchent, à mon sens, de telles sanctions.

Vous m'avez répondu — et c'est exact — que les pratiques européennes vont à l'encontre de cette compréhension des conventions. Mais ma thèse devrait vous amener, en réalité, à supprimer toute sanction...

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — De votre point de vue, effectivement.

Nous sommes en train de répéter la fable de la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine. Je reconnais que la situation, purement circonstancielle, fait que, pour le moment, je me trouve du côté de la bouteille à moitié pleine. (*Sourires.*)

De façon générale, je rappelle que, pour qu'il y ait infraction, il faut avoir transporté cinq passagers au moins, parmi lesquels les parents au premier degré et le conjoint qui accompagnent ne sont pas comptés. Ainsi ne seront sanctionnés que les transporteurs qui font entrer de façon presque systématique des étrangers qui ne sont pas en règle et notamment ceux qui ne sont pas, en fait, de vrais réfugiés. Cela résulte de l'esprit de l'amendement déposé par le gouvernement et adopté par la Chambre.

Quant à la suppression du recours en référé, j'ai pris note, comme M. Lallemand, de ce que le Conseil d'Etat n'en contestait pas la constitutionnalité.

M. Lallemand a invoqué de savants auteurs. Je n'en ai entendu citer qu'un; c'est peut-être le plus malin. Cette suppression doit être appréciée dans le contexte de la loi en projet qui instaure un recours juridictionnel devant la Commission permanente de recours des réfugiés. Il existe désormais une possibilité de recours administratif sur base de l'article 93 de la Constitution, qui permet d'omettre le recours judiciaire.

Il est important de rappeler également que dans un cas précis que j'ai évoqué, il existera un recours, selon les formes du référé, devant le président du tribunal de première instance.

En outre, le Commissaire général aux réfugiés sera amené à participer à la procédure, en cas de demande urgente de réexamen, et son avis favorable à l'entrée, au séjour ou à l'établissement, liera le délégué du ministre. Par contre, le ministre sera obligé de motiver sa nouvelle décision s'il veut s'écarter de l'avis du Commissaire général.

Enfin, l'étranger dispose d'un recours juridictionnel en annulation devant le Conseil d'Etat. Mais, bien entendu, ce recours ne peut suspendre automatiquement l'exécution de la mesure.

Outre un cas propre au refus d'entrée, à savoir la possession d'un titre de transport valable à destination d'un pays tiers, le projet introduit trois motifs communs au refus d'entrée et au refus de séjour ou d'établissement: la possibilité de compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale; un renvoi ou une expulsion préalables; le caractère manifestement abusif ou non fondé de la demande.

Je reconnais que, dans chacun de ces cas, ces décisions impliquent, surtout pour ce qui concerne la possibilité de compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale et le caractère manifestement abusif ou non fondé de la demande, la prise en considération de certains éléments d'opportunité et d'appréciation. Il en est ainsi chaque fois que le législateur délègue à l'exécutif un pouvoir d'administration active. Je fais appel à la science de notre collègue, M. Cerexhe, en matière administrative. On voit, dans bien d'autres cas de pouvoirs moins élevés et quoiqu'il ne veuille pas exagérer la portée du sien, le ministre de la Justice prendre des décisions de pure opportunité et de pure appréciation. Je m'engage, en tout cas pour ce qui me concerne, et j'espère qu'il en sera de même pour mes successeurs, à veiller à ce que, tout particulièrement dans l'application des critères, ces dispositions ne soient pas interprétées abusivement et ne constituent pas, en quelque sorte, des détournements de pouvoir.

Je tiens enfin, à la fois parce que cette question m'a été posée par plusieurs membres de l'assemblée, et parce qu'elle vient de faire l'objet d'une dernière concertation entre moi-même et le représentant du Haut Commissariat aux réfugiés, M. Moussalli, à préciser la portée de l'article 21 du projet qui crée à titre transitoire deux procédures parallèles de reconnaissance du statut de réfugié: l'une auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'autre auprès des nouveaux organismes belges créés par la loi.

Cet article rencontre deux préoccupations essentielles.

D'une part, sur le plan des principes, il est logique que toutes les demandes de reconnaissance ou de confirmation de la qualité de réfugié, introduites auprès du HCR avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, soient examinées par la même autorité, à savoir le HCR, même si ce dernier n'a pas encore pris de décision définitive d'octroi ou de refus de la qualité de réfugié. Il faut, en effet, garantir l'égalité de traitement entre tous les candidats réfugiés qui ont introduit leur demande auprès du HCR jusqu'à la mise en place de la nouvelle procédure d'éligibilité.

D'autre part, sur le plan pratique, il est peu concevable que le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides se voie transmettre tous les dossiers qui seront restés en suspens auprès du HCR à l'entrée en vigueur de la loi. En effet, contrairement le nouvel organisme à connaître de ces demandes aura inéluctablement pour effet de paralyser son action dès sa création.

En conséquence, comme je l'ai dit à M. Moussalli, la situation sera réglée de la façon suivante:

1. Conformément à l'article 21, alinéa premier, la compétence générale du HCR prendra fin dès la reprise de l'éligibilité des réfugiés par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, c'est-à-dire au plus tard le 1^{er} février 1988 si la loi est publiée au *Moniteur belge* au cours du mois de juillet 1987, comme je l'espère en tout cas.

2. Conformément à l'article 21, alinéa 2, le HCR reste, à titre transitoire, compétent pour connaître de toutes les demandes introduites, avant la reprise de l'éligibilité par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

3. Toutefois, le HCR n'est plus compétent pour connaître des demandes introduites avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, dans la mesure où ces demandes ont fait l'objet d'une décision définitive du HCR.

4. En outre, en raison de l'impossibilité de prévoir le nombre exact de nouvelles demandes de reconnaissance de la qualité de réfugié qui seront introduites auprès du HCR avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, d'une part, et en raison de la complexité des situations qui résulteront de l'existence, pendant une période transitoire, de deux procédures parallèles d'éligibilité, d'autre part, ce problème soulevé par l'article 21, alinéa 2, pourrait être à nouveau examiné six mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Si, à ce moment, il subsiste une masse de recours introduits ou en instance d'examen auprès du Haut Commissariat aux Réfugiés, une modification éventuelle de l'article 21 pourrait être envisagée, qui tiendrait compte de la situation de fait existante. M. Moussalli a, au nom du HCR, marqué son accord de principe sur cette façon de voir.

Monsieur le Président, je pense avoir ainsi répondu à l'essentiel des questions juridiques, politiques ou techniques qui m'ont été posées à l'occasion de ce débat.

En conclusion, j'aimerais vous livrer une réflexion que m'inspire le contexte dans lequel se sont déroulés les travaux préparatoires de la future loi, contexte qui me rappelle étrangement, quoique les objets

soient connexes sans être identiques, celui dans lequel fut élaborée la loi du 28 juin 1984 sur les étrangers.

Dans les deux cas, au moment où j'ai annoncé le dépôt du projet et lors de la discussion, en commission de la Chambre, première saisie, une partie de l'opinion avait estimé que le projet portait atteinte aux valeurs fondamentales de nos sociétés démocratiques et qu'il s'agissait véritablement là d'une entaille dans nos principes les plus fondamentaux.

Des articles dans la presse, des proclamations, des manifestations, sans parler des manifestes, se sont succédés. Pour la loi de 1984, il y eut même, pendant de longues périodes, des grèves de la faim.

Les débats en séance publique de la Chambre s'étaient déjà déroulés dans une atmosphère beaucoup plus détendue. Au Sénat — je l'ai souligné à l'époque — ils ont eu lieu dans la sérénité.

Depuis son entrée en vigueur, la loi de 1984 n'a suscité ni critique, ni plainte, même de la part de ceux qui l'avaient combattue. On considère même que le code de la nationalité qui y figurait — c'était la deuxième partie de la loi — était un modèle du genre. Même en ce qui concerne la première partie de cette loi, je n'ai plus rien lu dans la presse. Plus une seule interpellation, ni la moindre question orale ne m'ont été adressées au sujet de son application, qui avait pourtant suscité un fameux émoi.

Il en sera ainsi, je pense, de la loi que vous êtes aujourd'hui appelés à voter. C'est pourquoi je ne veux pas, considérant, comme l'a dit Talleyrand, que tout ce qui est excessif est insignifiant, relever les quelques excès que j'ai pu déceler dans certains des propos qui ont été tenus à cette tribune, comme si la législation en projet était comparable à celle qui pourrait être prise dans un pays totalitaire.

Je suis d'ailleurs frappé par le fait que certains discours prononcés à cette tribune, comme à celle de la Chambre d'ailleurs, ne trouvent pas toujours leur répercussion à l'extérieur, lorsqu'un débat est ouvert.

Ainsi, fait politique important, vous aurez tous pris, avec intérêt, connaissance du document fort intéressant exposant la nouvelle position des socialistes bruxellois au sujet de l'immigration. Je me bornerai à en reprendre deux extraits seulement parce qu'ils sont directement ou indirectement liés au sujet qui nous occupe. J'espère — ce n'est nullement mon intention — ne pas déformer la pensée de ses auteurs.

Je lis, en page 3, des propos que j'aurais moi-même quelques difficultés à tenir: «Il n'y aurait pire attitude que celle qui consisterait à nier l'acuité de ce problème et à culpabiliser une population belge dont les réflexes xénophobes résultent, en grande partie, du laisser-aller dont souffre la situation actuelle. Les socialistes doivent rester attentifs à l'expression populaire bruxelloise et rassurer une population belge qui, laissée sans réponse et sans solution au problème de l'immigration, sera inévitablement tentée par le mirage des discours extrémistes, dont il faut rappeler le caractère mensonger et irréaliste.»

Mis à part le refus de culpabiliser ceux qui se livrent à des réflexions ou à des discours xénophobes, je croirais relire ce que je déclarais pour justifier la loi de 1984.

Plus loin, parmi les principes arrêtés par la Fédération des socialistes bruxellois, je lis qu'il faut arrêter toutes les formes d'immigration. Je cite: «Il s'impose qu'un arrêt effectif de toutes les formes d'immigration soit assuré. A ce sujet, l'entrée et l'établissement de nouveaux immigrés doivent être sévèrement contrôlés et il faut dénoncer, en ce domaine, l'absence de moyens dont le gouvernement se dote pour contrôler les frontières, prendre et exécuter les arrêtés d'expulsion, justifiés par des faits graves de délinquance ou l'état de clandestinité, pour vérifier le bien-fondé de la délivrance de nouveaux permis de séjour et de travail.»

Mais, le plus remarquable dans ce document consacrant douze pages à la problématique des étrangers en Belgique, ce n'est pas tellement ce qui s'y trouve, mais plutôt ce qui ne s'y trouve pas.

J'ai retenu la phrase que M. Van In, à fort juste titre d'ailleurs, avait placée en épigraphe, si j'ose dire, de son discours: «Tous les étrangers ne sont pas des réfugiés, même si tous les réfugiés sont des étrangers.»

Ce qui est extraordinaire dans le document auquel je fais allusion, c'est, je le répète, ce qui ne s'y trouve pas. Nulle part dans les douze pages qu'il contient, il n'est fait allusion à la politique à mener en ce qui concerne les réfugiés, ni pour en suggérer une, ni pour porter la moindre condamnation sur aucun des aspects du projet qui est actuellement en discussion. Cela me paraît intéressant.

Si le projet a pu être examiné par le Sénat, dans l'atmosphère — et je vous en remercie — d'équilibre et de sérénité qui a imprégné ces débats, c'est parce qu'il sait concilier le contrôle des flux migratoires, avec le

respect que nous devons à la solidarité et à l'asile qui ont toujours caractérisé la politique de notre pays dans ce domaine.

C'est une politique d'équilibre. Or, dans toute société démocratique, il faut un équilibre entre l'ordre et la justice, entre l'efficacité et la liberté et, comme disent les Américains, entre *efficiency and equality*, l'efficacité et l'égalité.

De heer Van In. — Zeer juist!

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Comme je l'ai dit cet après-midi à M. Lagasse, j'ai été non seulement impressionné par le discours qu'il a tenu, hier, à cette tribune, mais très ému parce qu'il est vrai que nous pouvons tous avoir, parmi nos proches, des personnes qui, à un moment de leur vie, ont été des réfugiés. Il est vrai également qu'aucun d'entre nous ne peut prédire qu'à un moment de sa vie il ne sera pas un réfugié.

Il est essentiel, à cet égard, de songer à cet adage biblique: «Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit.» Mais il faut aussi songer qu'il y a des solidarités qui ont une plus ou moins grande proximité.

L'Allemagne a, elle aussi, restreint aujourd'hui les possibilités d'accès à son territoire, mais cette décision ne l'empêche nullement de continuer à accueillir par milliers des réfugiés de l'Europe de l'Est.

Pendant la dernière guerre, la France a accueilli des centaines de millions de réfugiés, lancés sur les routes et qui fuyaient l'envahisseur.

De heer Van In. — Zeer juist!

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Vous reconnaîtrez cependant qu'il y a, à la fois du point de vue de la conscience publique et du point de vue des priorités d'un pays, une différence entre le fait d'accueillir ceux qui fuient des régimes ou des pays voisins, et le fait d'ouvrir largement ses frontières à des flux migratoires même si, aux antipodes, des conflits ethniques ou tribaux justifient ces migrations.

A la fin de son intervention, Mme Herman a cité Pierre Mendès France, dans sa définition très juste de la démocratie: «La démocratie, c'est, bien sûr, les libertés publiques, c'est le gouvernement représentatif, ce sont les élections libres, mais cela ne suffit pas. Il y a quelque chose de plus, un état d'esprit, la tolérance, la vie en commun, le respect du droit à la différence.»

Pour justifier ce projet que je défends, parce que je le crois nécessaire, je voudrais terminer cette intervention en citant, moi aussi, Pierre Mendès France. A la tribune de l'Assemblée nationale française, le 3 juin 1953, dans sa déclaration d'investiture qu'il n'a pas reçue ce jour-là, mais un an plus tard, il n'a pas dit: «Gouverner, c'est prévoir» — cela, il le dira quelques années plus tard — mais bien: «Gouverner, c'est choisir».

Le projet qui nous est proposé rencontre, je pense, l'une et l'autre de ces deux formules. Par ce biais, le gouvernement dont c'est la première mission, demande aux parlementaires qui participent aussi à la direction du pays, ô combien, de gouverner en prévoyant et de gouverner en choisissant.

Gouverner en prévoyant parce que nous ne pouvons prendre le risque d'affronter un flux migratoire incontrôlé, avec toutes les conséquences que cela entraînerait. Compte tenu des moyens limités dont nous disposons, il leur demande de gouverner en choisissant, c'est-à-dire, en choisissant de fixer une hiérarchie des valeurs et des priorités, en fonction de ses moyens.

En matière de droits de l'homme et de respect des individus, ce projet a réussi, à mon sens, à fixer des priorités correctes. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, il est évident que la polémique liée au projet de loi ne peut être épuisée en une heure de discussion. Les réponses du ministre, vous vous en doutez, ne me satisfont pas, même si je comprends qu'on ne puisse entreprendre de longues démonstrations dans le cadre de ce débat.

Je me réjouis d'avoir entendu le ministre rendre hommage, assez paradoxalement d'ailleurs, aux valeurs qu'il est, en quelque sorte, aujourd'hui obligé de ne pas honorer parfaitement. Il a rendu hommage à *Amnesty International* et s'est déclaré heureux que de tels mouvements

d'opinion existent, «car», a-t-il dit, «ils maintiennent les valeurs essentielles d'une civilisation». C'est là une déclaration ambiguë lorsqu'elle est faite à propos d'un projet dont l'objectif principal est de réduire l'accès du territoire aux réfugiés. Je m'en réjouis pourtant parce que l'esprit dans lequel une législation est appliquée est essentiel. Nous en avons eu la preuve en de nombreuses circonstances. Il est capital que le ministre fasse preuve, en l'occurrence, d'humanisme et de la volonté d'appliquer avec humanité ce projet qui précisément permettrait et permettra d'ailleurs d'agir tout autrement. Je me réjouis aussi — et M. Cerexhe l'a très bien rapporté — que les discussions aient pu permettre d'obtenir des précisions sur l'application des textes et sur les pratiques.

J'ai aussi entendu, avec intérêt, que vous alliez éliminer les obstacles qui, jusqu'à présent, avaient empêché l'intervention des avocats, que vous alliez prévoir la présence d'interprètes qualifiés, que vous élaboreriez une brochure explicative, qu'un centre d'accueil serait créé à Bruxelles-National, toutes sortes de garanties qui n'ont pas été accordées jusqu'à présent et qui, pendant plusieurs mois, ont fait cruellement défaut au point de justifier les campagnes dont vous avez parlé, que vous avez critiquées mais qui, en réalité, avaient pour fondement des pratiques qui ont heurté des gens de bonne foi, qui n'étaient pas des idéalistes échevelés, mais qui se fondaient incontestablement sur des manquements à la loi de 1980 et à des principes essentiels.

Vous avez déclaré que vous étiez d'accord avec *Amnesty International* dans la mesure, avez-vous dit, où les vrais réfugiés seront d'autant mieux accueillis que les faux seront écartés.

Permettez-moi de dire que cette façon de raisonner n'est pas convaincante. En effet, l'une des critiques fondées adressées à l'encontre du projet était qu'on prenait le risque, par la rapidité des décisions et par le caractère expéditif des contrôles, d'écarter les vrais réfugiés.

Quand vous demandiez et demandez encore à des passagers d'un avion, qui n'ont pas de documents valables, de justifier, en quelques minutes, du fait qu'ils n'ont pas séjourné plus de trois mois dans le pays de transit, preuve impossible à fournir, vous prenez effectivement le risque d'écarter le vrai réfugié.

C'est ainsi que M. Moussalli, que vous avez cité, vous répondait, avec angoisse et inquiétude dans sa lettre publiée dans le rapport du Sénat: «Est-ce bien l'intention du législateur de renverser le fardeau de la preuve? Comment un être angoissé, apeuré, ne sachant pas toujours s'exprimer, peut-il produire de telles preuves à l'autorité qui l'interroge à la porte même de l'avion?» Il rappelait un fait, d'ailleurs très concret, selon lequel, la semaine passée, des réfugiés, même munis des documents, mais ne sachant pas correctement s'exprimer, ont été remis à bord de l'avion qui les amenait et n'ont été sauvés *in extremis* que grâce à l'action énergique d'une agence caritative.

Vous pouvez être d'accord avec *Amnesty International* ou avec cette agence caritative, mais convenez que votre réponse suscite l'étonnement quant au bien-fondé du principe que vous affirmez, à savoir que les vrais réfugiés seront d'autant mieux accueillis que les faux seront écartés. C'est une affirmation inacceptable.

Je ne vais pas allonger la réflexion, rappeler les exemples, mais simplement souligner que la loi de 1980, cette loi très libérale dont vous parlez, a été appliquée d'une façon telle qu'incontestablement on aurait pu se demander, à un moment donné, si vous aviez besoin d'une nouvelle loi. Telle qu'elle est appliquée depuis plusieurs mois, la loi de 1980, manipulée, a été, en effet, d'une efficacité redoutable quant à l'écartement de ceux que vous appelez «les faux réfugiés». Nous contestons, bien entendu, votre certitude d'avoir bien agi, en raison même, je le répète, de l'impossibilité de faire, en un temps record, un examen sérieux de la recevabilité d'une demande.

Pour ce qui concerne les transporteurs, je n'y reviendrai pas car un long débat judiciaire ou juridique à ce sujet s'engagera, j'en suis convaincu, les termes des conventions prêtant indéniablement à discussion. Je reconnais qu'ils sont interprétables. Mais ce qui, en tout cas, me paraît incontestable, c'est le fait que la suppression du référé ou d'un recours juridictionnel, pour le demandeur d'asile qui se trouve au stade de la recevabilité de la demande, est critiquable en droit. Je maintiens cette affirmation.

Il n'est pas possible qu'il existe des droits subjectifs qui ne soient pas consacrés par une sanction juridictionnelle, qui ne soient pas protégés par le recours à une juridiction. Telle est d'ailleurs la portée exacte des articles 92 et 93 de la Constitution.

Je veux bien admettre avec vous qu'on peut discuter de la nature du droit d'asile. Il existe une controverse sur le point de savoir s'il s'agit d'un droit civil ou d'un droit politique. Mais, même s'il s'agit d'un droit politique, d'un droit subjectif, la Constitution nous impose de le consacrer par un recours juridictionnel.

Ce qui me frappe ici, c'est que, dans la situation première, l'étranger qui se présente à la frontière a le droit, en vertu de la loi et des principes généraux définis par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par la Convention de Genève de faire examiner sa demande.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Dans l'hypothèse d'un droit politique, la juridiction administrative est la commission de recours, mais au stade de l'éligibilité. Par contre, au stade de l'entrée sur le territoire, il n'y a aucun droit politique pour un étranger de pénétrer en Belgique.

M. Lallemand. — Je ne parle pas d'un droit politique au sens que ce terme a d'habitude, mais d'un droit subjectif, c'est-à-dire le droit garanti au candidat réfugié, par la loi, de faire examiner sa demande.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Il n'y a pas de droit subjectif, mais une décision administrative à prendre au sujet de l'entrée sur le territoire belge.

M. Lallemand. — Et cette décision administrative n'est susceptible d'aucun recours sauf dans quelques cas particuliers. Ce qui est précisément anormal dans le projet, c'est qu'il existe des décisions administratives qui ne sont pas susceptibles de recours. Si, demain, votre administration ne témoigne pas de la magnanimité dont vous faites preuve à cette tribune, s'il y a des abus et qu'on écarte des étrangers qui sont parfaitement acceptables au regard des critères que vous avez définis dans la loi, il n'y a pas de possibilités pour eux de se défendre puisque vous leur refusez le droit de saisir une juridiction. C'est bien là le vice fondamental de la réforme législative: l'absence d'un recours contre un acte de l'administration qui est cependant accompli au mépris d'une loi. Cette situation est, en effet, très préoccupante. Je sais qu'il ne faut pas nécessairement saisir le juge des référés puisqu'il pourrait s'agir d'une juridiction spéciale. On pourrait concevoir que ce soit le Conseil d'Etat ou un magistrat siégeant dans une juridiction spéciale. Mais il faudrait alors que vous mainteniez cette règle de droit fondamental que tout acte d'administration pris en vertu d'une loi, et particulièrement dans ce cas-ci, puisse faire l'objet d'un contrôle juridictionnel.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur Lallemand, je ne veux pas prolonger cette discussion juridique. Mais quel est le recours juridictionnel du pilote d'un avion particulier pénétrant dans l'espace aérien belge, à qui la tour de contrôle intime l'ordre de rebrousser chemin?

M. Lallemand. — Vous posez mal le problème. Ce que vous dites est compréhensible, sauf si la loi consacre précisément le droit pour celui qui pilote cet avion, et qui fuit un pays, de pénétrer dans l'espace aérien belge.

Or, que faites-vous à l'égard de l'étranger, demandeur d'asile? La loi dira que l'étranger qui ne tombe pas dans les conditions restrictives que vous formulez à l'article 6 du projet — comme porter atteinte à l'ordre public belge ou séjourner moins de trois mois dans un territoire étranger — a le droit de faire examiner sa demande. Il n'a, à priori, pas le droit à l'asile, mais vous ne pouvez l'écarter de la procédure d'éligibilité si vous ne pouvez lui reprocher de tomber dans une des catégories restrictives formulées à l'article 6.

Normalement, comme la loi vous l'impose, vous devez prendre une décision, motivée de surcroît. C'est bien la preuve qu'un droit subjectif à l'examen de la demande d'asile est reconnu.

Si l'on suit votre projet, nous mettrons en vigueur un système qui ne permet pas de recours juridictionnel contre l'arbitraire administratif et qui n'est pas conforme à l'essence même de notre système constitutionnel et démocratique.

J'ai développé cette thèse, défendue également par d'éminents juristes comme le professeur Van Compernelle. Votre projet est dangereux car il n'existera plus, au niveau de la recevabilité d'une demande, aucun recours contre l'arbitraire, que le législateur a toujours essayé de réduire

par le contrôle des juridictions. L'arbitraire détruit, ruine les régimes démocratiques. C'est bien la cause du malaise qu'ont suscité les pratiques de Bruxelles-National.

Je ne suis donc pas satisfait de votre réponse et plus particulièrement en ce qui concerne la suppression du recours aux référés. Que dire d'ailleurs de la façon dont vous avez été amené à prendre cette même mesure à l'égard de tous les étrangers et pas seulement des réfugiés politiques? C'est sur la base d'une observation du Conseil d'Etat que vous avez modifié le texte initial du projet. Au départ, la suppression du recours aux référés ne concernait que les réfugiés politiques. Par la suite — c'est assez extraordinaire — le Conseil d'Etat a fait remarquer que la suppression du recours aux référés désavantageait les demandeurs d'asile par rapport aux catégories d'étrangers ordinaires qui, eux, gardaient l'accès à ce recours. C'est donc sur la base de cet argument que la suppression du recours aux référés a été étendue à tous les étrangers.

Il s'agit d'une application vicieuse du principe d'égalité. En effet, en supprimant le recours aux référés pour les réfugiés afin de limiter l'afflux de ceux-ci sur notre territoire, vous en êtes venu à supprimer le recours pour tous les autres étrangers qui s'y trouvent. Ce raisonnement du gouvernement montre encore combien votre projet souffre de critiques fondamentales.

Je crois en avoir dit assez, monsieur le ministre. Ce débat ne cessera pas; nous le reprendrons, comme vous le savez.

Je suis convaincu de votre bonne volonté et je mesure les contraintes qui ont pesé sur vous. Je l'ai dit dans mon intervention. J'ai admis que nous n'avions pas les moyens de notre générosité. Nous ne sommes pas, hélas! à la hauteur des valeurs que nous affirmons.

Toutefois, j'estime qu'il faut maintenir la plus large générosité possible et un Etat de droit le plus rigoureux et le plus contraignant possible. Et sur ce point, nous divergeons fondamentalement.

Je vous remercie d'avoir répondu assez complètement aux diverses interventions, même si vos réponses ne convainquent pas. Je me réserve, le cas échéant, de revenir sur certains points particuliers lors de la défense de l'un ou l'autre amendement. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

Mevrouw Aelvoet. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal kort gaan. Ik sluit me aan bij de repliek van de heer Lallemand. De minister heeft verschillende antwoorden gegeven die niet negatief te noemen zijn. Ze gaan positief in op de vragen van verschillende collega's en van mezelf.

De minister heeft zich publiek geëngageerd dat hij er zorg voor zal dragen dat, na de eerste verklaring die afgelegd wordt door de vreemdeling, contact wordt opgenomen met de advocaten zodat ze onmiddellijk na die eerste verklaring de situatie kunnen onderzoeken met de kandidaat-vluchteling. Wij noteren zijn belofte aangaande de aanwezigheid van tolken in Zaventem, de informatiebrochure en het onthaalcentrum in Zaventem, mocht dit nodig blijken. Als laatste van de positieve zaken noteer ik met genoegen dat de minister de interpretatie van artikel 16 van de Senaatscommissie voor de Justitie bevestigt in tegenstelling tot het standpunt dat hij aanvankelijk in de commissie heeft verdedigd. Dit verheugt mij ten zeerste want dit was voor mij de fundamentele vraag waarop ik nu, zij het zijdelings, een antwoord heb gekregen.

Verschiedende fundamentele problemen blijven onopgelost. Ze werden al aangeduid zodat ik dit niet hoeft over te doen. Slechts op één punt ga ik in. De minister heeft namelijk gezegd dat het gemakkelijk is de budgettaire weerslag te isoleren voor één enkel thema, *in casu* het probleem van de vluchtelingen, en dan te stellen dat men meer en beter zou kunnen doen. Voorts wijs ik nog op een tweetal contradicties in dit verband. Ten eerste, in de regeringsverklaring staat inzake ontwikkelingssamenwerking dat men een inspanning zal doen om de 0,7 pct. te bereiken. In de realiteit gaat men echter de tegengestelde richting uit. Wanneer in de loop van het debat de minister en andere leden van de meerderheidspartijen aanbrengen dat de problemen van bepaalde categorieën vluchtelingen zich hier niet zouden voordoen als er in de derde wereld betere omstandigheden waren, dan heb ik het recht te stellen dat dit geen eerlijk argument is omdat men niet bereid is uit deze vaststelling de politieke conclusies te trekken. De regering komt de eigen

doelstellingen vervat in de regeringsverklaring niet na. Men kan mij niet verwijten dat ik een deelaspect isoleer. De samenhang met de voornemens uit de regeringsverklaring is hier door de regering zelf doorbroken.

Ten tweede, internationaal is er een groeiende trend om de grenzen te sluiten voor vluchtelingen in het algemeen, dus ook voor politieke vluchtelingen. De scheiding tussen beide, *le tri*, kan nooit op een volmaakte manier gebeuren. Het is een zeer ruwe manier om een zeefsysteem in te bouwen waarvan een reeks mensen onvermijdelijk het slachtoffer zullen zijn. De internationale beweging in het Westen om de grenzen te sluiten loopt parallel met een vertraging van de groei inzake overdrachten van fondsen voor ontwikkelingshulp in het algemeen en voor de andere geldoverdrachten naar de derde wereld. Enkele dagen geleden stond nog in een krant dat de financiële overdrachten, *les flux financiers*, richting ontwikkelingslanden de jongste jaren tot één derde zijn teruggebracht. Men creëert obstructie op twee vlakken. Enerzijds is er minder input voor de ontwikkelingslanden en anderzijds is er minder bereidheid om de problemen die daarmee samenhangen hier op te vangen.

Waarindaar, deze dubbele beweging veroorzaakt een uitzichtloze situatie waarin ons klein land slechts een beperkte verantwoordelijkheid draagt, die echter even reëel is. Daarom blijf ik bij mijn analyse, die ik helemaal niet excessief vind en die trouwens ook internationaal door de Wereldbank wordt verkondigd. Deze zaken kunnen niet worden gescheiden en dezelfde afwijzende houding, zowel ten opzichte van het engagement voor de ontwikkelingslanden als ten opzichte van het feit om de problemen die hier op ons afkomen op een ernstige manier op te vangen, is onduidelijk.

Mijnheer de Voorzitter, om al deze redenen blijf ik dit wetsontwerp fundamenteel afwijzen. (*Applaus op de banken van Agalev en Ecolo.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à la discussion des articles.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen.

Je signale qu'une série d'amendements, signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents articles du projet de loi en discussion.

Ik deel u mee dat een reeks amendementen ondertekend door minder dan drie leden, zijn ingediend op verschillende artikelen van het in behandeling zijnde ontwerp van wet.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés?

Mag ik aannemen dat deze amendementen gesteund worden? (*Talrijke leden staan op.*)

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Artikel 1 luidt:

Artikel 1. Artikel 7, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt aangevuld als volgt:

«9° Wanneer hij sedert minder dan tien jaar uit het Rijk werd teruggewezen of uitgezet, zo de maatregel niet werd opgeschort of ingetrokken.»

Article 1^{er}. L'article 7, premier alinéa, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est complété comme suit:

«9° S'il a été renvoyé ou expulsé du Royaume depuis moins de dix ans lorsque la mesure n'a pas été suspendue ou rapportée.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. De artikelen 48 tot 57 vormen een Eerste afdeling van «Hoofdstuk II — Vluchtelingen», van titel II van dezelfde wet; deze afdeling heeft als opschrift «De hoedanigheid van vluchteling».

Art. 2. Les articles 48 à 57 forment une Section 1^{re} du «Chapitre II — Réfugiés», du titre II de la même loi; cette section est intitulée «De la qualité de réfugié».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. Artikel 49 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 49. Als vluchteling in de zin van deze wet worden beschouwd en tot verblijf of vestiging in het Rijk worden toegelaten:

1° De vreemdeling die krachtens de internationale akkoorden van vóór het Internationaal verdrag betreffende de status van vluchteling, en van de Bijlagen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951, in België de hoedanigheid van vluchteling bezat vóór de inwerkingtreding van de wet van 26 juni 1953 houdende goedkeuring van genoemd verdrag;

2° De vreemdeling die als vluchteling is erkend door de minister van Buitenlandse Zaken of door de internationale overheid waaraan de minister zijn bevoegdheid heeft overgedragen;

3° De vreemdeling die als vluchteling wordt erkend door de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

Als vluchteling in de zin van deze wet wordt eveneens beschouwd, de vreemdeling die, nadat hij als vluchteling werd erkend terwijl hij zich op het grondgebied bevond van een andere Staat, verdragsluitende partij bij het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, door de minister van Justitie of diens gemachtigde tot verblijf of vestiging in het Rijk is toegelaten, op voorwaarde dat zijn hoedanigheid van vluchteling bevestigd wordt door de overheid bedoeld in het eerste lid, 2° of 3°.»

Art. 3. L'article 49 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 49. Sont considérés comme réfugiés au sens de la présente loi et admis au séjour ou à l'établissement dans le Royaume:

1° L'étranger qui, en vertu des accords internationaux antérieurs à la Convention internationale relative au statut des réfugiés, et des Annexes, signées à Genève, le 28 juillet 1951, possédait en Belgique la qualité de réfugié avant l'entrée en vigueur de la loi du 26 juin 1953 portant approbation de ladite convention;

2° L'étranger auquel la qualité de réfugié a été reconnue par le ministre des Affaires étrangères ou par l'autorité internationale à laquelle le ministre a délégué sa compétence;

3° L'étranger auquel la qualité de réfugié est reconnue par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Est également considéré comme réfugié au sens de la présente loi, l'étranger qui, après avoir été reconnu comme réfugié alors qu'il se trouvait sur le territoire d'un autre Etat partie contractante à la Convention internationale relative au statut des réfugiés, a été autorisé par le ministre de la Justice ou son délégué, à séjourner ou à s'établir dans le Royaume, à condition que sa qualité de réfugié soit confirmée par l'autorité visée au premier alinéa, 2° ou 3°.»

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 4 luidt:

Art. 4. Artikel 50 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 50. De vreemdeling die het Rijk binnenkomt of binnengekomen is zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden en die de status van vluchteling wenst te verkrijgen, moet zich op het ogenblik dat hij binnenkomt of, althans binnen acht werkdagen nadat hij is binnengekomen, vluchteling verklaren, ofwel bij de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of zijn gemachtigde, ofwel bij een officier van gerechtelijke politie, daaronder mede begrepen de officier van gerechtelijke politie met beperkte bevoegdheid, ofwel bij een onderofficier van de rijkswacht, ofwel bij de directeur van een strafinrichting, ofwel bij een ambtenaar van het Bestuur van de openbare veiligheid, ofwel bij een ambtenaar van de Administratie der douane en accijnzen, of ook nog bij het bestuur van de gemeente waar hij logeert, behalve wanneer het gaat om een gemeente waar overeenkomstig artikel 18bis de regeling inzake verblijfs- of vestigingsverbod voor vreemdelingen is ingesteld.

De politieoverheid waarvoor of het bestuur waarbij de vreemdeling de verklaring bedoeld in het eerste lid aflegt, verleent hem daarvan schriftelijk akte en brengt ze ter kennis van de minister van Justitie of zijn gemachtigde die daarvan onmiddellijk de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen inlicht.»

Art. 4. L'article 50 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 50. L'étranger qui entre ou est entré dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par l'article 2 et qui désire obtenir le statut de réfugié doit, lors de son entrée ou, du moins, dans les huit jours ouvrables qui suivent celle-ci, se déclarer réfugié, soit auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou de son délégué, soit auprès d'un officier de police judiciaire, en ce compris celui dont la compétence est limitée, soit auprès d'un sous-officier de la gendarmerie, soit auprès du directeur d'un établissement pénitentiaire, soit auprès d'un agent de l'Administration de la sûreté publique, soit auprès d'un agent de l'Administration des douanes et accises, soit également, sauf s'il s'agit d'une commune où le système d'interdiction de séjour ou d'établissement des étrangers est institué en application de l'article 18bis, auprès de l'administration de la commune où il loge.

L'autorité de police ou l'administration à laquelle l'étranger fait la déclaration visée au premier alinéa, lui en donne acte par écrit et la porte à la connaissance du ministre de la Justice ou de son délégué, qui en informe immédiatement le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.»

Mevrouw De Pauw en de heer Pataer stellen volgende amendementen voor:

« A. In artikel 50, eerste lid, zoals voorgesteld door dit artikel, het getal « acht » te vervangen door « vijftien ».

B. Artikel 50, eerste lid, zoals voorgesteld door dit artikel, aan te vullen als volgt:

« Hij die zich kandidaat-vluchteling verklaart, kan een beroep doen op een tolk, op kosten van het ministerie van Justitie. Hij kan zich ook laten bijstaan door een raadsman van zijn keuze.»

« A. A l'article 50, premier alinéa, proposé par cet article, remplacer le mot « huit » par le mot « quinze ».

B. Compléter le premier alinéa de l'article 50 proposé par cet article, par ce qui suit:

« Celui qui se déclare candidat réfugié peut faire appel à un interprète, aux frais du ministère de la Justice. Il peut également se faire assister par un conseil de son choix.»

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, ondanks de bewering van de minister dat hij bekommerd is om de situatie van de echte politieke vluchtelingen, ben ik de mening toegedaan dat dit gevoelen in dit wetsontwerp niet tot uiting komt. De minister geeft werkelijk de indruk zich niet in de plaats te kunnen stellen van deze echte politieke vluchtelingen, die waarschijnlijk reeds met de grootste moeilijkheden uit hun land zijn vertrokken, meestal zonder de nodige vereiste documenten.

Waarom wordt de termijn van vijftien dagen, zoals bepaald in de wet van 15 december 1980, tot acht dagen ingekort, wanneer wij constateren dat vijftien dagen zeker niet te lang is voor de personen die in deze situatie verkeren. Daarom stellen wij voor opnieuw een termijn van vijftien dagen in te voeren.

Het tweede gedeelte van ons amendement steunt het pleidooi van de minister op de aanwezigheid van tolken bij de aankomst van de vluchtelingen. Een kandidaat politiek vluchteling moet een beroep kunnen doen op een tolk, op kosten van het ministerie van Justitie. Ook mevrouw Herman heeft gisteren de noodzaak van een tolk beklemtoond. Waarom dit dan niet in de wet zelf bepalen? Dat is in ieder geval veiliger dan voort te gaan op de woorden van een minister, hoe betrouwbaar die ook zijn. Minister Gol zal niet eeuwig minister van Justitie zijn en zijn beloften zouden kunnen worden vergeten.

Het recht op bijstand van een raadsman naar keuze moet volgens ons ook zwart op wit in de wet worden ingeschreven. Die mogelijkheid is ook een waarborg voor de politieke vluchteling in België, een land dat

de traditie — een eeuwenoude traditie in ons land — van het onthaal van politieke vluchtelingen moet blijven waarmaken.

Ik pleit dus voor het aanvaarden van dit amendement.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden. Le vote sur l'amendement est réservé.

Mevrouw Aelvoet en de heer Trussart stellen volgende amendementen voor:

« A. In artikel 50, zoals voorgesteld door dit artikel, in het eerste lid, de woorden « acht werkdagen » te vervangen door de woorden « vijftien werkdagen ».

B. In artikel 50, zoals voorgesteld door dit artikel, aan het slot van het eerste lid, de woorden « behalve wanneer het gaat om een gemeente waar overeenkomstig artikel 18bis de regeling inzake verblijfs- of vestigingsverbod voor vreemdelingen is ingesteld » te doen vervallen.»

« A. Au premier alinéa de l'article 50 proposé par cet article, remplacer les mots « dans les huit jours ouvrables » par les mots « dans les quinze jours ouvrables ».

B. A l'article 50, proposé par cet article, à la fin du premier alinéa, supprimer les mots « sauf s'il s'agit d'une commune où le système d'interdiction de séjour ou d'établissement des étrangers est institué en application de l'article 18bis.»

Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

Mevrouw Aelvoet. — Ik verwijs naar de verantwoording, mijnheer de Voorzitter.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je me réfère au rapport, monsieur le Président. J'ai déjà répondu à ces questions en commission.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 4 zijn aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 4 sont réservés.

Artikel 5 luidt:

Art. 5. Artikel 51 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 51. De vreemdeling die regelmatig het Rijk binnengekomen is zonder de status van vluchteling te bezitten en die deze wenst te verkrijgen, moet zijn verklaring afleggen voor of zijn aanvraag tot erkenning richten tot één der bij artikel 50 bedoelde overheden, vóór het verblijf ophoudt regelmatig te zijn.

De in het eerste lid vermelde verklaring kan eveneens afgelegd worden bij het bestuur van de gemeente waar de vreemdeling logeert en waar overeenkomstig artikel 18bis de regeling inzake verblijfs- of vestigingsverbod voor vreemdelingen is ingesteld, indien de vreemdeling niet onder dit verbod valt.

Voor de vreemdeling die vraagt om als vluchteling te worden erkend houdt het verblijf op regelmatig te zijn wanneer aan de bij de artikelen 5, 12 of 17 opgelegde voorwaarden niet is voldaan.

De overheid waarvoor de vreemdeling zijn verklaring aflegt, verleent hem daarvan schriftelijk akte en brengt ze ter kennis van de minister van Justitie of zijn gemachtigde die daarvan onmiddellijk de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen inlicht.»

Art. 5. L'article 51 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 51. L'étranger qui est entré régulièrement dans le Royaume sans avoir le statut de réfugié et qui désire l'obtenir doit faire sa déclaration ou adresser sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, à l'une des autorités visées à l'article 50, avant que le séjour cesse d'être régulier.

La déclaration mentionnée au premier alinéa peut également être faite auprès de l'administration de la commune où l'étranger loge et où l'interdiction de séjour ou d'établissement des étrangers a été instituée

en application de l'article 18bis, si l'étranger n'est pas visé par cette interdiction.

Pour l'étranger qui demande à être reconnu en qualité de réfugié, le séjour cesse d'être régulier lorsqu'il n'a pas été satisfait aux conditions imposées par les articles 5, 12 ou 17.

L'autorité à laquelle l'étranger fait sa déclaration lui en donne acte par écrit et la porte à la connaissance du ministre de la Justice ou de son délégué qui en informe immédiatement le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Mevrouw De Pauw en de heer Pataer stellen volgend amendement voor:

« Het derde lid van artikel 51 zoals voorgesteld door dit artikel te doen vervallen. »

« Supprimer le troisième alinéa de l'article 51 proposé par cet article. »

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, paragraaf 3 van artikel 5 luidt: « Voor de vreemdeling die vraagt om als vluchteling te worden erkend houdt het verblijf op regelmatig te zijn wanneer aan de bij de artikelen 5, 12 of 17 opgelegde voorwaarden niet is voldaan. »

Men doet alsof dit een precisering is van het begrip « het regelmatig zijn van het verblijf. » In feite betreft het hier een wijziging. Men voegt er bepaalde voorwaarden aan toe om dat verblijf als regelmatig te erkennen. Dat is een uitbreiding van de ontvankelijkheidsvoorwaarden voor de erkenning van de betrokken vreemdeling als vluchteling. Die bijkomende voorwaarden zijn onnodig omdat in de artikelen 50, 51 en 52 van de wet wordt bepaald wat een regelmatig verblijf inhoudt. Het is dus overbodig in artikel 5 te verwijzen naar de artikelen 5, 12 of 17 want zo legt men — ik herhaal het — bijkomende voorwaarden op die de toestand van de vreemdeling nog moeilijker maken. Wij vragen bijgevolg het derde lid van artikel 51 te doen vervallen.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je me réfère au rapport, monsieur le Président.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 5 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 5 sont réservés.

Artikel 6 luidt:

Art. 6. Artikel 52 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 52. § 1. De minister van Justitie kan beslissen dat aan de vreemdeling die het Rijk probeert binnen te komen zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden, die zich vluchteling verklaart en die aan de grens vraagt om als dusdanig erkend te worden, de toegang tot 's lands grondgebied wordt geweigerd en dat die vreemdeling dientengevolge door de met de grenscontrole belaste overheden wordt teruggedreven:

1° Wanneer de vreemdeling geacht wordt de openbare orde of de nationale veiligheid te kunnen schaden;

2° Wanneer de aanvraag kennelijk steunt op motieven die niets uit te staan hebben met asiel, inzonderheid omdat ze bedrieglijk is of omdat ze geen verband houdt met de criteria bepaald bij artikel 1, A (2), van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951, noch met andere criteria die de toekenning van asiel wettigen.

De minister van Justitie of diens gemachtigde kan beslissen dat aan de vreemdeling die het Rijk probeert binnen te komen zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden, die zich vluchteling verklaart en die aan de grens vraagt om als dusdanig erkend te worden, de toegang tot 's lands grondgebied wordt geweigerd en dat die vreemdeling dientengevolge door de met de grenscontrole belaste overheden wordt teruggedreven:

1° Wanneer de vreemdeling in het bezit is van een geldig vervoerbewijs voor een ander land;

2° Wanneer de vreemdeling sedert minder dan tien jaar uit het Rijk teruggewezen of uitgezet werd, zo de maatregel niet opgeschort of ingetrokken werd;

3° Wanneer de vreemdeling, na zijn land verlaten te hebben of na het feit dat hem ertoe gebracht heeft ervan verwijderd te blijven, langer dan drie maanden in een ander land verbleven heeft en dit verlaten heeft, zonder vrees in de zin van artikel 1, A (2), van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951;

4° Wanneer de vreemdeling, na zijn land verlaten te hebben of na het feit dat hem ertoe gebracht heeft ervan verwijderd te blijven, gedurende een totale duur van langer dan drie maanden in verschillende andere landen verbleven heeft, en het laatste van die landen verlaten heeft zonder vrees in de zin van artikel 1, A (2), van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951.

§ 2. De minister van Justitie kan beslissen dat de vreemdeling die het Rijk binnengekomen is zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden, die zich vluchteling verklaart en vraagt als dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven indien de vreemdeling zich bevindt in een van de gevallen voorzien in § 1, eerste lid.

De minister van Justitie of zijn gemachtigde kan beslissen dat de vreemdeling die het Rijk binnengekomen is zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden, die zich vluchteling verklaart en vraagt als dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven:

1° Wanneer de vreemdeling zijn aanvraag zonder verantwoording heeft ingediend na het verstrijken van de in artikel 50, eerste lid, bepaalde termijn;

2° Wanneer de vreemdeling zich bevindt in een van de gevallen voorzien in § 1, tweede lid, 2° tot 4°.

§ 3. De minister van Justitie kan beslissen dat de vreemdeling die regelmatig het Rijk binnengekomen is, die zich vluchteling verklaart en vraagt als dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven wanneer hij zich bevindt in een van de gevallen voorzien in § 1, eerste lid.

De minister van Justitie of zijn gemachtigde kan beslissen dat de vreemdeling die regelmatig het Rijk binnengekomen is, die zich vluchteling verklaart en vraagt als dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven:

1° Wanneer de vreemdeling zijn aanvraag zonder verantwoording ingediend heeft nadat het verblijf opgehouden heeft regelmatig te zijn;

2° Wanneer de vreemdeling zich bevindt in een van de gevallen voorzien in § 1, tweede lid, 2° tot 4°.

§ 4. De minister van Justitie kan beslissen dat de vreemdeling die gemachtigd of toegelaten is langer dan drie maanden in het Rijk te verblijven of er zich te vestigen, die zich vluchteling verklaart en vraagt als dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven of zich te vestigen, wanneer de vreemdeling zich bevindt in een van de gevallen voorzien in § 1, eerste lid.

De minister van Justitie of zijn gemachtigde kan beslissen dat de vreemdeling die gemachtigd of toegelaten is langer dan drie maanden in het Rijk te verblijven of er zich te vestigen, die zich vluchteling verklaart en vraagt als dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven of zich te vestigen:

1° Wanneer de vreemdeling zijn aanvraag zonder verantwoording ingediend heeft nadat het verblijf of de vestiging opgehouden heeft regelmatig te zijn;

2° Wanneer de vreemdeling zich bevindt in een van de gevallen voorzien in § 1, tweede lid, 2°.

Art. 6. L'article 52 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 52. § 1^{er}. Le ministre de la Justice peut décider que l'étranger qui tente de pénétrer dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par l'article 2, qui se déclare réfugié et demande, à la frontière, d'être reconnu comme tel, fait l'objet d'un refus d'entrée sur le territoire national et qu'en conséquence il sera refoulé par les autorités chargées du contrôle aux frontières:

1° Si l'étranger est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale;

2° Si la demande est manifestement fondée sur des motifs étrangers à l'asile, en particulier parce qu'elle est frauduleuse ou parce qu'elle ne se rattache ni aux critères prévus par l'article 1, A (2), de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève, le 28 juillet 1951, ni à d'autres critères justifiant l'octroi de l'asile.

Le ministre de la Justice ou son délégué peut décider que l'étranger qui tente de pénétrer dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par l'article 2, qui se déclare réfugié et demande, à la frontière, à être reconnu comme tel, fait l'objet d'un refus d'entrée sur le territoire national et qu'en conséquence il sera refoulé par les autorités chargées du contrôle aux frontières:

1° Si l'étranger est en possession d'un titre de transport valable à destination d'un pays tiers;

2° Si l'étranger a été renvoyé ou expulsé du Royaume depuis moins de dix ans lorsque la mesure n'a pas été suspendue ou rapportée;

3° Si, après avoir quitté son pays ou après le fait l'ayant amené à en demeurer éloigné, l'étranger a résidé plus de trois mois dans un pays tiers et a quitté celui-ci en l'absence de crainte au sens de l'article 1^{er}, A (2), de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève, le 28 juillet 1951;

4° Si, après avoir quitté son pays ou après le fait l'ayant amené à en demeurer éloigné, l'étranger a résidé dans plusieurs pays tiers pendant une durée totale supérieure à trois mois et a quitté le dernier de ces pays en l'absence de crainte au sens de l'article 1^{er}, A (2), de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève, le 28 juillet 1951.

§ 2. Le ministre de la Justice peut décider que l'étranger qui est entré dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par l'article 2, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne sera pas admis à séjourner en cette qualité dans le Royaume si l'étranger se trouve dans un des cas prévus au § 1^{er}, premier alinéa.

Le ministre de la Justice ou son délégué peut décider que l'étranger qui est entré dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par l'article 2, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne sera pas admis à séjourner en cette qualité dans le Royaume:

1° Si l'étranger a présenté, sans justification, sa demande après l'expiration du délai fixé par l'article 50, premier alinéa;

2° Si l'étranger se trouve dans un des cas prévus au § 1^{er}, deuxième alinéa, 2° à 4°.

§ 3. Le ministre de la Justice peut décider que l'étranger qui est entré régulièrement dans le Royaume, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne sera pas admis à séjourner en cette qualité dans le Royaume si l'étranger se trouve dans un des cas prévus au § 1^{er}, premier alinéa.

Le ministre de la Justice ou son délégué peut décider que l'étranger qui est entré régulièrement dans le Royaume, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne sera pas admis à séjourner en cette qualité dans le Royaume:

1° Si l'étranger a présenté sa demande lorsque le séjour a cessé d'être régulier sans justification;

2° Si l'étranger se trouve dans un des cas prévus au § 1^{er}, deuxième alinéa, 2° à 4°.

§ 4. Le ministre de la Justice peut décider que l'étranger qui a été autorisé ou admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne sera pas admis à séjourner ou à s'établir en cette qualité dans le Royaume si l'étranger se trouve dans un des cas prévus au § 1^{er}, premier alinéa.

Le ministre de la Justice ou son délégué peut décider que l'étranger qui a été autorisé ou admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne sera pas admis à séjourner ou à s'établir en cette qualité dans le Royaume:

1° Si l'étranger a présenté sa demande lorsque le séjour ou l'établissement a cessé d'être régulier sans justification;

2° Si l'étranger se trouve dans un des cas prévus au § 1^{er}, deuxième alinéa, 2°.

Mevrouw De Pauw en de heer Pataer stellen volgende amendementen voor:

« Artikel 52, zoals voorgesteld door dit artikel te vervangen als volgt:

« Artikel 52. De minister van Justitie kan beslissen dat de vreemdeling die aanspraak maakt op de hoedanigheid van vluchteling en vraagt om als dusdanig erkend te worden, in die hoedanigheid niet tot verblijf of tot vestiging in het Rijk zal worden toegelaten wanneer de aanvraag met een niet-gerechtigde laattijdigheid wordt ingediend of wanneer de vreemdeling, na het feit dat hem ertoe gebracht heeft zijn land te verlaten of ervan verwijderd te blijven, langer dan drie maanden in een ander land verbleven heeft en dit verlaten heeft, zonder de vrees bepaald in artikel 1, A, 2, van het Verdrag betreffende de status van vluchteling, ondertekend te Genève op 28 juli 1951.

Vooraleer de minister van Justitie zijn beslissing neemt, vraagt hij het advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen of van één van zijn adjuncten.

Op eensluidend advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen, kan de minister van Justitie beslissen dat de vreemdeling die aanspraak maakt op de hoedanigheid van vluchteling en vraagt om als dusdanig erkend te worden in die hoedanigheid niet tot verblijf of tot vestiging in het Rijk zal worden toegelaten, wanneer de aanvraag kennelijk steunt op motieven die niets te maken hebben met asiel, inzonderheid omdat ze bedrieglijk is of omdat ze geen verband houdt met de criteria bepaald bij artikel 1, A (2), van het Verdrag van Genève van 1951 voor de toekenning van de status van vluchteling, noch met andere criteria die de toekenning tot asiel wettigen.

De Commissaris-generaal voor de vluchtelingen geeft zijn eensluidend advies binnen de vijftien werkdagen van de ontvangst van het verzoek om advies.»

« Remplacer l'article 52, proposé par cet article, par les dispositions suivantes:

« Article 52. Le ministre de la Justice peut décider que l'étranger qui prétend à la qualité de réfugié et demande à être reconnu comme tel ne sera pas admis à séjourner ou à s'établir en cette qualité dans le Royaume s'il a présenté sa demande avec un retard injustifié ou si, après le fait l'ayant amené à quitter son pays ou à en demeurer éloigné, il a résidé plus de trois mois dans un pays tiers et a quitté celui-ci en l'absence de crainte au sens de l'article 1^{er}, A, 2, de la Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951.

Avant de prendre sa décision, le ministre de la Justice demande l'avis du Commissaire général aux réfugiés ou d'un de ses adjoints.

Moyennant l'avis conforme du Commissaire général aux réfugiés, le ministre de la Justice peut décider que l'étranger qui prétend à la qualité de réfugié et demande à être reconnu comme tel ne sera pas admis à séjourner ou à s'établir en cette qualité dans le Royaume si la demande est manifestement fondée sur des motifs étrangers à l'asile, en particulier parce qu'elle est frauduleuse ou parce qu'elle ne se rattache ni aux critères prévus par l'article 1^{er}, A (2), de la Convention de Genève de 1951 pour l'octroi de la qualité de réfugié, ni à d'autres critères justifiant l'octroi de l'asile.

Le Commissaire général aux réfugiés donne son avis conforme dans les quinze jours ouvrables de la réception de la demande d'avis.»

Subsidiair:

« In artikel 52, § 4, eerste lid, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden « in een van de gevallen voorzien in § 1, eerste lid » te vervangen door de woorden « in het geval voorzien in § 1, eerste lid, 2°. »

Subsidiairement:

« A l'article 52, § 4, alinéa premier, proposé par cet article, remplacer les mots « dans un des cas prévus au § 1^{er}, premier alinéa », par les mots « dans le cas prévu au § 1^{er}, premier alinéa, 2°. »

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, wij stellen voor in aanzienlijke mate terug te gaan naar de wet van 15 december 1985. Een aantal gevallen waarbij de toegang tot ons land wordt geweigerd, zijn

niet aanvaardbaar. Paragraaf 1, 1^o, luidt: «Wanneer de vreemdeling geacht wordt de openbare orde of de nationale veiligheid te kunnen schaden.» De bepalingen «geacht» en «te kunnen schaden» kan aanleiding geven tot een zeer arbitraire beslissing. Het is een zeer vage formulering die mij gevaarlijk lijkt voor de vreemdeling die ons land wil binnenkomen. Volgens deze tekst kan men reeds vermoedens hebben tegen de betrokkene bij zijn aankomst. Hoe kan men oordelen of iemand die het land probeert binnen te komen, de openbare orde en de nationale veiligheid zou kunnen schaden?

Wij aanvaarden ook niet dat de toegang tot 's lands grondgebied wordt geweigerd aan een vreemdeling die in het bezit is van een geldig vervoerbewijs voor een ander land. Dit is een eigenaardige maatregel. Een vluchteling, die zijn land om politieke redenen verlaat, zal toch verschillende mogelijkheden zoeken waar hij terecht kan komen. Hij kan een voorkeur hebben voor een bepaald land en zich daarvoor een vervoerbewijs aanschaffen. Wanneer hij niet zeker is in dit land te worden opgenomen, kan hij ook een vervoerbewijs bezitten voor een ander land. De vluchteling die nu de voorkeur geeft aan België, maar zich uit voorzorg ook een vervoerbewijs voor een ander land heeft aangeschaft, zal dus als politieke vluchteling geen toegang tot ons land krijgen. Dit is onaanvaardbaar.

Het wetsontwerp bepaalt ook dat een vreemdeling die de voorbije tien jaar reeds uit het land werd gewezen, niet meer kan worden aanvaard als kandidaat politieke vluchteling. Die periode van tien jaar vinden wij te lang. In die tijd kunnen de voorwaarden en de omstandigheden immers totaal gewijzigd zijn. Het zou niet juist zijn een vreemdeling die in die situatie verkeert, de toegang tot het land te weigeren. Wij gaan er wel mee akkoord dat aanvragen die kennelijk steunen op motieven die niets te maken hebben met asiel, worden geweigerd.

Wij willen ook de bepaling behouden waardoor de aanvraag wordt geweigerd van een vreemdeling die reeds langer dan drie maanden in een ander land verbleven heeft, maar wel onder andere voorwaarden. Wij maken ook geen onderscheid tussen een vreemdeling die het Rijk probeert binnen te komen of een die het Rijk binnengekomen is zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden, een vreemdeling die het Rijk regelmatig binnengekomen is en een vreemdeling die de toestemming kreeg langer dan drie maanden in het Rijk te blijven of er zich te vestigen.

Wij gaan wel akkoord met het criterium van de laattijdigheid, dat vastgelegd werd in de wet van 15 december 1980. Deze voorwaarde geldt voor de vreemdelingen die reeds het land zijn binnengekomen.

De wet van 1980 bepaalde dat de toegang wordt geweigerd aan een vreemdeling die langer dan drie maanden in een ander land verbleven heeft en dat land verlaten heeft zonder daartoe gedwongen te zijn. Ons amendement behoudt echter de preciezere formulering van het huidige wetsontwerp, namelijk «... dit verlaten heeft, zonder de vrees bepaald in artikel 1, A, 2, van het Verdrag betreffende de status van vluchteling, ondertekend te Genève op 28 juli 1951».

Echter, alvorens een beslissing te nemen over het aanvaarden of het weigeren van de toegang tot het land, moet, volgens ons amendement, de minister van Justitie het advies inwinnen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen. Dit beantwoordt trouwens aan het advies van de Raad van State, dat zegt: «De regering zou moeten preciseren of zij van het advies een substantiële vormvereiste wil maken, dat zelfs voor de minister bindend is.»

Een vergunning tot vestiging kan worden geweigerd indien de aanvraag steunt op motieven die niets te maken hebben met asiel, die bedrieglijk zijn enzovoort. In België kan dit slechts op eensluidend advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen. De techniek van het eensluidend advies heeft het voordeel het gegrondheidsaspect van de beslissing aan de normale bevoegde overheid toe te wijzen. De minister van Justitie neemt zijnerzijds de beslissing in verband met de toegang tot het grondgebied of het verblijf. Door die nieuwe bepaling in te voeren die de termen overneemt van de aanbeveling 81-16 van het Comité van ministers van de Raad van Europa wordt een snel optreden tegen manifest ongegronde aanvragen mogelijk.

De door ons voorgestelde procedure is veel eenvoudiger dan die van de regering. Toch wordt een snel efficiënt optreden verzoend met het vrijwaren van de rechten van de kandidaat-vluchtelingen.

Er werd reeds herhaaldelijk opgemerkt dat het wetsontwerp in contradictie is met de rechten van de vluchtelingen. Immers, wie zich politiek vluchteling verklaart, heeft recht op toegang. Niet de vluchteling, maar de minister moet de bewijzen leveren op grond waarvan hij de vluchteling de toegang weigert. Alle restricties vermeld in artikel 6 kunnen op

menselijk vlak aanzienlijke gevolgen hebben, vooral in verband met de verantwoordelijkheid. Hoe kunnen vergissingen worden vermeden? Hoe kan een vreemdeling die het land poogt binnen te komen in hoger beroep gaan? Dat lijkt ons allemaal zeer moeilijk en daarom stellen wij de schrapping voor van verscheidene gevallen.

Het subsidiair amendement doelt op de laatste categorie van personen die in het bezit zijn van een verblijfsvergunning voor meer dan 3 maanden.

De Voorzitter. — Mevrouw De Pauw, voor de verantwoording van een amendement wordt maximaal 5 minuten spreektijd verleend. Ik verzoek u zich daaraan te houden.

De stemming over de amendementen is aangehouden.

Le vote sur les amendements est réservé.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, voor het subsidiair amendement verwijs ik dan maar naar de geschreven verantwoording.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, artikel 6 is een sleutelartikel in het geheel van het ontwerp van wet. In de algemene bespreking ben ik zo vrij geweest, zoals mevrouw De Pauw nu ter gelegenheid van haar amendement, de begrippen orde en veiligheid voorop te stellen. Ik heb de minister gevraagd — op bladzijde 70 van het verslag is daarvan ook sprake — te bevestigen dat voor de benadering van die begrippen alleen rekening wordt gehouden met de gegevens eigen aan de persoon van de asielvrager en niet aan zijn achtergrond. Graag kreeg ik daarvan hier de bevestiging van de minister.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je me réfère au rapport, monsieur le Président. La notion d'ordre public et de sécurité, déjà utilisée en diverses matières dans notre droit, comporte inévitablement un large pouvoir d'appréciation.

De Voorzitter. — Mevrouw Aelvoet en de heer Trussart stellen volgende amendementen voor:

«A. In § 1, tweede lid, van artikel 52, zoals voorgesteld door dit artikel, te doen vervallen de woorden «1^o wanneer de vreemdeling in het bezit is van een geldig vervoerbewijs voor een ander land».

B. In § 3, tweede lid, 2^o, van artikel 52, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden «tweede lid, 2^o tot 4^o» te vervangen door de woorden «tweede lid, 3^o tot 4^o».

C. In § 4, tweede lid, van artikel 52, zoals voorgesteld door dit artikel, het 2^o te doen vervallen.

D. In artikel 52, zoals voorgesteld door dit artikel, in § 1, tweede lid, — In het 3^o tussen de woorden «in een ander land» en de woorden «verbleven heeft»

— En in het 4^o tussen de woorden «in verschillende andere landen» en de woorden «verbleven heeft», in te voegen de woorden «verdragsluitende partij bij het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchteling, en van de Bijlagen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951.»

«A. Au § 1^{er}, deuxième alinéa, de l'article 52, proposé par cet article, supprimer les mots «1^o si l'étranger est en possession d'un titre de transport valable à destination d'un pays tiers».

B. Au § 3, deuxième alinéa, 2^o, de l'article 52 proposé par cet article, remplacer les mots «deuxième alinéa, 2^o à 4^o» par les mots «deuxième alinéa, 3^o à 4^o».

C. Au § 4, deuxième alinéa, de l'article 52, proposé par cet article, supprimer le 2^o.

D. A l'article 52, proposé par cet article, au § 1^{er}, deuxième alinéa,

— Au 3^o, entre les mots «dans un pays tiers» et les mots «et a quitté celui-ci»

— Et au 4^o, entre les mots «dans plusieurs pays tiers» et les mots «pendant une durée», insérer les mots «partie contractante à la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951, et à ses annexes.»

Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

Mevrouw Aelvoet. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar de geschreven verantwoording van mijn amendement.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 6 zijn aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 6 sont réservés.

Artikel 7 luidt:

Art. 7. Artikel 53 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 53. Indien een vreemdeling de erkenning van de hoedanigheid van vluchteling vraagt of gevraagd heeft overeenkomstig artikel 50 of artikel 51, en indien de toegang tot, het verblijf of de vestiging op 's lands grondgebied hem niet geweigerd is met toepassing van artikel 52, kan de minister van Justitie slechts het bevel geven het grondgebied te verlaten indien de vreemdeling geacht wordt de openbare orde of 's lands veiligheid te kunnen schaden en na advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of van een van zijn adjuncten.

De in het eerste lid bedoelde vreemdeling kan wegens het onregelmatig binnenkomen of verblijven in het land niet strafrechtelijk vervolgd worden zolang zijn aanvraag tot erkenning niet ongegrond is verklaard. »

Art. 7. L'article 53 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 53. Si un étranger demande ou a demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié conformément à l'article 50 ou à l'article 51 et si cet étranger ne s'est pas vu refuser l'entrée sur le territoire du Royaume, le séjour ou l'établissement, en application de l'article 52, le ministre de la Justice ne peut lui donner l'ordre de quitter le territoire que si l'étranger est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale et après avis du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints.

L'étranger visé au premier alinéa ne peut faire l'objet de poursuites pénales en raison de son entrée ou de son séjour irréguliers aussi longtemps que sa demande de reconnaissance n'aura pas été déclarée non fondée. »

Mevrouw De Pauw en de heer Pataer stellen volgend amendement voor:

« Artikel 53 zoals voorgesteld door dit artikel te vervangen als volgt:

« Artikel 53. Indien een vreemdeling de erkenning van de hoedanigheid van vluchteling vraagt of gevraagd heeft, overeenkomstig artikel 50 of 51, en indien de toegang tot, het verblijf of de vestiging op 's lands grondgebied hem niet geweigerd is met toepassing van artikel 52, kan hij niet uit het land verwijderd worden, tenzij de minister van Justitie hem terugwijst omdat hij de openbare orde of de veiligheid van het land heeft geschaad.

Hij kan wegens het onregelmatig binnenkomen of verblijven in het land niet strafrechtelijk vervolgd worden zolang zijn aanvraag tot erkenning niet ongegrond verklaard is.

De terugwijzingsbesluiten moeten uitsluitend gegrond zijn op het persoonlijk gedrag van de vreemdeling. Hem mag geen verwijt gemaakt worden van het gebruik dat hij overeenkomstig de wet gemaakt heeft van de vrijheid van meningsuiting of van die van vreedzame vergadering of van vereniging. »

« Remplacer l'article 53, tel qu'il est proposé à cet article, par ce qui suit:

« Article 53. Si un étranger demande ou a demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié conformément à l'article 50 ou à l'article 51 et si cet étranger ne s'est pas vu refuser l'entrée sur le territoire du Royaume, le séjour ou l'établissement, en application de l'article 52, il ne peut être éloigné du territoire, sauf si le ministre de la Justice prend contre lui une mesure de renvoi parce qu'il a compromis l'ordre public ou la sécurité nationale.

Il ne peut faire l'objet de poursuites pénales en raison de son entrée ou de son séjour irréguliers aussi longtemps que sa demande de reconnaissance n'aura pas été déclarée non fondée.

Les arrêtés de renvoi doivent être fondés exclusivement sur le comportement personnel de l'étranger. Il ne peut pas lui être fait grief de l'usage conforme à la loi qu'il a fait de la liberté de manifester ses opinions, ou de celle de réunion pacifique ou d'association. »

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, wij hebben bezwaar tegen de formulering die stelt dat vreemdelingen de openbare orde of 's lands veiligheid kunnen schaden. Wij verwijzen liever naar artikel 20 van de wet dat veel duidelijker is en arbitraire beslissingen vermijdt.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden. Le vote sur l'amendement est réservé.

Mevrouw Aelvoet en de heer Trussart stellen volgend amendement voor:

« In artikel 53, zoals voorgesteld door dit artikel, in het eerste lid de woorden « na advies » te vervangen door de woorden « na eensluidend advies ».

« A l'article 53, proposé par cet article, au premier alinéa, remplacer les mots « après avis » par les mots « après avis conforme ».

Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

Mevrouw Aelvoet. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar de schriftelijke verantwoording van dit amendement.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 7 zijn aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 7 sont réservés.

Art. 8. Een artikel 53bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd:

« Art. 53bis. De vreemdeling waarvan sprake is in artikel 52 kan slechts met een beslissing van de minister van Justitie teruggeleid worden naar de grens van het land waaruit hij gevlucht is en waar volgens zijn verklaring zijn leven of zijn vrijheid bedreigd zou zijn.

De minister van Justitie kan de vreemdeling die tegen de in het eerste lid bedoelde beslissing beroep heeft ingesteld bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, verplichten in een bepaalde plaats te verblijven gedurende de tijd dat zijn vordering in onderzoek is.

In uitzonderlijk ernstige omstandigheden kan de minister van Justitie, wanneer hij zulks nodig acht, voor de handhaving van de openbare orde of de veiligheid van het land, de vreemdeling te voorlopigen titel ter beschikking van de regering stellen. »

Art. 8. Un article 53bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi:

« Art. 53bis. L'étranger visé à l'article 52 ne peut être reconduit à la frontière du pays qu'il a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée, que par une décision du ministre de la Justice.

Le ministre de la Justice peut enjoindre à l'étranger qui a introduit un recours devant le président du tribunal de première instance contre la décision visée au premier alinéa, de résider en un lieu déterminé pendant que sa demande est à l'examen.

Dans des circonstances exceptionnellement graves, le ministre de la Justice, s'il l'estime nécessaire pour la sauvegarde de l'ordre public ou de la sécurité nationale, peut mettre l'intéressé à titre provisoire à la disposition du gouvernement. »

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 9 luidt:

Art. 9. In het hoofdstuk II van titel II van dezelfde wet wordt een Afdeling 2 ingevoegd die als opschrift heeft: « Het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen » en de hierna volgende artikelen bevat:

« Art. 57/2. Bij de minister van Justitie wordt een « Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen opgericht. Dit omvat een Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en diens twee adjuncten. De Commissaris-generaal en zijn adjuncten zijn geheel onafhankelijk bij het nemen van hun beslissingen en het uitbrengen van hun adviezen.

Art. 57/3. De Commissaris-generaal leidt het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

De Commissaris-generaal wordt benoemd door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit op voorstel van de minister van Justitie.

De Commissaris-generaal wordt benoemd voor een periode van vijf jaar. Zijn mandaat kan hernieuwd worden.

Om tot Commissaris-generaal benoemd te kunnen worden, moet de kandidaat Belg zijn, doctor of licentiaat in de rechten zijn en de leeftijd van dertig jaar bereikt hebben.

Art. 57/4. De Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen wordt bijgestaan door twee adjunct-commissarissen.

De adjunct-commissarissen worden benoemd door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de minister van Justitie.

De adjunct-commissarissen worden benoemd voor een periode van vijf jaar. Hun mandaat kan hernieuwd worden.

De adjunct-commissarissen moeten Belg zijn, doctor of licentiaat in de rechten zijn, de leeftijd van dertig jaar bereikt hebben, en door hun diploma of hun taalrol, het bewijs leveren van de kennis, de ene van de Nederlandse taal, de andere van de Franse taal.

Art. 57/5. Het ambt van Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en van adjunct-commissaris is onverenigbaar met elk politiek mandaat.

Art. 57/6. De Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen is bevoegd:

1° Om aan de vreemdeling bedoeld in artikel 53, de hoedanigheid van vluchteling, in de zin van de internationale verdragen die België binden, te erkennen of weigeren te erkennen;

2° Om de hoedanigheid van vluchteling in de zin van de internationale verdragen die België binden, in te trekken;

3° Om de hoedanigheid van vluchteling in hoofde van de vreemdeling die voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 49, tweede lid te bevestigen of weigeren te bevestigen;

4° Om aan de vreemdelingen en de staatlozen de documenten te verstrekken welke bedoeld zijn in artikel 25 van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951, en in artikel 25 van het verdrag betreffende de status van staatlozen, ondertekend te New York op 28 september 1954.

De beslissingen tot weigering van de erkenning of van de bevestiging van de hoedanigheid van vluchteling, zomede deze tot intrekking van die hoedanigheid worden met redenen omkleed met vermelding van de omstandigheden van de zaak.

Art. 57/7. Het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen kan zich wenden tot de vertegenwoordiger in België van de Hoge commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen teneinde alle nuttige inlichtingen voor het vervullen van zijn opdracht in te winnen.

Het is gerechtigd om alle bescheiden en inlichtingen die voor de uitoefening van zijn opdracht nuttig zijn, door elke Belgische overheid te doen overleggen.

Art. 57/8. De in artikel 49, tweede lid, of in artikel 53 bedoelde vreemdelingen moeten in België woonplaats kiezen. Alle kennisgevingen worden hun op geldige wijze door de Commissaris-generaal of door diens gemachtigde aan de gekozen woonplaats gedaan.

De beslissingen worden ter kennis gebracht van de belanghebbenden en van de minister van Justitie die bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs een afschrift ervan ontvangen.

De oproepingen en de vragen om inlichtingen worden eveneens gedaan bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Art. 57/9. De bij artikel 57/6, 1° tot 3°, omschreven bevoegdheden worden uitgeoefend door de commissaris-generaal of, als deze verhinderd is, door een van zijn adjuncten.

De bij artikel 57/6, 4°, omschreven bevoegdheid wordt uitgeoefend door de Commissaris-generaal of door zijn gemachtigde.

Art. 57/10. De erkenning of de bevestiging van de hoedanigheid van vluchteling kan worden geweigerd aan de vreemdeling die niet voldoet aan de verplichting om in België woonplaats te kiezen of die aan een oproeping of een vraag om inlichtingen geen gevolg geeft binnen een maand na de verzending ervan.

Art. 57/11. Tegen de beslissingen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen kan alleen bij de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen beroep worden ingesteld.

Dit beroep moet ingediend worden binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing waartegen het gericht is.

De beslissing kan niet ten uitvoer worden gelegd gedurende de termijn die voor het instellen van beroep bepaald is en evenmin na het instellen van dat beroep.

Art. 9. Il est inséré dans le chapitre II du titre II de la même loi, une Section 2 intitulée « Du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides » et comprenant les articles suivants:

Art. 57/2. Il est créé, auprès du ministre de la Justice, un « Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ». Celui-ci comprend un Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides et ses deux adjoints. Le Commissaire général et ses adjoints prennent leurs décisions et émettent leurs avis en toute indépendance.

Art. 57/3. Le Commissaire général dirige le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

Le Commissaire général est nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Justice.

Le Commissaire général est nommé pour une période de cinq ans. Son mandat peut être renouvelé.

Pour pouvoir être nommé Commissaire général, le candidat doit être belge, être docteur ou licencié en droit et avoir atteint l'âge de trente ans.

Art. 57/4. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est assisté par deux commissaires adjoints.

Les commissaires adjoints sont nommés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Justice.

Les commissaires adjoints sont nommés pour une période de cinq ans. Leur mandat peut être renouvelé.

Les commissaires adjoints doivent être belges, être docteurs ou licenciés en droit, avoir atteint l'âge de trente ans et justifier par leur diplôme ou leur rôle linguistique qu'ils ont la connaissance, l'un de la langue française, l'autre de la langue néerlandaise.

Art. 57/5. Les fonctions de Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides et de commissaire adjoint sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat politique.

Art. 57/6. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est compétent:

1° Pour reconnaître ou refuser de reconnaître la qualité de réfugié, au sens des conventions internationales liant la Belgique, à l'étranger visé à l'article 53;

2° Pour retirer la qualité de réfugié au sens des conventions internationales liant la Belgique;

3° Pour confirmer ou refuser de confirmer la qualité de réfugié de l'étranger qui remplit les conditions prévues à l'article 49, deuxième alinéa;

4° Pour délivrer aux réfugiés et aux apatrides les documents visés à l'article 25 de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève, le 28 juillet 1951, et à l'article 25 de la convention relative au statut des apatrides, signée à New York, le 28 septembre 1954.

Les décisions refusant de reconnaître ou de confirmer la qualité de réfugié ainsi que celles retirant cette qualité sont motivées, en indiquant les circonstances de la cause.

Art. 57/7. Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides peut s'adresser au représentant en Belgique du Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés afin de recueillir tous renseignements utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il a le droit de se faire communiquer par toute autorité belge tous documents et renseignements utiles à l'exercice de sa mission.

Art. 57/8. Les étrangers visés à l'article 49, deuxième alinéa, ou à l'article 53 doivent élire domicile en Belgique. Toutes les notifications

leur sont valablement faites par le Commissaire général ou par son délégué, au domicile élu.

Les décisions sont notifiées aux intéressés et au ministre de la Justice, qui en reçoivent une copie, sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Les convocations et demandes de renseignements sont également envoyées sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Art. 57/9. Les compétences définies par l'article 57/6, 1^o à 3^o, sont exercées par le Commissaire général ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un de ses adjoints.

La compétence définie par l'article 57/6, 4^o, est exercée par le Commissaire général ou par son délégué.

Art. 57/10. L'étranger qui ne satisfait pas à l'obligation d'élire domicile en Belgique ou qui ne donne pas suite à une convocation ou à une demande de renseignements dans le mois de son envoi, peut se voir refuser la reconnaissance ou la confirmation de la qualité de réfugié.

Art. 57/11. Les décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne sont susceptibles de recours qu'auprès de la Commission permanente de recours des réfugiés.

Ce recours doit être introduit dans les trente jours de la notification de la décision contre laquelle il est formé.

La décision ne peut être exécutée ni pendant le délai fixé pour l'introduction d'un recours, ni après la formation de celui-ci.

Mevrouw Aelvoet en de heer Trussart stellen volgende amendementen voor:

« A. In artikel 57/6, 1^o, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden « om aan de vreemdeling bedoeld in artikel 53 » te vervangen door de woorden « om aan de vreemdeling bedoeld in de artikelen 50 en 51 en aan wie de toegang tot, het verblijf of de vestiging op 's lands grondgebied niet geweigerd is met toepassing van artikel 52 ».

B. Het tweede lid van artikel 57/3, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

« De Commissaris-generaal wordt benoemd door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit op voorstel van de Kamer en van de Senaat, die elk een lijst met twee kandidaten voordragen. »

C. Het eerste en het tweede lid van artikel 57/11, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

« Tegen de beslissing van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen kan bij de rechtbank van eerste aanleg beroep worden ingediend, per verzoekschrift uiterlijk één maand na de kennisname van de beslissing waartegen het gericht is. »

« A. A l'article 57/6, 1^o, tel qu'il est proposé à cet article, remplacer les mots « à l'étranger visé à l'article 53 » par les mots « à l'étranger visé aux articles 50 et 51, auquel l'accès, le séjour ou l'établissement sur le territoire du pays n'a pas été refusé en application de l'article 52 ». »

B. Remplacer le deuxième alinéa de l'article 57/3 proposé par cet article, par ce qui suit:

« Le Commissaire général est nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition de la Chambre et du Sénat, qui présentent respectivement une liste de deux candidats. »

C. Remplacer les premier et deuxième alinéas de l'article 57/11 proposé par cet article, par ce qui suit:

« Un recours est ouvert auprès du tribunal de première instance contre les décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, par requête introduite dans le mois de la notification de la décision contre laquelle il est formé. »

Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

Mevrouw Aelvoet. — Mijnheer de Voorzitter, ik wens alleen een opmerking te maken over A van dit amendement. Dit amendement werd reeds in de commissie ingediend, maar wij willen het opnieuw indienen in openbare vergadering opdat de tekst van het ontwerp niet dubbelzinnig

kan worden geïnterpreteerd. Het is een amendement van technische aard waarmee we alleen de kwaliteit van de tekst willen verbeteren.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Pour des raisons évidentes je dois refuser cet amendement, monsieur le Président.

De heer Van In. — Het gaat toch om een louter technische verbetering, mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Ik luister naar iedereen, mijnheer Van In, maar blijkbaar is de minister een andere mening toegedaan.

De stemming over de amendementen is aangehouden.

Le vote sur les amendements est réservé.

Mevrouw De Pauw en de heer Pataer stellen volgend amendement voor:

« In artikel 57/10 zoals voorgesteld door dit artikel tussen de woorden « aan de vreemdeling die » en « niet voldoet aan de verplichting » in te voegen de woorden « zonder rechtvaardiging ». »

« A l'article 57/10 proposé par cet article, entre les mots « l'étranger qui » et les mots « ne satisfait pas », insérer les mots « sans justification ». »

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar de schriftelijke verantwoording.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 9 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 9 sont réservés.

Artikel 10 luidt:

Art. 10. In hoofdstuk II van titel II van dezelfde wet wordt een afdeling 3 ingevoegd, die als opschrift heeft « De Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen » en die de hierna volgende artikelen bevat:

« Art. 57/12. De Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen bevat ten minste een Nederlandse kamer en een Franse kamer, waarvan de leden, door hun diploma of taalrol, het bewijs leveren van hun kennis van de taal die overeenkomt met die van de kamer.

Elke kamer bestaat uit:

1^o Een werkend rechter of raadsheer in werkelijke dienst, benoemd door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de minister van Justitie;

2^o Een ambtenaar van het ministerie van Buitenlandse Zaken die titularis is van een graad die ten minste in rang 13 ingedeeld is en die benoemd is door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de minister van Buitenlandse Betrekkingen;

3^o Een ambtenaar van het ministerie van Justitie die titularis is van een graad die ten minste in rang 13 ingedeeld is en die benoemd is door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de minister van Justitie;

4^o Een advocaat die ten minste tien jaar ingeschreven is op het tableau van de Orde van advocaten en, die benoemd is door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de minister van Justitie die voorafgaandelijk het advies van de Nationale Orde van advocaten heeft ingewonnen.

Elk lid heeft een of meerdere plaatsvervangers die hem bij verhindering vervangen en, desgevallend, zijn mandaat voltooien.

De plaatsvervangers worden benoemd volgens dezelfde modaliteiten als de leden.

De leden en hun plaatsvervangers worden benoemd voor een periode van vijf jaar. Hun mandaat kan worden hernieuwd.

De vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen of zijn gemachtigde is eveneens lid van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, met raadgevende stem.

Art. 57/13. Elke kamer houdt zitting met vijf leden, met name de rechter of de raadsheer, die het voorzitterschap waarneemt, de advocaat, de ambtenaar van het ministerie van Buitenlandse Zaken, de ambtenaar van het ministerie van Justitie, zomede de vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen of zijn gemachtigde die aan de beraadslaging deelneemt met raadgevende stem.

In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 57/14. Bij de aanvang van de eerste terechtzitting waarin zij geroepen zijn te zetelen leggen de ambtenaren bedoeld in artikel 57/13, in de handen van de voorzitter, de navolgende eed af: «Ik zweer mijn ambtsplichten als lid van de commissie eerlijk te vervullen en deel te nemen aan de beraadslaging alleen met de wil de wet uit te voeren.»

Art. 57/15. De commissie kan, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van een van de partijen, de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of zijn gemachtigde horen.

Art. 57/16. De vreemdeling die een beroep bij de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen indient moet in België woonplaats kiezen.

Elke kennisgeving wordt hem op geldige wijze door de voorzitter of zijn gemachtigde aan de gekozen woonplaats gedaan.

De beslissingen van de Commissie worden ter kennis gebracht van de belanghebbende, van zijn raadsman en van de minister van Justitie, die bij ter post aangetekende brief, met ontvangstbewijs, een afschrift ervan ontvangen.

De oproepingen en de vragen om inlichtingen worden eveneens gedaan bij ter post aangetekende brief, met ontvangstbewijs.

Art. 57/17. De erkenning of de bevestiging van de hoedanigheid van vluchteling kan worden geweigerd aan de vreemdeling die niet voldoet aan de verplichting om in België woonplaats te kiezen of die aan een oproeping of een vraag om inlichtingen geen gevolg geeft binnen een maand na de verzending ervan.

Art. 57/18. De verschijnende vreemdeling mag zich laten bijstaan of laten vertegenwoordigen door een advocaat van zijn keuze of, indien hij niet over de middelen beschikt om een verdediger te betalen, door een advocaat aangewezen door het Bureau voor consultatie en verdediging.

Art. 57/19. De vreemdeling, de advocaat die hem bijstaat of vertegenwoordigt en de minister van Justitie, of diens gemachtigde, kunnen vanaf de vijfde werkdag vóór de dag van de zitting kennis nemen van het administratief dossier.

De voorzitter van de Commissie kan ambtshalve of op verzoek van de minister van Justitie of diens gemachtigde, van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of één van diens adjuncten, van de vreemdeling of van de advocaat die hem bijstaat of vertegenwoordigt, bevelen dat de zaak met gesloten deuren wordt behandeld.

Hij kan dat ook bevelen wanneer het administratieve dossier stukken bevat die hij, op eigen initiatief of op voorstel van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of een van diens adjuncten, als vertrouwelijk heeft erkend.

Art. 57/20. De rechtspleging voor de Commissie gebeurt mondeling, in het Nederlands of in het Frans, naar keuze van de verschijnende vreemdeling.

Wanneer deze geen dezer talen verstaat, stelt de voorzitter hem voor een beroep te doen op een tolk, die de eed aflegt in volgende termen: «Ik zweer getrouwelijk de gezegden te vertolken, welke aan personen die verschillende talen spreken, moeten overgezegd worden.»

Art. 57/21. De commissie kan getuigen horen, die de eed afleggen in volgende termen: «Ik zweer in eer en geweten dat ik de gehele waarheid en niets dan de waarheid zal zeggen.»

Art. 57/22. De beslissingen van de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen worden met redenen omkleed met vermelding van de omstandigheden van de zaak.

Art. 57/23. De beslissingen van de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen zijn slechts vatbaar voor het beroep voorzien bij artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State tegen administratieve beslissingen in betwiste zaken.

De vreemdeling, de advocaat die hem bijstaat of vertegenwoordigt en de minister van Justitie of diens gemachtigde mogen kennis nemen van het administratieve dossier.

De voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is, kan ambtshalve of op verzoek van de minister van Justitie of diens gemachtigde, van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of één van diens adjuncten, van de vreemdeling of van de advocaat die hem bijstaat of vertegenwoordigt, bevelen dat de zaak met gesloten deuren wordt behandeld.

Hij kan dat ook bevelen wanneer het administratieve dossier krachtens artikel 57/19 als vertrouwelijk erkende stukken bevat.

Dergelijke stukken mogen in geen enkele akte van de procedure worden vermeld, aangehaald of overgenomen, op straffe van nietigheid van die akte.»

Art. 10. Il est inséré dans le chapitre II du titre II de la même loi une section 3 intitulée «De la Commission permanente de recours des réfugiés» et comprenant les articles suivants:

«Art. 57/12. La Commission permanente de recours des réfugiés comprend au moins une chambre française et une chambre néerlandaise, dont les membres justifient par leur diplôme ou leur rôle linguistique qu'ils ont la connaissance de la langue correspondant à celle de la chambre.

Chaque chambre se compose:

1° D'un juge ou d'un conseiller effectif en fonction, nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Justice;

2° D'un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, titulaire d'un grade classé au moins au rang 13 et nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition du ministre des Affaires étrangères;

3° D'un fonctionnaire du ministère de la Justice, titulaire d'un grade classé au moins au rang 13 et nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Justice;

4° D'un avocat inscrit depuis dix ans au moins au tableau de l'Ordre des avocats, et nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Justice qui aura pris au préalable l'avis de l'Ordre national des avocats.

Chaque membre a un ou plusieurs suppléants qui assurent son remplacement en cas d'empêchement et, le cas échéant, l'achèvement de son mandat.

Les suppléants sont nommés selon les mêmes modalités que les membres.

Les membres et leurs suppléants sont nommés pour une période de cinq ans. Leur mandat peut être renouvelé.

Le représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ou son délégué est également membre de la Commission permanente de recours des réfugiés avec voix consultative.

Art. 57/13. Chaque chambre siège au nombre de cinq membres, à savoir le juge ou le conseiller qui en assume la présidence, l'avocat, le fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, le fonctionnaire du ministère de la Justice ainsi que le représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ou son délégué, qui participe au délibéré avec voix consultative.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 57/14. Au début de la première audience dans laquelle ils sont appelés à siéger, les fonctionnaires visés à l'article 57/13 prêtent serment, entre les mains du président, dans les termes suivants: «Je jure de remplir loyalement ma fonction de membre de la Commission et de participer au délibéré avec la seule volonté d'exécuter la loi.»

Art. 57/15. La Commission peut d'office ou à la demande d'une partie, entendre le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou son délégué.

Art. 57/16. L'étranger qui introduit un recours auprès de la Commission permanente de recours des réfugiés doit élire domicile en Belgique.

Toute notification lui est valablement faite par le président ou son délégué au domicile élu.

Les décisions de la commission sont notifiées à l'intéressé, à son conseil et au ministre de la Justice, qui en reçoivent une copie, sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Les convocations et demandes de renseignements sont également envoyées sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Art. 57/17. L'étranger qui ne satisfait pas à l'obligation d'élire domicile en Belgique ou qui ne donne pas suite à une convocation ou à une demande de renseignements dans le mois de son envoi, peut se voir refuser la reconnaissance ou la confirmation de la qualité de réfugié.

Art. 57/18. L'étranger comparant peut se faire assister ou se faire représenter par l'avocat qu'il choisit ou, s'il ne possède pas les moyens de rémunérer un défenseur, par un avocat désigné par le Bureau de consultation et de défense.

Art. 57/19. L'étranger, l'avocat qui l'assiste ou le représente et le ministre de la Justice, ou son délégué, peuvent, à partir du cinquième jour ouvrable avant le jour de l'audience, prendre connaissance du dossier administratif.

Le président de la commission peut ordonner le huis clos, d'office ou à la demande du ministre de la Justice ou de son délégué, du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, ou d'un de ses adjoints, de l'étranger ou de l'avocat qui l'assiste ou le représente.

Il peut également l'ordonner si le dossier administratif contient des pièces dont le caractère confidentiel a été reconnu par lui, d'initiative ou sur proposition du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints.

Art. 57/20. La procédure devant la Commission est orale. Elle a lieu en français ou en néerlandais au choix de l'étranger comparant.

Si celui-ci ne comprend aucune de ces langues le président lui propose de recourir aux services d'un interprète qui prêtera serment dans les termes suivants: « Je jure de traduire fidèlement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langues différents. »

Art. 57/21. La commission peut entendre des témoins qui prêteront serment dans les termes suivants: « Je jure en honneur et conscience de dire toute la vérité, rien que la vérité. »

Art. 57/22. Les décisions de la Commission permanente de recours des réfugiés sont motivées en indiquant les circonstances de la cause.

Art. 57/23. Les décisions de la Commission permanente de recours des réfugiés ne sont susceptibles que du recours ouvert par l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat contre les décisions contentieuses administratives.

L'étranger, l'avocat qui l'assiste ou le représente et le ministre de la Justice ou son délégué peuvent prendre connaissance du dossier administratif.

Le président de la Chambre saisie peut ordonner le huis clos, d'office ou à la demande du ministre de la Justice ou de son délégué, du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints, de l'étranger ou de l'avocat qui l'assiste ou le représente.

Il peut également l'ordonner si le dossier administratif contient des pièces reconnues confidentielles en application de l'article 57/19.

De telles pièces ne peuvent être mentionnées, citées ou reproduites dans aucun acte de la procédure, à peine de nullité de cet acte. »

Mevrouw Aelvoet en de heer Trussart stellen volgend amendement voor:

« In artikel 57/12, 1°, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden « op voorstel van de minister van Justitie » te vervangen door de woorden « op voorstel van de Kamer en van de Senaat, die elk een lijst met twee kandidaten voordragen. »

« A l'article 57/12, 1°, proposé par cet article, remplacer les mots « sur proposition du ministre de la Justice » par les mots « sur proposition de la Chambre et du Sénat, qui présentent respectivement une liste de deux candidats. »

Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

Mevrouw Aelvoet. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar de schriftelijke verantwoording.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden.
Le vote sur l'amendement est réservé.

Mevrouw De Pauw en de heer Pataer stellen volgende amendementen voor:

« A. Het laatste lid van artikel 57/13, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

« In geval van staking van stemmen, wordt het beroep als aangenomen beschouwd. »

B. In artikel 57/17 zoals voorgesteld door dit artikel, tussen de woorden « aan de vreemdeling die » en « niet voldoet », in te voegen de woorden « zonder rechtvaardiging ».

« A. Remplacer le dernier alinéa de l'article 57/13 proposé par cet article, par la disposition suivante:

« En cas de partage des voix, le recours est réputé admis. »

B. A l'article 57/17 proposé par cet article, entre les mots « qui ne donne pas suite » et « à une convocation », insérer les mots « sans justification ».

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar de verantwoording zowel voor A als voor B.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 10 zijn aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 10 sont réservés.

Art. 11. In hoofdstuk II van titel II van dezelfde wet wordt een afdeling 4 ingevoegd die als opschrift heeft « Aanvullende bepalingen » en de hierna volgende artikelen bevat:

« Art. 57/24. De Koning bepaalt, met inachtneming van de bij deze wet vastgestelde regels, de rechtspleging voor en de werking van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen.

Art. 57/25. De minister van Justitie stelt voor de vluchtelingen en de staatlozen en de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen het personeel en de middelen ter beschikking die nodig zijn voor het vervullen van hun opdracht.

De vaste en de tijdelijke personeelsformatie van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, ingedeeld bij het centraal bestuur van het ministerie van Justitie, worden door de Koning vastgesteld, bij een in Ministerraad overlegd besluit.

De vaste personeelsformatie van de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen, ingedeeld bij het centraal bestuur van het ministerie van Justitie, wordt door de Koning vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Art. 57/26. De Koning bepaalt de bezoldigingsregeling van de Commissaris-generaal en van diens adjuncten.

De Koning kan voorzien in toelagen en vergoedingen voor de leden van de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen.

Art. 57/27. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, op diens adjuncten en op de leden van de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen, wat betreft de inlichtingen waarvan zij in de uitoefening van hun ambt kennis krijgen.

Art. 57/28. Elk jaar brengt de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen aan de minister van Justitie verslag uit over zijn opdracht. Een afschrift van dat verslag met de eventuele opmerkingen van de minister van Justitie wordt door de minister van Justitie aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de Senaat overgezonden. »

Art. 11. Il est inséré dans le chapitre II du titre II de la même loi une section 4 intitulée « Dispositions complémentaires » et comprenant les articles suivants:

« Art. 57/24. La procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et la Commission permanente de recours des réfugiés ainsi que leur fonctionnement sont déterminés par le Roi, dans le respect des règles établies par la présente loi.

Art. 57/25. Le ministre de la Justice met à la disposition du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et de la Commission permanente

de recours des réfugiés le personnel et les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le cadre définitif et le cadre temporaire du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, incorporés à l'administration centrale du ministère de la Justice, sont déterminés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Le cadre définitif du personnel de la Commission permanente de recours des réfugiés, incorporé à l'administration centrale du ministère de la Justice, est déterminé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 57/26. Le Roi fixe le statut pécuniaire du Commissaire général et de ses adjoints.

Le Roi peut prévoir des allocations et indemnités pour les membres de la Commission permanente de recours des réfugiés.

Art. 57/27. L'article 458 du Code pénal est applicable au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, à ses adjoints et aux membres de la Commission permanente de recours des réfugiés, en ce qui concerne les renseignements dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 57/28. Chaque année, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides fait rapport au ministre de la Justice sur sa mission. Une copie de ce rapport avec les observations éventuelles du ministre de la Justice est transmise à la Chambre des représentants et au Sénat par le ministre de la Justice.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 12. In artikel 62, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden «de personen aangewezen in artikel 50, 2°» vervangen door de woorden «de overheden aangewezen in artikel 50 met uitzondering van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of zijn gemachtigde».

Art. 12. Dans l'article 62, premier alinéa, de la même loi, les mots «par les personnes désignées au 2° de l'article 50» sont remplacés par les mots «par les autorités désignées à l'article 50, à l'exception du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou de son délégué».

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 13 luidt:

Art. 13. In artikel 63 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid:

«De administratieve beslissingen zijn vatbaar, ofwel voor een dringend verzoek tot heronderzoek, ofwel voor een verzoek tot herziening, ofwel voor een verzoek tot opheffing van veiligheidsmaatregelen, ofwel voor beroep tot nietigverklaring, of nog voor beroep bij de rechterlijke macht, overeenkomstig hetgeen hierna is bepaald.»

2° Tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd:

«De beslissingen genomen met toepassing van de artikelen 3, 7, 11, 19, 52, 53, 53bis, tweede lid, 54, 55, 57, 61, tweede lid, 63/2, 63/3 en 63/5, tweede lid, zijn niet vatbaar voor een vordering in kort geding op grond van artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek.»

3° In het laatste lid wordt de opsomming van artikelen aangevuld met de verwijzing naar artikel 53.

Art. 13. A l'article 63 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes:

1° Le premier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant:

«Les décisions administratives peuvent donner lieu soit à une demande urgente de réexamen, soit à une demande en révision, soit à une demande de levée de mesure de sûreté, soit à un recours en annulation, soit à un recours au pouvoir judiciaire, conformément aux dispositions ci-après.»

2° L'alinéa suivant est inséré entre les premier et deuxième alinéas:

«Les décisions prises en application des articles 3, 7, 11, 19, 52, 53, 53bis, deuxième alinéa, 54, 55, 57, 61, deuxième alinéa, 63/2, 63/3 et

63/5, deuxième alinéa, ne sont pas susceptibles d'une demande en référé sur la base de l'article 584 du Code judiciaire.»

3° Dans le dernier alinéa, l'énumération d'articles est complétée par la référence à l'article 53.

Mevrouw De Pauw en de heer Pataer stellen volgend amendement voor:

«Het 2° van dit artikel te doen vervallen.»

«Supprimer le 2° de cet article.»

Mevrouw Aelvoet en de heer Trussart stellen volgend amendement voor:

«Het 2° van de wijzigingen voorgesteld voor artikel 63 te doen vervallen.»

«Supprimer le 2° des modifications proposées à l'article 63.»

M. Lallemand et consorts présentent les amendements que voici:

«Supprimer le 2° des modifications proposées à l'article 63.»

«Het 2° van de wijzigingen voorgesteld voor artikel 63 te doen vervallen.»

Subsidiairement:

«Au 2° des modifications proposées à l'article 63, supprimer la référence aux articles 3, 7, 11, 19 et 61, deuxième alinéa.»

Subsidiair:

«In het 2° van de wijzigingen voorgesteld voor artikel 63, de verwijzing naar de artikelen 3, 7, 11, 19 en 61, tweede lid, te doen vervallen.»

Ces amendements ont une portée identique.

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, l'amendement principal veut rétablir le recours à la juridiction des référés. Je me suis très longuement expliqué sur ce thème dans mon intervention; je ne vois donc pas la nécessité d'y revenir.

L'amendement subsidiaire me semble important puisque si même on décide de ne pas rétablir le recours à la juridiction des référés pour les réfugiés politiques, à tout le moins s'impose-t-il de ne pas retirer le recours aux référés aux étrangers ordinaires qui sont pénalisés à raison de ce fameux principe d'égalité auquel j'ai fait allusion tout à l'heure, pour des raisons de symétrie, en quelque sorte.

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Ik verwijs naar de argumentatie van de heer Lallemand en naar de verantwoording van ons amendement, mijnheer de Voorzitter.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, je demande le rejet de l'amendement principal qui va à l'encontre du principe souhaité.

Je demande également le rejet de l'amendement subsidiaire parce qu'il vise à supprimer une règle devenue logique en fonction de l'avis du Conseil d'Etat.

M. Lallemand. — On pourra dire du Conseil d'Etat: «Que de méfaits on a faits en ton nom!»

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 13 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 13 zijn aangehouden.

De Voorzitter. — Artikel 14 luidt:

Art. 14. In titel III van dezelfde wet wordt een hoofdstuk *Ibis* ingevoegd, dat als opschrift heeft «Dringend verzoek tot heronderzoek» en dat de hierna volgende artikelen bevat:

«Art. 63/2. De beslissing waarbij de minister van Justitie, in toepassing van artikel 52, de toegang tot het grondgebied, het verblijf of de vestiging weigert aan de vreemdeling die zich vluchteling verklaart, is vatbaar voor een dringend verzoek tot heronderzoek bij de minister van Justitie.

Dit verzoek moet ingediend worden binnen de vierentwintig uur na de kennisgeving van de beslissing tot weigering van de toegang tot het grondgebied of binnen de drie werkdagen na de kennisgeving van de weigering van verblijf of van vestiging.

De minister van Justitie moet, alvorens een beslissing te nemen, het advies inwinnen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of van een van zijn adjuncten.

Dit advies moet gegeven worden binnen de zeven dagen na de ontvangst van het verzoek om advies wanneer het gaat om een weigering van verblijf of vestiging. Het moet gegeven worden binnen de vierentwintig uur in het geval van weigering van toegang tot het grondgebied aan de grens.

De minister moet het geval opnieuw onderzoeken en een nieuwe beslissing nemen die in de plaats komt van die waartegen het verzoek werd gericht.

In geval van gunstig advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of van een van zijn adjuncten voor toegang tot het grondgebied, verblijf of vestiging, moet de nieuwe beslissing met redenen omkleed zijn, gelet op dit advies, wanneer de maatregel gehandhaafd wordt.

Art. 63/3. De beslissing waarbij de afgevaardigde van de minister van Justitie, in toepassing van artikel 52, de toegang tot het grondgebied, het verblijf of de vestiging weigert aan de vreemdeling die zich vluchteling verklaart, is vatbaar voor een dringend verzoek tot heronderzoek bij de gemachtigde van de minister van Justitie.

Dit verzoek moet ingediend worden binnen de vierentwintig uur na de kennisgeving van de beslissing tot weigering van de toegang tot het grondgebied of binnen de drie werkdagen na de kennisgeving van de weigering van verblijf of van vestiging.

De gemachtigde van de minister van Justitie moet, alvorens een beslissing te nemen, het advies inwinnen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of van een van zijn adjuncten.

Dit advies moet gegeven worden binnen de zeven dagen na de ontvangst van het verzoek om advies, wanneer het gaat om een weigering van verblijf of vestiging. Het moet gegeven worden binnen de vierentwintig uur in het geval van weigering van toegang tot het grondgebied aan de grens.

In geval van gunstig advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of van een van zijn adjuncten voor toegang tot het grondgebied, het verblijf of de vestiging, moet de gemachtigde van de minister van Justitie de toegang, het verblijf of de vestiging toelaten.

Art. 63/4. De nieuwe beslissing wordt ter kennis gebracht van de betrokkene die er een afschrift van ontvangt. De kennisgeving vermeldt dat de beslissing vatbaar is voor beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State en vermeldt de wettelijke termijn waarbinnen dat beroep moet worden ingesteld.

Art. 63/5. Tijdens de duur van het onderzoek van het dringend verzoek tot heronderzoek mag geen enkele maatregel tot verwijdering van het grondgebied uitgevoerd worden en mag geen zodanige maatregel ten opzichte van de vreemdeling worden genomen wegens de feiten die aanleiding hebben gegeven tot de beslissing waartegen dat verzoek is ingediend.

Ingeval het verzoek ingediend is tegen een weigering van verblijf of van vestiging, kan de minister van Justitie de vreemdeling verplichten in een bepaalde plaats te verblijven of, wanneer uitzonderlijk ernstige omstandigheden zulks wettigen, zijn opsluiting bevelen voor de duur van het onderzoek van het verzoek.

Wanneer de minister van Justitie of zijn gemachtigde een dringend verzoek tot heronderzoek, ingediend tegen een weigering van verblijf of vestiging, verwerpt, stelt hij desgevallend een nieuwe termijn vast waarbinnen de vreemdeling het grondgebied moet verlaten.»

Art. 14. Il est inséré dans le titre III de la même loi un chapitre *Ibis* intitulé «Demande urgente de réexamen» et comprenant les articles suivants:

Art. 63/2. La décision par laquelle le ministre de la Justice refuse, en application de l'article 52, l'entrée, le séjour ou l'établissement dans le Royaume à l'étranger qui se déclare réfugié, peut donner lieu à une demande urgente de réexamen auprès du ministre de la Justice.

Cette demande doit être introduite dans les vingt-quatre heures de la notification du refus d'entrée ou dans les trois jours ouvrables de la notification du refus de séjour ou d'établissement.

Le ministre de la Justice doit, avant de statuer, demander l'avis du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints.

Cet avis doit être donné dans les sept jours de la réception de la demande d'avis en cas de refus de séjour ou d'établissement. Il doit être donné dans les vingt-quatre heures en cas de refus d'entrée à la frontière.

Le ministre réexamine le cas et prend une décision nouvelle qui se substitue à celle qui a été l'objet de la demande.

En cas d'avis favorable du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints, à l'entrée, au séjour ou à l'établissement, la décision nouvelle doit être motivée eu égard à cet avis lorsqu'elle maintient la mesure.

Art. 63/3. La décision par laquelle le délégué du ministre de la Justice refuse, en application de l'article 52, l'entrée, le séjour ou l'établissement dans le Royaume à l'étranger qui se déclare réfugié, peut donner lieu à une demande urgente de réexamen auprès du délégué du ministre de la Justice.

Cette demande doit être introduite dans les vingt-quatre heures de la notification du refus d'entrée ou dans les trois jours ouvrables de la notification du refus de séjour ou d'établissement.

Le délégué du ministre de la Justice doit, avant de statuer, demander l'avis du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints.

Cet avis doit être donné dans les sept jours de la réception de la demande d'avis en cas de refus de séjour ou d'établissement. Il doit être donné dans les vingt-quatre heures en cas de refus d'entrée à la frontière.

En cas d'avis favorable du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints, à l'entrée, au séjour ou à l'établissement, le délégué du ministre de la Justice doit autoriser l'entrée, le séjour ou l'établissement.

Art. 63/4. La décision nouvelle est notifiée à l'intéressé qui en reçoit une copie. La notification mentionne que la décision est susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat et indique le délai légal dans lequel ce recours doit être introduit.

Art. 63/5. Pendant la durée de l'examen de la demande urgente de réexamen, aucune mesure d'éloignement du territoire ne peut être exécutée et aucune mesure de cette nature ne peut être prise à l'égard de l'étranger en raison des faits qui ont motivé la décision contre laquelle cette demande est introduite.

Dans le cas où la demande est introduite contre un refus de séjour ou d'établissement, le ministre de la Justice peut enjoindre à l'étranger de résider en un lieu déterminé ou, si des circonstances exceptionnellement graves le justifient, ordonner sa détention pendant la durée de l'examen de la demande.

Lorsque le ministre de la Justice ou son délégué rejette une demande urgente de réexamen introduite contre un refus de séjour ou d'établissement, il fixe, le cas échéant, un nouveau délai dans lequel l'étranger doit quitter le territoire.»

Mevrouw Aelvoet en de heer Trussart stellen volgende amendementen voor:

«A. In artikel 63/2, zoals voorgesteld door dit artikel, het voorlaatste en het laatste lid te vervangen als volgt:

«In geval van gunstig advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of van een van zijn adjuncten voor toegang tot het grondgebied, het verblijf of de vestiging, moet de minister de toegang, het verblijf of de vestiging toelaten.»

B. Aan artikel 63/5 zoals voorgesteld door dit artikel, een lid toe te voegen, luidende:

« De Koning neemt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de maatregelen opdat de vreemdeling zich kan laten bijstaan of laten vertegenwoordigen door een advocaat van zijn keuze of, indien hij niet over de middelen beschikt om een verdediger te betalen, door een advocaat aangewezen door het bureau voor consultatie en verdediging. »

« A. A l'article 63/2 proposé par cet article, remplacer l'avant-dernier et le dernier alinéa par l'alinéa suivant :

« En cas d'avis favorable du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints, à l'entrée, au séjour ou à l'établissement, le ministre doit autoriser l'entrée, le séjour ou l'établissement. »

B. Compléter l'article 63/5 proposé par cet article, par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Roi prend, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les mesures nécessaires pour qu'un étranger puisse se faire assister ou se faire représenter par l'avocat qu'il choisit ou, s'il ne possède pas les moyens de rémunérer un défenseur, par un avocat désigné par le Bureau de consultation et de défense. »

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 14 zijn aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 14 sont réservés.

Art. 15. Artikel 64, 4^o, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 15. L'article 64, 4^o, de la même loi est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 16 luidt :

Art. 16. In hoofdstuk 5 van titel III van dezelfde wet wordt een artikel 70bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 70bis. Wanneer de met toepassing van artikel 52 genomen beslissing tot doel heeft de vreemdeling terug te leiden naar de grens van het land waaruit hij gevlucht is en waar, volgens zijn verklaring, zijn leven of zijn vrijheid gevaar loopt, kan de vreemdeling binnen twee werkdagen beroep instellen bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, die nagaat of er ernstige aanwijzingen zijn dat een dergelijke bedreiging bestaat.

De vordering wordt ingesteld en de rechtspleging verloopt overeenkomstig de vormen van het kort geding.

Wordt de vordering verworpen, dan kan de voorzitter de vreemdeling desgevallend een termijn van ten hoogste één maand toekennen, om toegang te krijgen tot een ander land.

Uitspraak moet worden gedaan binnen 15 dagen na het instellen van het beroep. De beslissing is niet vatbaar voor verzet noch hoger beroep.

Dit beroep heeft schorsende kracht. »

Art. 16. Dans le chapitre 5 du titre III de la même loi, il est inséré un article 70bis, rédigé comme suit :

« Art. 70bis. Lorsque la décision prise en application de l'article 52 vise à reconduire l'étranger à la frontière du pays qu'il a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée, l'étranger peut introduire, dans les deux jours ouvrables, un recours devant le président du tribunal de première instance qui vérifie qu'il y a des indices sérieux qu'une telle menace existe.

La demande est introduite et la procédure se déroule selon les formes du référé.

En cas de rejet de la demande, le président peut, le cas échéant, accorder à l'étranger un délai d'un mois maximum pour se faire admettre dans un autre pays.

La décision doit être rendue dans les 15 jours de l'introduction du recours et n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Ce recours est suspensif. »

MM. Lallemand et Moureaux présentent l'amendement que voici :

« Entre le premier et le deuxième alinéa de l'article 70bis, proposé par cet article, insérer la disposition suivante :

« Le même recours peut être introduit par l'étranger, lorsque la décision prise en application de l'article 52 vise à reconduire l'étranger à la frontière d'un Etat qui n'a pas adhéré à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 ou au Protocole de New York du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés. »

« In artikel 70bis, zoals voorgesteld door dit artikel, na het eerste lid de volgende bepaling in te voegen :

« De vreemdeling kan dat beroep eveneens instellen wanneer de met toepassing van artikel 52 genomen beslissing tot doel heeft de vreemdeling terug te leiden naar de grens van een Staat die niet is toegetreden tot het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen of tot het Protocol van New York van 31 januari 1967 betreffende de status van vluchtelingen. »

M. Lallemand et consorts présentent l'amendement subsidiaire que voici :

« A l'article 70bis proposé par cet article, compléter le premier alinéa par la disposition suivante :

« Lorsque la décision prise en vertu de l'article 63/2 a été rendue contre l'avis du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, un recours est également ouvert selon la même procédure devant le président du tribunal de 1^{ère} instance. »

Artikel 70bis, eerste lid, zoals voorgesteld door dit artikel, aan te vullen als volgt :

« Wanneer de krachtens artikel 63/2 genomen beslissing ingaat tegen het advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, kan eveneens beroep worden ingesteld volgens dezelfde procedure bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg. »

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, je me réfère à la justification écrite de ces amendements qui me paraît claire. La répéter au ministre ne changerait pas sa conviction.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Ma conviction peut-être, mais mon attitude, non.

M. le Président. — Si votre amendement à l'article 13 n'est pas adopté, monsieur Lallemand, il faudra donc voter sur vos amendements au présent article ?

M. Lallemand. — C'est exact, monsieur le Président, car ils n'ont de sens que si l'amendement à l'article 13 a été rejeté.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 16 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 16 zijn aangehouden.

Par voie d'amendement, M. Moureaux propose l'insertion d'un article 16bis (nouveau) libellé comme suit :

« L'article 70, alinéa 1, de la loi du 15 décembre 1980 est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque le Conseil d'Etat est saisi d'un recours en annulation formé contre un arrêté de renvoi ou d'expulsion ou une mesure d'éloignement du territoire d'un demandeur d'asile, il peut, à la demande du requérant, demander qu'il soit sursis à l'exécution de la décision si, à l'appui de son recours, le requérant invoque des moyens qui, dans les circonstances de l'affaire, paraissent sérieux et de nature à justifier l'annulation de la décision attaquée si l'exécution immédiate de celle-ci risque de causer un préjudice grave et difficilement réparable. »

« Art. 16bis. Artikel 70, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Wanneer bij de Raad van State een beroep is ingesteld tot vernietiging van een terugwijzigings- of uitzettingsbesluit of van een maatregel waarbij bij asielzoeker van het grondgebied wordt verwijderd, kan hij op vordering van de verzoeker, eisen dat de tenuitvoerlegging van de beslissing wordt geschorst indien de verzoeker, tot staving van zijn beroep,

middelen aanvoert die volgens de omstandigheden van de zaak ernstig lijken en de vernietiging van de bestreden beslissing lijken te wettigen, en indien de dadelijke tenuitvoerlegging van die beslissing aan de vreemdeling een ernstig en moeilijk te herstellen nadeel mocht berokkenen.»

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Cet amendement est très aisément explicable. Il donne une garantie de recours. Dans ce cas-ci, le sursis à l'exécution serait décidé par le Conseil d'Etat.

L'amendement s'appuie sur les mêmes raisons que celles que j'ai invoquées pour le recours au référé. Je ne les développe donc plus.

Cependant, monsieur le Président, le texte comporte une erreur. Il est mal rédigé.

Je lis, en effet: «Lorsque le Conseil d'Etat est saisi d'un recours en annulation formé contre un arrêté de renvoi ou d'expulsion ou une mesure d'éloignement du territoire d'un demandeur d'asile, il peut, à la demande du requérant, demander qu'il soit sursis à l'exécution...»

En fait, le Conseil d'Etat ne demande pas «qu'il soit sursis». Il peut surseoir.

Il faut donc remplacer les mots «demander qu'il soit sursis» par «surseoir» à l'exécution.

Il s'agit d'une correction de forme.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je mettrai à profit l'avant-dernier article du projet, qui me donne, grâce à l'intervention du président de la Chambre, d'assez vastes pouvoirs, pour corriger les *inelegantiae juris* du texte ou les défauts de vocabulaire.

M. Lallemand. — Vous parlez de la thèse exprimée dans l'avant-dernier article, qui est hautement critiquable.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je ne puis accepter l'amendement maintenant, monsieur Lallemand, car je ne possède pas encore les pouvoirs que me confère l'article 24. Mais, lorsque le texte aura été adopté tel qu'il est présenté, je pourrai y apporter les corrections dans le sens de certaines améliorations que vous souhaitez et qui sont justifiées, de même d'ailleurs, je tiens à le dire, que tenir compte de l'observation technique que Mme Aelvoet a formulée tout à l'heure.

Le président de la Chambre, grâce à cet article 24, a inventé une chose que jamais le gouvernement n'avait osé imaginer pendant la période des pouvoirs spéciaux.

M. Lallemand. — En effet. D'ailleurs, vous aviez promis, en commission de la Justice du Sénat — je me permets de vous le rappeler — de ne pas recourir à cet article pour opérer la coordination des textes, mais de vous référer à la pratique habituelle du gouvernement.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je vous demande une autorisation limitée pour corriger l'erreur que vous venez de relever et celles que Mme Aelvoet a signalées tout à l'heure.

M. Lallemand. — Monsieur le ministre, vous n'avez qu'une parole. Vous avez tout à l'heure dit que vous ne buviez que dans une bouteille à demi-vidée...

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je risque de vous conduire à un choix schizophrénique. Je n'insisterai donc pas! (*Sourires.*)

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Artikel 17 luidt:

Art. 17. In dezelfde wet wordt een titel IIIbis ingevoegd die als opschrift heeft «Verplichtingen van de vervoerders met betrekking tot de toegang van vreemdelingen tot het grondgebied» en de hierna volgende artikelen bevat:

«Art. 74/2. § 1. Met een geldboete van 1 000 frank per vervoerde passagier wordt gestraft:

1° De openbare of private luchtvervoerder die, ter gelegenheid van eenzelfde reis, ten minste vijf passagiers die niet in het bezit zijn van de in artikel 2 voorziene stukken, naar België vervoert, zonder voorzorgen genomen te hebben om er zich van te vergewissen of die passagiers in het bezit zijn van die stukken;

2° De openbare of private zeevervoerder die, ter gelegenheid van eenzelfde reis, ten minste vijf passagiers die niet in het bezit zijn van de in artikel 2 voorziene stukken, naar België vervoert, zonder gevolg gegeven te hebben aan het verzoek om alle dienstige maatregelen te treffen omdat die passagiers in het bezit van die stukken zouden zijn;

3° De openbare of private luchtvervoerder die, ter gelegenheid van eenzelfde reis naar een derde land, ten minste vijf passagiers naar België brengt die geen houder zijn van de stukken die voor de toegang tot dat derde land vereist zijn, zonder de voorzorgen genomen te hebben om er zich van te vergewissen of die passagiers in het bezit zijn van die stukken;

4° De openbare of private zeevervoerder die, ter gelegenheid van eenzelfde reis naar een derde land, ten minste vijf passagiers naar België brengt die geen houder zijn van de stukken die voor de toegang tot dat derde land vereist zijn, zonder gevolg gegeven te hebben aan het verzoek om alle dienstige maatregelen te treffen opdat die passagiers in het bezit van die stukken zouden zijn.

Voor de berekening van het aantal passagiers bedoeld in het eerste lid, worden de verwanten in de eerste graad en de echtgenoot, die die passagiers vergezellen, niet meegerekend.

§ 2. De rechtspersonen zijn burgerlijk aansprakelijk voor de veroordelingen tot geldboeten en kosten die werden uitgesproken tegen hun organen of aangestelden wegens een inbreuk op de bepalingen van dit artikel.

Art. 74/3. § 1. Indien de in artikel 74/2 bedoelde vervoerder geen maatschappelijke zetel, woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft, moet hij in handen van de bevoegde ambtenaren of beambten een bedrag consigneren bestemd om de geldboete en de eventuele gerechtskosten te dekken.

De hoegrootheid van het bedrag dat in consignatie moet worden gegeven en de modaliteiten inzake heffing worden door de Koning bepaald.

§ 2. Het vervoermiddel waarmee de overtreding werd gepleegd wordt ingehouden op kosten en risico van de vervoerder, totdat deze som betaald is en het bewijs geleverd wordt dat de eventuele bewaringskosten van het voertuig betaald zijn of, indien dit niet gebeurt, gedurende de zesennegentig uren te rekenen vanaf de vaststelling.

§ 3. Bij het verstrijken van deze termijn kan de inbeslagname van het vervoermiddel bevolen worden door het openbaar ministerie.

Een bericht van inbeslagname wordt binnen twee werkdagen aan de vervoerder gezonden.

Het risico en de kosten van bewaring van het vervoermiddel blijven tijdens de duur van het beslag ten laste van de overtreder.

Het beslag wordt opgeheven nadat het bewijs geleverd werd dat de som die in consignatie moet worden gegeven en de eventuele bewaringskosten betaald werden.

§ 4. Leidt de strafvordering tot veroordeling van de vervoerder:

1° Dan wordt de in consignatie gegeven som toegerekend op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en op de uitgesproken geldboete; het eventueel overschot wordt terugbetaald;

2° Dan wordt, indien het vervoermiddel in beslag genomen werd, bij vonnis bevolen dat de Administratie van de Domeinen het vervoermiddel moet verkopen indien de geldboete en de gerechtskosten niet binnen een termijn van veertig dagen vanaf de uitspraak van het vonnis betaald werd; deze beslissing is uitvoerbaar niettegenstaande elk rechtsmiddel.

De opbrengst van de verkoop wordt toegerekend op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten, op de uitgesproken geldboeten en op de eventuele bewaringskosten van het vervoermiddel; het eventueel overschot wordt terugbetaald.

§ 5. In geval van vrijpraak wordt de in consignatie gegeven som of het in beslag genomen vervoermiddel teruggegeven; de eventuele bewaringskosten van het voertuig vallen ten laste van de Staat.

In geval van voorwaardelijke veroordeling wordt de in consignatie gegeven som teruggegeven na aftrek van de gerechtskosten; het in beslag genomen vervoermiddel wordt teruggegeven nadat de gerechtskosten

betaald zijn en het bewijs geleverd wordt dat de eventuele bewaringskosten van het vervoermiddel betaald zijn.

§ 6. In geval van toepassing van artikel 216bis van het Wetboek van Strafvordering wordt de in consignatie gegeven som toegerekend op de door het openbaar ministerie vastgestelde som en wordt het eventuele overschot terugbetaald.

§ 7. De in consignatie gegeven som of het in beslag genomen vervoermiddel worden teruggegeven wanneer het openbaar ministerie beslist geen vervolging in te stellen of wanneer de straffordering vervallen of verjaard is.

§ 8. De ambtenaren en beampten die tot een der door de Koning bepaalde categorieën behoren en die door de procureur-generaal bij het Hof van beroep daartoe individueel zijn gemachtigd, zijn belast met de toepassing van dit artikel en van de ter uitvoering ervan genomen maatregelen.

Art. 74/4. De openbare of private vervoerder die een passagier in het Rijk brengt die niet in het bezit is van de bij artikel 2 vereiste stukken moet hem vervoeren of laten vervoeren naar zijn land van oorsprong of naar elk ander land waar hij toegelaten kan worden.

De in het eerste lid bedoelde vervoerder is bovendien hoofdelijk aansprakelijk met de passagier aan wie de toegang tot het Rijk ontzegd werd voor de betaling van de kosten van huisvesting, verblijf, gezondheidszorgen en terugzending van die passagier. »

Art. 17. Il est inséré dans la même loi, un titre IIIbis intitulé « Obligations des transporteurs relatives à l'accès des étrangers au territoire » et comprenant les articles suivants :

« Art. 74/2. § 1^{er}. Est puni d'une amende de 1 000 francs par passager transporté :

1^o Le transporteur aérien, public ou privé, qui à l'occasion d'un même voyage, transporte à destination de la Belgique, cinq passagers au moins, qui ne possèdent pas les documents prévus par l'article 2, sans avoir pris de précautions pour s'assurer que ces passagers soient en possession de ces documents;

2^o Le transporteur maritime, public ou privé, qui, à l'occasion d'un même voyage, transporte à destination de la Belgique, cinq passagers au moins, qui ne possèdent pas les documents prévus par l'article 2, sans avoir donné suite à l'invitation faite de prendre toutes dispositions utiles pour que ces passagers soient en possession de ces documents;

3^o Le transporteur aérien, public ou privé, qui, à l'occasion d'un même voyage à destination d'un pays tiers, amène en Belgique, cinq passagers au moins qui ne sont pas porteurs des documents requis pour entrer dans ce pays tiers, sans avoir donné suite à l'invitation faite de prendre toutes dispositions utiles pour que ces passagers soient en possession de ces documents;

4^o Le transporteur maritime, public ou privé, qui, à l'occasion d'un même voyage à destination d'un pays tiers, amène en Belgique cinq passagers au moins qui ne sont pas porteurs des documents requis pour entrer dans ce pays tiers, sans avoir donné suite à l'invitation faite de prendre toutes dispositions utiles pour que ces passagers soient en possession de ces documents.

Pour le calcul du nombre des passagers visés au premier alinéa, les parents au premier degré et le conjoint qui accompagnent ne sont pas comptés.

§ 2. Les personnes morales sont civilement responsables des condamnations aux amendes et frais, prononcées pour infraction aux dispositions du présent article, contre leurs organes ou préposés.

Art. 74/3. § 1^{er}. Si le transporteur visé à l'article 74/2 n'a pas de siège social, de domicile ou de résidence fixe en Belgique, il doit consigner entre les mains des fonctionnaires ou agents compétents, une somme destinée à couvrir l'amende et les frais de justice éventuels.

Le montant de la somme à consigner et les modalités de sa perception sont fixés par le Roi.

§ 2. Le moyen de transport par lequel l'infraction a été perpétrée, est retenu aux frais et risques du transporteur, jusqu'à remise de cette somme et justification du paiement des frais éventuels de conservation ou, à défaut, pendant nonante-six heures à compter de la constatation.

§ 3. A l'expiration de ce délai, la saisie du moyen de transport peut être ordonnée par le ministère public.

Un avis de saisie est envoyé au transporteur dans les deux jours ouvrables.

Les risques et les frais de conservation du moyen de transport restent à charge de l'auteur de l'infraction pendant la durée de la saisie.

La saisie est levée après justification du paiement de la somme à consigner et des frais éventuels de conservation.

§ 4. Si l'exercice de l'action publique entraîne la condamnation du transporteur :

1^o La somme consignée est imputée sur les frais de justice dus à l'Etat et sur l'amende prononcée; l'excédent éventuel est restitué;

2^o Lorsque le moyen de transport a été saisi, le jugement ordonne que l'Administration des domaines procède à la vente du moyen de transport à défaut du paiement de l'amende et des frais de justice dans un délai de quarante jours du prononcé du jugement; cette décision est exécutoire nonobstant tout recours.

Le produit de la vente est imputé sur les frais de justice dus à l'Etat, sur l'amende prononcée ainsi que sur les frais éventuels de conservation du moyen de transport; l'excédent éventuel est restitué.

§ 5. En cas d'acquiescement, la somme consignée ou le moyen de transport saisi sont restitués; les frais éventuels de conservation du moyen de transport sont à charge de l'Etat.

En cas de condamnation conditionnelle, la somme consignée est restituée après déduction des frais de justice; le moyen de transport saisi est restitué après paiement des frais de justice et justification du paiement des frais éventuels de conservation.

§ 6. En cas d'application de l'article 216bis du Code d'instruction criminelle, la somme consignée est imputée sur la somme fixée par le ministère public et l'excédent est restitué.

§ 7. La somme consignée ou le moyen de transport saisi sont restitués lorsque le ministère public compétent décide de ne pas poursuivre ou lorsque l'action publique est éteinte ou prescrite.

§ 8. Les fonctionnaires et agents appartenant à une des catégories déterminées par le Roi et qui sont individuellement délégués à cette fin par le procureur général près la cour d'appel sont chargés de l'application du présent article et des mesures prises pour son exécution.

Art. 74/4. Le transporteur public ou privé qui a amené dans le royaume un passager dépourvu des documents requis par l'article 2, doit le transporter ou le faire transporter dans le pays d'où il vient ou dans tout autre pays où il peut être admis.

Le transporteur visé à l'alinéa 1^{er} est, en outre, solidairement tenu avec le passager qui n'a pas été autorisé à entrer dans le royaume, de payer les frais d'hébergement, de séjour, de soins de santé et de rapatriement de ce passager. »

Mevrouw De Pauw-Deveen en de heer Pataer stellen volgend amendement voor :

« Dit artikel te vervangen als volgt :

« Artikel 17. Aan artikel 77 van dezelfde wet wordt het volgende lid toegevoegd :

Met de straffen gesteld in het eerste en het tweede lid wordt gestraft, de publieke of private lucht- of zeevervoerder die wetens en wilens, systematisch en uit winstbejag personen naar België vervoert die toegang trachten te krijgen tot het Rijk door zich op bedrieglijke wijze op de hoedanigheid van vluchteling te beroepen. »

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Article 17. Il est ajouté à l'article 77 de la même loi un alinéa rédigé comme suit :

Est puni des peines prévues aux alinéas 1 et 2, le transporteur aérien ou maritime public ou privé, qui sciemment de manière systématique et dans un but de lucre, transporte à destination de la Belgique des personnes s'efforçant d'entrer dans le Royaume en se prévalant de manière frauduleuse de la qualité de réfugié. »

M. Moureaux présente l'amendement que voici, ayant le même objet :

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Il est ajouté à l'article 77 de la loi du 15 décembre 1980 un alinéa 3 rédigé comme suit :

Est puni des peines prévues aux alinéas 1 et 2, le transporteur aérien ou maritime public ou privé, qui, sciemment de manière systématique

et dans un but de lucre, transporte à destination de la Belgique des personnes s'efforçant d'entrer dans le Royaume en se prévalant de manière frauduleuse de la qualité de réfugié.»

« Artikel 17 te vervangen als volgt:

« Aan artikel 77 van de wet van 15 december 1980 wordt een derde lid toegevoegd, luidende:

Met de straffen bepaald in het eerste en het tweede lid worden gestraft de openbare of private luchtvervoerder of zeevervoerder die, op systematische wijze en uit winstbejag, wetens en willens naar België personen vervoert die het Rijk pogen binnen te komen door zich op bedrieglijke wijze uit te geven voor vluchtelingen. »

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Ik verwijs naar de verantwoording van mijn amendement, mijnheer de Voorzitter.

M. le Président. — M. Moureaux se réfère également à la justification écrite de son amendement.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 17 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 17 zijn aangehouden.

Art. 18. In artikel 79, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden «de overheden aangeduid in artikel 50, 2^o,» vervangen door de woorden «de burgemeester van de gemeente waar de vreemdeling zich bevindt of door diens gemachtigde, evenals door de in artikel 50 bedoelde overheden, met uitzondering van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of diens gemachtigde.»

Art. 18. Dans l'article 79, alinéa 2, de la même loi, les mots «par les autorités désignées au 2^o de l'article 50» sont remplacés par les mots «par le bourgmestre de la commune où se trouve l'étranger ou par son délégué ainsi que par les autorités désignées à l'article 50 à l'exception du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou de son délégué.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 19. Artikel 2 van de wet van 22 april 1960 houdende goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de zeelieden-vluchtelingen, ondertekend te 's Gravenhage op 23 november 1957, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 2. Alleen de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen is bevoegd om te beslissen omtrent de hoedanigheid van zeeman-vluchteling van de personen die zich op het voordeel van de Overeenkomst beroepen; tegen de beslissing van de Commissaris-generaal staat alleen beroep open bij de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen.»

Art. 19. L'article 2 de la loi du 22 avril 1960 portant approbation de l'Arrangement relatif aux marins réfugiés, signé à La Haye le 23 novembre 1957, est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 2. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est seul compétent pour décider de la qualité de marin réfugié des personnes invoquant le bénéfice de l'Arrangement; la décision du Commissaire général n'est susceptible de recours qu'auprès de la Commission permanente de recours des réfugiés.»

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — MM. Lallemand et Moureaux proposent l'insertion d'un article 19bis (nouveau), libellé comme suit:

«L'article 12 de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique, modifié par la loi du 9 juillet 1971, est complété par le texte suivant:

«Des avances couvrant les frais de l'aide sociale octroyée à des personnes demandant ou ayant le statut de réfugié ainsi que les frais administra-

tifs qu'entraîne l'octroi de cette aide sont accordés par l'Etat aux Centres publics d'aide sociale qui en font la demande dans les conditions et selon les modalités fixées par le Roi.

Les demandes d'aide sociale émanant de personnes demandant ou ayant le statut de réfugié, qui ne sont pas couvertes par des avances faites aux CPAS qui en font la demande, émanent au budget de l'Etat. Elles doivent être introduites auprès d'un service créé et organisé par le Roi au sein du ministère ayant l'aide sociale aux réfugiés dans ses attributions.»

« Artikel 12 van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1971, wordt aangevuld als volgt:

«Voorschotten voor het dekken van de kosten voor de sociale bijstand verleend aan personen die het statuut van vluchteling aanvragen of bezitten, alsook de administratieve kosten die het verlenen van deze bijstand met zich brengt, worden door de Staat toegestaan aan de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn die erom verzoeken onder de voorwaarden en volgens de regels bepaald door de Koning.

De aanvragen om sociale bijstand uitgaande van personen die het statuut van vluchteling aanvragen of bezitten, komen ten laste van de rijksbegroting indien zij niet zijn gedekt door de voorschotten aan de OCMW's die erom verzoeken.

De aanvragen moeten worden ingediend bij een dienst die wordt opgericht en georganiseerd door de Koning bij het ministerie dat bevoegd is voor de sociale bijstand aan vluchtelingen.»

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, je me réfère purement et simplement à la justification écrite de l'amendement.

Il en a été débattu et je ne vois aucune raison d'en renouveler maintenant la motivation.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, j'ai dû demander le rejet de cet amendement. Je le trouve tout à fait sympathique et il est vrai que les CPAS éprouvent de grandes difficultés, mais ceci relève de la politique générale du gouvernement et non du ministre de la Justice.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Art. 20. Worden opgeheven:

1^o De artikelen 5 en 6 van de wet van 26 juni 1953 houdende goedkeuring van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen en van de Bijlagen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951;

2^o De artikelen 3 en 4 van de wet van 12 mei 1960 houdende goedkeuring van het Verdrag betreffende de status van staatlozen, en van de Bijlagen, ondertekend te New York op 28 september 1954;

3^o Het ministerieel besluit van 22 februari 1954, waarbij de minister van Buitenlandse Zaken, met toepassing van artikel 5 van de wet van 26 juni 1953 houdende goedkeuring van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, en van de Bijlagen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951, zijn bevoegdheid om de hoedanigheid van vluchteling te erkennen, heeft overgedragen aan de vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen.

Art. 20. Sont abrogés:

1^o Les articles 5 et 6 de la loi du 26 juin 1953 portant approbation de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, et des Annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951;

2^o Les articles 3 et 4 de la loi du 12 mai 1960 portant approbation de la Convention relative au statut des apatrides, et des Annexes, signées à New York le 28 septembre 1954;

3° L'arrêté ministériel du 22 février 1954 par lequel le ministre des Affaires Etrangères a, en application de l'article 5 de la loi du 26 juin 1953 portant approbation de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, et des Annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951, délégué au représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, sa compétence pour reconnaître la qualité de réfugié.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 21. Deze wet vindt, zodra ze in werking is gesteld, toepassing op alle toestanden die in de bepalingen ervan worden bedoeld.

De vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen blijft evenwel bevoegd om kennis te nemen van de aanvragen tot erkenning of bevestiging van de hoedanigheid van vluchteling die ingediend zijn voor de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 21. Dès sa mise en vigueur, la présente loi est applicable à toutes les situations visées par ses dispositions.

Toutefois, le représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés reste compétent pour connaître des demandes de reconnaissance ou de confirmation de la qualité de réfugié introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 22. De beslissingen betreffende de hoedanigheid van vluchteling die voor de inwerkingtreding van deze wet genomen zijn door de vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen, blijven gehandhaafd.

Art. 22. Les décisions relatives à la qualité de réfugié, qui ont été prises par le représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont maintenues.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 23. Gedurende een periode van drie maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze wet, worden de aanvragen tot erkenning of bevestiging van de hoedanigheid van vluchteling die gericht zijn aan de vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen, onmiddellijk overgemaakt aan de minister van Justitie of zijn gemachtigde.

Zij worden geacht ingediend te zijn voor een van de overheden bedoeld in artikel 50 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, op de dag dat zij bij de vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen ingediend zijn.

Art. 23. Pendant une période de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les demandes de reconnaissance ou de confirmation de la qualité de réfugié, adressées au représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, sont transmises immédiatement au ministre de la Justice ou à son délégué.

Elle sont présumées avoir été introduites auprès d'une des autorités visées à l'article 50 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à la date de leur présentation au représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 24. De Koning kan de bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen coördineren met de bepalingen welke deze, op het tijdstip van de coördinatie, uitdrukkelijk of impliciet zouden gewijzigd hebben.

Daartoe kan Hij:

1° De volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2° De verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3° De redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen, zonder afbreuk te doen aan de beginselen welke in deze bepalingen vervat zijn.

Art. 24. Le Roi peut coordonner les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies.

A cette fin, Il peut:

1° Modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° Modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° Modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 25. De bepalingen van deze wet treden in werking op de door de Koning vast te stellen data en uiterlijk op de eerste dag van de zevende maand volgend op die gedurende welke ze is bekendgemaakt.

Art. 25. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur aux dates qui seront fixées par le Roi et au plus tard le premier jour du septième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel hebben later plaats.

PROJET DE LOI CONTENANT LE REGLEMENT DEFINITIF DES BUDGETS DES SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT ET D'ORGANISMES D'INTERET PUBLIC POUR L'ANNEE 1981 OU POUR DES ANNEES ANTERIEURES

PROJET DE LOI CONTENANT LE REGLEMENT DEFINITIF DES BUDGETS DES SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT ET D'ORGANISMES D'INTERET PUBLIC POUR L'ANNEE 1982 OU POUR DES ANNEES ANTERIEURES

Discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE EINDREGELING VAN DE BEGROTINGEN VAN DE DIENSTEN VAN ALGEMEEN BESTUUR VAN DE STAAT EN VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VOOR HET JAAR 1981 OF VOORGAANDE JAREN

ONTWERP VAN WET HOUDENDE EINDREGELING VAN DE BEGROTINGEN VAN DE DIENSTEN VAN ALGEMEEN BESTUUR VAN DE STAAT EN VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN HET JAAR 1982 OF VOORGAANDE JAREN

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration

générale de l'Etat et d'organismes d'intérêt public pour les années 1981 et 1982, ou pour des années antérieures.

Wij vatten de beraadslaging aan over de ontwerpen van wet houdende eindregeling van de begrotingen van de diensten van algemeen bestuur van de Staat en van instellingen van openbaar nut van de jaren 1981 en 1982 of voorgaande jaren.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

Mme Buyse se réfère à son rapport.

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, le ministre du Budget a signalé à cet égard, ce qui est assez amusant venant de sa part, que la remise de ces comptes six ans après l'année budgétaire était illégale. C'est ce que j'ai lu dans le rapport qu'il a présenté devant la commission des Finances.

Je me permets donc de me référer à l'autorité du ministre du Budget pour faire observer que les comptes doivent être établis dans un délai infiniment plus court. Il faut bien admettre qu'un retard de cinq ou six ans est excessif.

M. le Président. — Ce n'est pourtant déjà pas mal vu nos habitudes! (*Sourires.*)

M. Lallemand. — En effet, si les derniers retards en matière budgétaire se répètent, on peut s'attendre à ce que, dans dix ans, les comptes de 1983 ne soient pas encore disponibles.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene bespreking gesloten en gaan wij over tot de beraadslaging over de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE REGLEMENT DEFINITIF DES BUDGETS DES SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT ET D'ORGANISMES D'INTERET PUBLIC POUR L'ANNEE 1981 OU POUR DES ANNEES ANTERIEURES

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE EINDREGELING VAN DE BEGROTINGEN VAN DE DIENSTEN VAN ALGEMEEN BESTUUR VAN DE STAAT EN VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN HET JAAR 1981 OF VOORGAANDE JAREN

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1981 ou pour des années antérieures.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende eindregeling van de begrotingen van de diensten van algemeen bestuur van de Staat en van instellingen van openbaar nut van het jaar 1981 of voorgaande jaren.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de bespreking van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir documents nos 559-1 et 2, session 1986-1987, du Sénat, et document no 384-1, session 1985-1986, de la Chambre des représentants.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stukken nrs. 559-1 en 2, zitting 1986-1987, van de Senaat, en stuk nr. 384-1, zitting 1985-1986, van de Kamer van volksvertegenwoordigers.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

TITRE I. — Année budgétaire 1981

Chapitre I. — Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des engagements

Article 1^{er}. Les engagements de dépenses effectués à charge des crédits de l'année budgétaire 1981 s'élèvent, d'après le tableau A ci-joint, colonne 7, à la somme de 67 981 113 988 francs. Ce montant se décompose comme suit :

- Opérations courantes : 14 740 821 457 francs;
- Opérations de capital : 53 240 292 531 francs.

TITEL I. — Begrotingsjaar 1981

Hoofdstuk I. — Vastleggingen gedaan ter uitvoering van de begroting

§ 1. Vaststelling van de vastleggingen

Artikel 1. De vastleggingen van uitgaven uitgevoerd ten laste van de kredieten van het begrotingsjaar 1981 belopen overeenkomstig de bijgaande tabel A, kolom 7, de som van 67 981 113 988 frank. Dit bedrag bevat :

- Lopende verrichtingen : 14 740 821 457 frank;
- Kapitaalverrichtingen : 53 240 292 531 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

§ 2. Fixation des crédits d'engagement

Art. 2. Les crédits d'engagement dont les départements peuvent disposer pour les engagements de l'année budgétaire 1981 s'élèvent à 104 719 514 209 francs (tableau annexe A, colonne 6). Se décomposant comme suit :

- Opérations courantes : 28 275 200 016 francs;
- Opérations de capital : 76 444 314 193 francs.

Cette somme comprend :

	Opérations courantes	Opérations de capital
1 ^o Les crédits d'engagement primitifs alloués par les lois budgétaires	F 26 091 400 000	52 157 100 000
2 ^o Les ajustements de crédits :		
— Augmentations	2 569 000 000	2 644 200 000
— Diminutions	— 2 463 600 000	— 1 997 000 000
3 ^o Les reports de l'année budgétaire 1980 à 1981 en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963	2 078 400 016	23 640 014 193
(tableau A, colonnes 2, 3, 4 et 5.)		

§ 2. Vaststelling van de vastleggingskredieten

Art. 2. De vastleggingskredieten beschikbaar ten behoeve van de ministeriële departementen voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1981 belopen in totaal 104 719 514 209 frank (overeenkomstig dezelfde tabel A, kolom 6). Onder te verdelen in :

- Lopende uitgaven : 28 275 200 016 frank;
- Kapitaaluitgaven : 76 444 314 193 frank.

Dit bedrag bevat :

Lopende verrichtingen	Kapitaalverrichtingen
—	—

1 ^o De oorspronkelijke vastleggingskredieten toegestaan bij de begrotingswetten. . . . F	26 091 400 000	52 157 100 000
2 ^o De aanpassing van de kredieten:		
— Verhogingen	2 569 000 000	2 644 200 000
— Verminderings	- 2 463 600 000	- 1 997 000 000
3 ^o De overgedragen kredieten van het begrotingsjaar 1980 naar 1981 bij toepassing van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963	2 078 400 016	23 640 014 193

(tabel A, kolommen 2, 3, 4 en 5.)

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Le montant total des crédits d'engagement alloués pour l'année budgétaire 1981 est réduit, conformément au tableau A, colonnes 9 et 10 des:

1 ^o Crédits d'engagement reportés à l'année budgétaire 1982 en application des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 F	13 340 778 559	22 778 880 052
Total F	36 119 658 611	
2 ^o Crédits d'engagement restés disponibles et annulés définitivement F	193 600 000	425 141 610
Total F	618 741 610	

Art. 3. De in totaal voor het begrotingsjaar 1981 verleende vastleggingskredieten worden overeenkomstig tabel A, kolommen 9 en 10, vermindert met:

1 ^o Vastleggingskredieten die bij toepassing van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 naar het begrotingsjaar 1982 worden overgedragen F	13 340 778 559	22 778 880 052
Totaal F	36 119 658 611	
2 ^o Beschikbaar gebleven en definitief geannuleerde vastleggingskredieten F	193 600 000	425 141 610
Totaal F	618 741 610	

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Par suite des dispositions contenues dans les articles 2 et 3 ci-dessus, les crédits d'engagement définitifs de l'année budgétaire 1981 sont fixés à 67 981 113 988 francs. Ce montant se décompose comme suit:

- Opérations courantes: 14 740 821 457 francs;
- Opérations de capital: 53 240 292 531 francs.

Ces sommes sont égales aux engagements enregistrés à charge de l'année budgétaire (tableau A, colonnes 7 et 11).

Art. 4. Ingevolge de bepalingen vervat in de bovengenoemde artikelen 2 en 3 worden de definitieve vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1981 vastgesteld op 67 981 113 988 frank. Dit bedrag bevat:

- Lopende verrichtingen: 14 740 821 457 frank;
- Kapitaalverrichtingen: 53 240 292 531 frank.

Die sommen zijn gelijk aan de ten laste van het begrotingsjaar geboekte vastleggingen (tabel A, kolommen 7 en 11).

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des recettes

Art. 5. Les droits constatés au profit de l'Etat sur l'année budgétaire 1981 s'élèvent d'après le tableau B ci-annexé, colonne 3, à la somme de 1 268 965 583 826 francs. Ce montant se subdivise comme suit:

- Recettes courantes: 1 111 301 515 148 francs;
- Recettes de capital: 14 326 838 490 francs;
- Produit des emprunts: 143 337 230 188 francs.

(tableau B, colonne 3.)

Hoofdstuk II. — Ontvangsten en uitgaven gedaan ter uitvoering van de begroting

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten

Art. 5. De op het begrotingsjaar 1981 ten behoeve van de Staat vastgestelde rechten bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel B, kolom 3, de som van 1 268 965 583 826 frank. Deze som is vastgesteld als volgt:

- Lopende ontvangsten: 1 111 301 515 148 frank;
- Kapitaalontvangsten: 14 326 838 490 frank;
- Opbrengst der leningen: 143 337 230 188 frank.

(tabel B, kolom 3.)

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Les recettes imputées sur la même année budgétaire sont fixées à 1 167 778 582 353 francs. Cette somme se décompose comme suit:

- Recettes courantes: 1 010 520 061 413 francs;
- Recettes de capital: 13 921 290 752 francs;
- Produit des emprunts: 143 337 230 188 francs.

(tableau B, colonne 4.)

Art. 6. De op hetzelfde begrotingsjaar aangerekende ontvangsten worden vastgesteld op 1 167 778 582 353 frank. Deze som is vastgesteld als volgt:

- Lopende ontvangsten: 1 010 520 061 413 frank;
- Kapitaalontvangsten: 13 921 290 752 frank;
- Opbrengst der leningen: 143 337 230 188 frank.

(tabel B, kolom 4.)

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Les droits constatés restant à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 101 187 001 473 francs. Cette somme se décompose comme suit:

a) Droits annulés ou portés en surséance indéfinie:

— Recettes courantes F	30 919 054
— Recettes de capital	3 097 913

Total F	34 016 967
-------------------	------------

b) Droits reportés à l'année budgétaire suivante:

— Recettes courantes F	100 750 534 681
— Recettes de capital	402 449 825

Total F	101 152 984 506
-------------------	-----------------

(tableau B, colonnes 5, 6 et 7.)

Art. 7. De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 101 187 001 473 frank. Deze som wordt onderverdeeld als volgt:

a) Geannuleerd of in onbepaald uitstel gebrachte rechten:

— Lopende ontvangsten . . . F	30 919 054
-------------------------------	------------

— Kapitaalontvangsten . . .	3 097 913
Totaal F	34 016 967
b) Naar het volgende begrotingsjaar overgedragen rechten:	
— Lopende ontvangsten . . F	100 750 534 681
— Kapitaalontvangsten . . .	402 449 825
Totaal F	101 152 984 506

(tabel B, kolommen 5, 6 en 7.)

— Adopté.
Aangenomen.

§ 2. Fixation des dépenses

Art. 8. Les opérations imputées à charge de l'année budgétaire 1981 sont arrêtées comme suit:
(tableau C, colonnes 8, 9 et 10.)

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
A. Pour les dépenses courantes:		
1 ^o Prestations d'années antérieures F	46 185 698 369	599 996 719
2 ^o Prestations de l'année en cours	1 227 167 726 007	20 810 855 777
Total F	1 273 353 424 376	21 410 852 496
Total général . . . F	1 294 764 276 872	
B. Pour les dépenses de capital:		
1 ^o Prestations d'années antérieures F	2 667 289 790	9 709 877 724
2 ^o Prestations de l'année en cours	124 571 222 442	44 639 920 461
Total F	127 238 512 232	54 349 798 185
Total général . . . F	181 588 310 417	
C. Pour l'amortissement de la dette publique:		
1 ^o Prestations d'années antérieures F	—	—
2 ^o Prestations de l'année en cours	74 458 656 565	—
Total F	74 458 656 565	—
Total général . . F	1 475 050 593 173	75 760 650 681
F	1 550 811 243 854	

§ 2. Vaststelling van de uitgaven

Art. 8. De tijdens het begrotingsjaar 1981 aangerekende verrichtingen worden vastgesteld als volgt:
(tabel C, kolommen 8, 9 en 10.)

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancingskredieten
A. Voor de lopende uitgaven:		
1 ^o Prestaties van de vorige jaren F	46 185 698 369	599 996 719

2 ^o Prestaties van het lopend jaar	1 227 167 726 007	20 810 855 777
Totaal F	1 273 353 424 376	21 410 852 496

Algemeen totaal . . F 1 294 764 276 872

B. Voor de kapitaaluitgaven:

1 ^o Prestaties van de vorige jaren F	2 667 289 790	9 709 877 724
2 ^o Prestaties van het lopend jaar	124 571 222 442	44 639 920 461
Totaal F	127 238 512 232	54 349 798 185

Algemeen totaal . . F 181 588 310 417

C. Voor de aflossingen van de Rijksschuld:

1 ^o Prestaties van de vorige jaren F	—	—
2 ^o Prestaties van het lopend jaar	74 458 656 565	—
Totaal F	74 458 656 565	—

F 74 458 656 565

Algemeen totaal . F 1 475 050 593 173 75 760 650 681

F 1 550 811 243 854

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9.

Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
—	—

Les paiements effectués, justifiés ou régularisés à charge de l'année budgétaire 1981 s'établissent comme suit . F 1 372 946 700 813 75 446 159 469

F 1 448 392 860 282

(tableau C, colonne 11.)

Art. 9.

Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancingskredieten
—	—

De ten laste van het begrotingsjaar 1981 uitgevoerde betalingen, verantwoord of geregulariseerd, belopen . F 1 372 946 700 813 75 446 159 469

F 1 448 392 860 282

(tabel C, kolom 11.)

— Adopté.

Aangenomen

Art. 10.

Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
—	—

Les paiements imputés à charge du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante en application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 s'élèvent

à F	102 103 892 360	314 491 212
F	102 418 383 572	

(tableau C, colonne 12, et tableau D.)

Art. 10.

Niet-gesplitste kredieten	Ordonnance-ringskredieten
---------------------------	---------------------------

De ten laste van de begroting aangerekende betalingen waarvan bij toepassing van artikel 32 van de wet van 28 juni 1963, de verantwoording of de regularisatie naar een volgend jaar wordt verwezen, belopen. F

102 103 892 360	314 491 212
F	102 418 383 572

(tabel C, kolom 12, en tabel D.)

— Adopté.

Aangenomen

§ 3. Fixation des crédits de paiement

Art. 11. Les crédits de paiement ouverts aux départements ministériels pour l'année budgétaire 1981 s'élèvent au total à 1 649 463 061 181 francs (tableau C, colonne 7). Ce montant comprend:

1° Une somme de crédits de paiement alloués par les lois budgétaires se décomposant comme suit: 1 511 762 400 000 francs.

a) Budgets primitifs (tableau C, colonne 3).

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
— Opérations courantes . . . F	1 173 810 383 435	20 582 400 000
— Opérations de capital . . .	107 043 800 000	47 045 000 000
— Amortissements de la Dette publique	77 237 216 565	—
Total F	1 358 091 400 000	67 627 400 000

Total général . . . F 1 425 718 800 000

b) Ajustement des crédits (tableau C, colonnes 4 et 5).

1° Augmentations:

— Opérations courantes . . . F	100 604 000 000	218 000 000
— Opérations de capital . . .	13 185 700 000	3 082 200 000
— Amortissements de la Dette publique	10 600 000	—
Total F	113 800 300 000	3 300 200 000

Total général . . . F 117 100 500 000

2° Diminutions:

— Opérations courantes . . . F	— 15 682 800 000	— 2 449 000 000
— Opérations de capital . . .	— 7 814 100 000	— 2 494 900 000
— Amortissements de la Dette publique	— 2 616 100 000	—

Total F — 26 113 000 000 — 4 943 900 000

Total général . . . F — 31 056 900 000

2° Reports de crédits de paiement en application des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 sur la comptabilité de l'Etat et en vertu de dispositions spéciales:

— Opérations courantes . . . F	62 638 677 971	3 918 242 369
— Opérations de capital . . .	43 387 240 578	27 630 882 265

— Amortissements de la Dette publique	125 617 998	—
Total F	106 151 536 547	31 549 124 634

Total général . . . F 137 700 661 181

(tableau C, colonne 6.)

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten

Art. 11. De betalingskredieten geopend ten behoeve van de ministeriële departementen voor het begrotingsjaar 1981 belopen in totaal 1 649 463 061 181 frank (tabel C, kolom 7). Dat bedrag omvat:

1° Een som van betalingskredieten toegestaan bij de begrotingswetten, samengesteld als volgt: 1 511 762 400 000 frank

a) Oorspronkelijke begroting (tabel C, kolom 3).

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnance-ringskredieten
— Lopende verrichtingen . . . F	1 173 810 383 435	20 582 400 000
— Kapitaalverrichtingen . . .	107 043 800 000	47 045 000 000
— Aflossingen van de Rijks-schuld	77 237 216 565	—
Totaal F	1 358 091 400 000	67 627 400 000

Algemeen totaal . . . F 1 425 718 800 000

b) Aanpassing van de kredieten (tabel C, kolommen 4 en 5).

1° Verhogingen:

— Lopende verrichtingen . . . F	100 604 000 000	218 000 000
— Kapitaalverrichtingen . . .	13 185 700 000	3 082 200 000
— Aflossingen van de Rijks-schuld	10 600 000	—
Totaal F	113 800 300 000	3 300 200 000

Algemeen totaal . . . F 117 100 500 000

2° Verminderingen:

— Lopende verrichtingen . . . F	— 15 682 800 000	— 2 449 000 000
— Kapitaalverrichtingen . . .	— 7 814 100 000	— 2 494 900 000
— Aflossingen van de Rijks-schuld	— 2 616 100 000	—
Totaal F	— 26 113 000 000	— 4 943 900 000

Algemeen totaal . . . F — 31 056 900 000

2° Overdrachten van betalingskredieten bij toepassing van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de rijkscomptabiliteit en van bijzondere wetsbepalingen:

— Lopende verrichtingen . . . F	62 638 677 971	3 918 242 369
— Kapitaalverrichtingen . . .	43 387 240 578	27 630 882 265
— Aflossingen van de Rijks-schuld	125 617 998	—
Totaal F	106 151 536 547	31 549 124 634

Algemeen totaal . . . F 137 700 661 181

(tabel C, kolom 6.)

— Adopté.

Aangenomen

Art. 12. Le montant des crédits de paiement alloués pour l'année budgétaire 1981 est réduit:

1° Des crédits de paiement non utilisés dont le report a lieu en application des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 et en vertu de dispositions spéciales, crédits se décomposant comme suit:

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
— Opérations courantes . . . F	49 593 095 541	858 186 445

— Opérations de capital . . .	26 229 644 185	20 565 835 092
— Amortissements de la Dette publique	173 060 000	—
Total F	75 995 799 726	21 424 021 537

Total F 97 419 821 263

2° Des crédits de paiement restés disponibles et qui sont annulés:

— Opérations courantes . . . F	6 118 251 019	603 428
— Opérations de capital . . .	2 338 083 957	347 967 450
— Amortissements de la Dette publique	125 617 998	—

Total F 8 581 952 974 348 570 878

Total F 8 930 523 852

Les reports et annulations de crédits de paiement se montent à F	84 577 752 700	21 772 592 415
--	----------------	----------------

Total F 106 350 345 115

(tableau C, colonnes 14 et 15.)

Art. 12. Het bedrag van de voor het begrotingsjaar 1981 verleende betalingskredieten wordt verminderd met:

1° Niet-gebruikte betalingskredieten waarvan de overdracht geschiedt overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 en krachtens speciale wetsbepalingen, kredieten samengesteld als volgt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceskredieten
— Lopende verrichtingen . . . F	49 593 095 541	858 186 445
— Kapitaalverrichtingen . . .	26 229 644 185	20 565 835 092
— Aflossingen van de Rijks-schuld	173 060 000	—
Totaal F	75 995 799 726	21 424 021 537

Totaal F 97 419 821 263

2° Beschikbaar gebleven betalingskredieten die worden geannuleerd:

— Lopende verrichtingen . . . F	6 118 251 019	603 428
— Kapitaalverrichtingen . . .	2 338 083 957	347 967 450
— Aflossingen van de Rijks-schuld	125 617 998	—

Totaal F 8 581 952 974 348 570 878

Totaal F 8 930 523 852

De overdrachten en annulaties van betalingskredieten bedragen F	84 577 752 700	21 772 592 415
---	----------------	----------------

Totaal F 106 350 345 115

(tabel C, kolommen 14 en 15.)

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 13. Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1981 effectuées au-delà ou en l'absence des crédits ouverts pour le service des budgets, des crédits complémentaires sont alloués comme suit:

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
— Dépenses courantes . . . F	7 694 509 530	—
— Dépenses de capital . . .	3 599 796	418 462

Total F 7 698 527 788

Ces crédits sont répartis, ainsi qu'indiqué aux tableaux C, colonne 13, et E.

Art. 13. Tot dekking van de uitgaven van het begrotingsjaar 1981 gedaan boven of buiten de kredieten uitgetrokken voor de dienst van de begrotingen, worden aanvullende kredieten toegekend als volgt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceskredieten
— Lopende verrichtingen . . . F	7 694 509 530	—
— Kapitaalverrichtingen . . .	3 599 796	418 462

Totaal F 7 698 527 788

Deze kredieten worden onderverdeeld zoals aangeduid in de tabellen C, kolom 13, en E.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 14. Par suite des dispositions contenues dans les articles 11, 12 et 13, les crédits définitifs de l'année budgétaire 1981 sont fixés comme suit:

— Dépenses courantes . . . F	1 273 353 424 376	21 410 852 496
— Dépenses de capital . . .	127 238 512 232	54 349 798 185
— Amortissements de la Dette publique	74 458 656 565	—

Total F 1 475 050 593 173 75 760 650 681

Total général . . . F 1 550 811 243 854

Ce montant est égal aux opérations imputées à charge de l'année budgétaire d'après le tableau C, colonne 16.

Art. 14. Ten gevolge van de bepalingen vervat in de artikelen 11, 12 en 13, worden de definitieve kredieten van het begrotingsjaar 1981 vastgesteld als volgt:

— Lopende verrichtingen . . . F	1 273 353 424 376	21 410 852 496
— Kapitaalverrichtingen . . .	127 238 512 232	54 349 798 185
— Aflossingen van de Rijks-schuld	74 458 656 565	—

Totaal F 1 475 050 593 173 75 760 650 681

Algemeen totaal . . . F 1 550 811 243 854

Die som is gelijk aan de ten laste van het begrotingsjaar aangerekende verrichtingen, volgens tabel C, kolom 16.

— Adopté.

Aangenomen.

§ 4. Fixation du résultat général du budget de l'année budgétaire 1981

Art. 15. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1981 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit:

A. Opérations courantes:

Recettes fixées à l'article 6 F	1 010 520 061 413
Dépenses fixées à l'article 8	1 294 764 276 872

Excédent des dépenses tel qu'il apparaît au tableau F ci-annexé F	284 244 215 459
---	-----------------

B. Opérations de capital:

Recettes fixées à l'article 6 F	13 921 290 752
Dépenses fixées à l'article 8	181 588 310 417

Excédent des dépenses (tableau F) F	167 667 019 665
---	-----------------

C. Opérations de la dette publique:

Recettes: produits d'emprunts (art. 6) F	143 337 230 188
Dépenses: amortissements d'emprunts (art. 8) . . .	74 458 656 565

Excédent de dépenses (tableau F) F	68 878 573 623
--	----------------

D. Opérations réunies:

Recettes F	1 167 778 582 353
Dépenses	1 550 811 243 854

Excédent de dépenses pour l'année budgétaire 1981 F	383 032 661 501
---	-----------------

Cette somme vient en augmentation du montant des dépenses ordonnancées au-delà des ressources budgétaires à la clôture de l'année budgétaire 1980, soit F 630 466 465 463

F 1 013 499 126 964

Cette dernière somme sera transférée au compte de l'année budgétaire 1982.

§ 4. Vaststelling van de algemene eindcijfers van de begroting van het begrotingsjaar 1981

Art. 15. De algemene eindcijfers van de begroting van het begrotingsjaar 1981 worden definitief vastgesteld als volgt:

A. Lopende verrichtingen:

Ontvangsten onder artikel 6 F 1 010 520 061 413
Uitgaven onder artikel 8 1 294 764 276 872

Tekort zoals blijkt uit bijgaande tabel F . . . F 284 244 215 459

B. Kapitaalverrichtingen:

Ontvangsten onder artikel 6 F 13 921 290 752
Uitgaven onder artikel 8 181 588 310 417

Tekort (tabel F) F 167 667 019 665

C. Verrichtingen der Rijksschuld:

Ontvangsten: opbrengst der leningen (art. 6) . F 143 337 230 188
Uitgaven: aflossing van de Rijksschuld (art. 8) . . 74 458 656 565

Ontvangstenexcedent (tabel F) F 68 878 573 623

D. Alle verrichtingen samen:

Ontvangsten F 1 167 778 582 353
Uitgaven 1 550 811 243 854

Tekort voor het begrotingsjaar 1981 F 383 032 661 501

Deze som komt in meerdering van het bedrag van de uitgaven geordonnanceerd boven de begrotingsmiddelen bij het afsluiten van het begrotingsjaar 1980 F 630 466 465 463

F 1 013 499 126 964

Deze laatste som zal naar de rekening van het begrotingsjaar 1982 worden overgedragen

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre III. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Art. 16. Le règlement définitif de la section particulière du budget de l'année 1981 est arrêté comme suit (tableau G):

1° Recettes: 403 244 006 275 francs;

2° Dépenses: 392 388 575 152 francs.

La justification ou la régularisation d'une partie de ces dépenses s'élevant à 29 073 377 463 francs est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963.

3° Excédent des recettes: 10 855 431 123 francs.

Cet excédent des recettes vient en augmentation du solde existant à la clôture de l'année budgétaire précédente, soit 49 266 420 327 francs.

Le résultat définitif ainsi obtenu, soit 60 121 851 450 francs se décompose en un total de:

— Soldes créditeurs: 70 953 228 078 francs;

— Soldes débiteurs: 10 831 376 628 francs.

Il est transféré, dans cette décomposition, au compte de l'année budgétaire 1982.

Hoofdstuk III. — Ontvangsten en uitgaven gedaan ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting

Art. 16. De eindregeling van de afzonderlijke sectie van de begroting wordt voor het jaar 1981 vastgesteld als volgt (tabel G):

1° Ontvangsten: 403 244 006 275 frank.

2° Uitgaven: 392 388 575 152 frank.

De verantwoording of regularisatie van een gedeelte van die uitgaven, groot 29 073 377 463 frank wordt, bij toepassing van artikel 32 van de wet van 28 juni 1963, naar een volgend jaar verwezen.

3° Ontvangstenexcedent: 10 855 431 123 frank.

Dat ontvangstenexcedent komt in meerdering van het overschot vastgesteld bij het afsluiten van het voorgaande begrotingsjaar groot 49 266 420 327 frank.

Het aldus bekomen eindresultaat groot 60 121 851 450 frank is samengesteld uit een totaal van:

— Creditsaldi: 70 953 228 078 frank;

— Debetsaldi: 10 831 376 628 frank.

In die samenstelling wordt het overgedragen naar de rekening van het begrotingsjaar 1982.

— Adopté.

Aangenomen.

TITRE II. — Opérations effectuées en exécution des budgets des organismes d'intérêt public de catégorie A, énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954

Chapitre I. — Années antérieures

Art. 17. Année 1973.

§ 1. Fonds des Routes (institué par la loi du 9 août 1955)

Le règlement définitif du budget du Fonds des Routes, s'établit pour l'année de gestion 1973 ainsi qu'il suit:

a) Engagements:

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Travaux publics dans les limites des crédits d'engagement:

1° Alloués par l'article 14 de la loi du 25 juillet 1973 contenant le budget du ministère des Travaux publics pour l'année 1973. F 14 003 000 000
2° Reportés de l'année 1972 8 803 090 383

Ensemble F 22 806 090 383

Se montent à la somme de 10 851 272 864 francs ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 5.

Les crédits d'engagement excédant les engagements soit 11 954 817 519 francs sont transférés à l'année de gestion suivante (voir tableau K, colonne 6).

b) Recettes:

Les recettes enregistrées dans ledit compte et prévues par l'article 14 de la loi précitée du 25 juillet 1973 s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à la somme de 29 610 226 878 francs.

c) Dépenses:

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1° Alloués par l'article 14 de la loi précitée du 25 juillet 1973 F 28 398 525 000
2° Reportés de l'année 1972 978 151 527
3° Ajoutés pour les dépenses faites au-delà du montant initial des crédits non limitatifs . . . 6 991 732 721
4° A allouer pour les dépenses faites au-delà des crédits limitatifs 40 198 908

Ensemble F 36 408 608 156

S'élèvent à la somme de 29 939 555 477 francs ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 11.

Les crédits de paiement qui dépassent les dépenses, soit 6 469 052 679 francs, sont annulés pour 1 136 391 856 francs, sont reportés à l'année 1974 pour 5 332 660 823 francs (voir tableau K, colonnes 9 et 10).

d) Résultat général:

Le résultat définitif du budget de l'année 1973 s'établit comme suit:

Recettes (littera b)	F	29 610 226 878
Dépenses (littera c)		29 939 555 477

Solde négatif F 329 328 599

Lequel, si on tient compte de l'excédent des dépenses sur les recettes existant à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 63 528 685 francs, fait apparaître, au 31 décembre 1973 comme résultat budgétaire, un excédent de dépenses de 392 857 284 francs.

e) Budget pour ordre:

En vertu de l'article 14 de la loi précitée du 25 juillet 1973, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées à 20 875 000 francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1973 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes	F	276 030 263
Dépenses		275 850 378

Excédent de recettes F 179 885

Qui, compte tenu de l'excédent des recettes sur les dépenses au 31 décembre 1972, soit 53 996 662 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1973 à 54 176 547 francs.

Année 1974.

§ 2. Fonds des Routes
(institué par la loi du 9 août 1955)

Le règlement définitif du budget du Fonds des Routes, s'établit pour l'année de gestion 1974 ainsi qu'il suit:

a) Engagements:

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Travaux publics dans les limites des crédits d'engagement:

1° Alloués par l'article 14 de la loi du 25 juillet 1974 contenant le budget du ministère des Travaux publics pour l'année 1974.	F	14 000 000 000
2° Reportés de l'année 1973		11 954 817 519
Ensemble	F	25 954 817 519

Se montent à la somme de 10 619 997 652 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 5.

Les crédits d'engagement excédant les engagements soit 15 334 819 867 francs, sont transférés à l'année de gestion suivante (voir tableau K, colonne 6).

b) Recettes:

Les recettes enregistrées dans ledit compte et prévues par l'article 14 de la loi précitée du 25 juillet 1974 s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à la somme de 44 200 643 665 francs.

c) Dépenses:

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1° Alloués par l'article 14 de la loi précitée du 25 juillet 1974	F	30 665 189 000
2° Reportés de l'année 1973		5 332 660 823
3° Ajoutés pour les dépenses faites au-delà du montant initial des crédits non limitatifs		14 961 077 941
4° A allouer pour les dépenses effectuées au-delà des crédits limitatifs		415 347 982
Ensemble	F	51 374 275 746

S'élèvent à la somme de 41 873 812 706 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 11.

Les crédits de paiement qui dépassent les dépenses, soit 9 500 463 040 francs, sont annulés pour 1 173 114 632 francs, sont reportés à l'année 1975 pour 8 327 348 408 francs (voir tableau K, colonnes 9 et 10).

d) Résultat général:

Le résultat définitif du budget de l'année 1974 s'établit comme suit:

Recettes (littera b)	F	44 200 643 665
Dépenses (littera c)		41 873 812 706

Solde positif F 2 326 830 959

Lequel, si on tient compte de l'excédent des dépenses sur les recettes existant à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 392 857 284 francs, fait apparaître, au 31 décembre 1974 comme résultat budgétaire, un excédent de recettes de 1 933 973 675 francs.

e) Budget pour ordre:

En vertu de l'article 14 de la loi précitée du 25 juillet 1974, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées à 21 390 000 francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1974 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes	F	72 254 830
Dépenses		88 382 809

Excédent des dépenses F 16 127 979

Qui, compte tenu de l'excédent des recettes sur les dépenses au 31 décembre 1973, soit 54 176 547 francs, ramène l'excédent des recettes au 31 décembre 1974 à 38 048 68 francs.

Année 1978.

§ 3. Régie des Voies aériennes

(instituée par l'arrêté-loi du 20 novembre 1946)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Voies aériennes s'établit pour l'année de gestion 1978 ainsi qu'il suit:

a) Recettes:

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Communications et prévues par l'article 11 de la loi du 21 avril 1978 contenant le budget des Communications pour l'année budgétaire 1978 s'élèvent ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à 2 732 253 698 francs.

b) Dépenses:

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1° Alloués par l'article 11 de la loi du 21 avril 1978 précitée et valablement modifiés par les décisions ministérielles, soit	F	3 771 848 000
2° A allouer pour les dépenses effectuées au-delà du montant des crédits limitatifs		430 282

Ensemble F 3 772 278 282

Se montent à la somme de 3 194 081 866 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 8 ci-joint.

Les crédits de paiement excédant les dépenses, soit 578 196 416 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

c) Résultat général:

Le résultat général du budget de l'année 1978 s'établit comme suit:

Recettes (littera a)	F	2 732 253 698
Dépenses (littera b)		3 194 081 866

Excédent des dépenses F 461 828 168

Lequel, compte tenu de l'excédent des recettes existant à la clôture de l'année 1977, soit 1 810 624 409,73 francs, ramène l'excédent des recettes au 31 décembre 1978 à 1 348 796 241,73 francs.

d) Budget pour ordre:

En vertu de l'article 11 de la loi précitée du 21 avril 1978, contenant le budget des Communications pour l'année 1978, les recettes et les dépenses pour ordre sont respectivement évaluées à 155 000 000 de francs et 245 000 000 de francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1978 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes	F	173 287 717
--------------------	---	-------------

Dépenses 185 331 498

Excédent de dépenses F 12 043 781

Lequel, ajouté au solde débiteur constaté à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 31 030 101 francs, fait apparaître, au 31 décembre 1978, un excédent de dépenses de 43 073 882 francs.

TITEL II. — Verrichtingen gedaan ter uitvoering van de begrotingen der instellingen van openbaar nut van categorie A, opgesomd in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954

Hoofdstuk I. — Vorige jaren.

Art. 17. Jaar 1973.

§ 1. Wegenfonds
(ingesteld bij de wet van 9 augustus 1955)

De eindregeling van de begroting van het Wegenfonds, is voor het beheersjaar 1973, vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen:

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Openbare Werken opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 14 van de wet van 25 juli 1973 houdende de begroting van het ministerie van Openbare Werken voor het begrotingsjaar 1973 F 14 003 000 000
2° Overgedragen van het jaar 1972. 8 803 090 383

Samen F 22 806 090 383

Belopen de som van 10 851 272 864 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 5.

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 11 954 817 519 frank, werden naar het volgende beheersjaar overgedragen (zie tabel K, kolom 6).

b) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening en die bepaald zijn bij artikel 14 van de bovengenoemde wet van 25 juli 1973, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 29 610 226 878 frank.

c) Uitgaven:

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 14 van de bovenvermelde wet van 25 juli 1973 F 28 398 525 000
2° Overgedragen van het jaar 1972. 978 151 527
3° Toegevoegd voor de uitgaven gedaan boven het aanvankelijke bedrag niet-limitatieve kredieten 6 991 732 721
4° Toe te kennen voor de uitgaven gedaan boven de aanvankelijke limitatieve kredieten 40 198 908

Samen F 36 408 608 156

Belopen de som van 29 939 555 477 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 11.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 6 469 052 679 frank, worden geannuleerd voor 1 136 391 856 frank, naar het begrotingsjaar 1974 overgedragen voor 5 332 660 823 frank (zie tabel K, kolommen 9 en 10).

d) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1973 worden vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera b). F 29 610 226 878
Uitgaven (littera c) 29 939 555 477

Tekort F 329 328 599

Rekening houdend met het excédent van de uitgaven op de ontvangsten vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, zegge 63 528 685 frank, vertoont het begrotingsresultaat op 31 december 1973 een tekort van 392 857 284 frank.

e) Begroting voor orde:

Bij artikel 14 van de bovengenoemde wet van 25 juli 1973 worden de ontvangsten en de uitgaven voor orde geraamd op 20 875 00 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1973 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F 276 030 263
Uitgaven 275 850 378

Overschot F 179 885

Dat, gevoegd bij het ontvangstexcédent vastgesteld per 31 december 1972, zegge 53 996 662 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1973 opvoert tot 54 176 547 frank.

Jaar 1974.

§ 2. Wegenfonds
(ingesteld bij de wet van 9 augustus 1955)

De eindregeling van de begroting van het Wegenfonds, is voor het beheersjaar 1974, vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen:

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Openbare Werken opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 14 van de wet van 25 juli 1974 houdende de begroting van het ministerie van Openbare Werken voor het begrotingsjaar 1974 F 14 000 000 000
2° Overgedragen van het jaar 1973. 11 954 817 519

Samen F 25 954 817 519

Belopen de som van 10 619 997 652 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 5.

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 15 334 819 867 frank, werden naar het volgende beheersjaar overgedragen (zie tabel K, kolom 6).

b) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening en die bepaald zijn bij artikel 14 van de bovengenoemde wet van 25 juli 1974, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 44 200 643 665 frank.

c) Uitgaven:

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 14 van de bovenvermelde wet van 25 juli 1974 F 30 665 189 000
2° Overgedragen van het jaar 1973. 5 332 660 823
3° Toegevoegd voor de uitgaven gedaan boven het aanvankelijke bedrag niet-limitatieve kredieten 14 961 077 941
4° Toe te kennen voor de uitgaven gedaan boven de aanvankelijke limitatieve kredieten 415 347 982

Samen F 51 374 275 746

Belopen de som van 41 873 812 706 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 11.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 9 500 463 040 frank, worden geannuleerd voor 1 173 114 632 frank, naar het begrotingsjaar 1975 overgedragen voor 8 327 348 408 frank (zie tabel K, kolommen 9 en 10).

d) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1974 worden vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera b). F 44 200 643 665
Uitgaven (littera c) 41 873 812 706

Overschot F 2 326 830 959

Rekening houdend met het excédent van de uitgaven op de ontvangsten vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, zegge 392 857 284 frank, vertoont het begrotingsresultaat op 31 december 1974 een overschot groot 1 933 973 675 frank.

e) Begroting voor orde:

Bij artikel 14 van de bovengenoemde wet van 25 juli 1974 worden de ontvangsten en de uitgaven voor orde geraamd op 21 390 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1974 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	72 254 830
Uitgaven		88 382 809
Tekort	F	16 127 979

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld per 31 december 1973, zegge 54 176 547 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1974 terugbrengt tot 38 048 568 frank.

Jaar 1978.

§ 3. Regie der Luchtwegen
(ingesteld bij besluitwet van 20 november 1946)

De eindregeling van de begroting van de Regie der Luchtwegen is voor het beheersjaar 1978 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Verkeerswezen en die bepaald zijn bij artikel 11 van de wet van 21 april 1978 houdende de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1978 belopen, zoals blijkt uit bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 2 732 253 698 frank.

b) Uitgaven:

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten:

1 ^o Toegekend bij artikel 11 van de bovenvermelde wet van 21 april 1978 en geldig gewijzigd bij ministeriële beslissingen	F	3 771 848 000
2 ^o Toe te kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden		430 282
Samen	F	3 772 278 282

Belopen de som van 3 194 081 866 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 578 196 416 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het jaar 1978 zijn vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera a)	F	2 732 253 698
Uitgaven (littera b)		3 194 081 866
Tekort	F	461 828 168

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar 1977, zegge 1 810 624 409,73 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1978 terugbrengt tot 1 348 796 241,73 frank.

d) Begroting voor orde:

Bij artikel 11 van de bovenvermelde wet van 21 april 1978, houdende de begroting van Verkeerswezen voor het jaar 1978, worden de ontvangsten en uitgaven voor orde, respectievelijk geraamd op 155 000 000 frank en 245 000 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde voor het jaar 1978 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	173 287 717
Uitgaven		185 331 498
Tekort	F	12 043 781

Gevoegd bij het tekort vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, zegge 31 030 101 frank, vertoont op 31 december 1978 een tekort van 43 073 882 frank.

— Adopté.

Aangenomen

Chapitre II

Année courante

Art. 18.

§ 1^{er}. Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires (institué par l'arrêté du 14 décembre 1940) (prorogé par la loi du 12 juillet 1952)

Le règlement définitif du budget de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires, s'établit pour l'année de gestion 1981 ainsi qu'il suit:

a) Recettes:

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre de la Défense nationale et prévues par l'article 29 de la loi du 24 juillet 1981 contenant le budget du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1981 s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H, ci-annexé, colonne 3, à la somme de 159 417 892 francs.

b) Dépenses:

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1 ^o Alloués par l'article 29 de la loi du 24 juillet 1981 précitée	F	158 236 000
2 ^o Alloués par l'arrêté royal du 13 novembre 1981 portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit aux budgets du ministère de la Défense nationale et de la Gendarmerie pour l'année budgétaire 1981		1 920 000

Ensemble F 160 156 000

Se montent à la somme de 154 223 254 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 8.

Les crédits de paiement qui dépassent les dépenses, soit 5 932 746 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

c) Résultat général:

Le résultat définitif du budget de l'année 1981 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes (littera a)	F	159 417 892
Dépenses (littera b)		154 223 254
Excédent des recettes	F	5 194 638

Lequel, si l'on tient compte de l'excédent des recettes sur les dépenses existant à la clôture de l'année précédente, soit 14 831 562 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1981 à 20 026 200 francs.

§ 2. Régie des services frigorifiques de l'Etat belge (instituée par l'arrêté-loi du 14 novembre 1944)

Le règlement définitif du budget de la Régie des services frigorifiques de l'Etat belge s'établit pour l'année de gestion 1981 ainsi qu'il suit:

a) Recettes:

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Affaires économiques et prévues par l'article 22 de la loi du 16 juillet 1981 contenant le budget du ministère des Affaires économiques pour l'année budgétaire 1981 s'élèvent ainsi qu'il ressort du tableau H, colonne 3, ci-annexé, à 211 441 498 francs.

b) Dépenses:

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1 ^o Alloués par l'article 22 de la loi du 16 juillet 1981 précitée	F	423 744 000
2 ^o A allouer pour les dépenses faites au-delà des crédits limitatifs		12 640 638
Ensemble	F	436 384 638

Se montent à la somme de 176 230 262 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K ci-annexé, colonne 8.

Les crédits de paiement excédant les dépenses, soit 260 154 376 francs sont annulés (tableau K, colonne 10).

c) Résultat général:

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1981 s'établit comme suit :

Recettes (littera a)	F	211 441 498
Dépenses (littera b)		176 230 262

Excédent de recettes	F	35 211 236
--------------------------------	---	------------

d) Budget pour ordre :

En vertu de l'article 22 de la loi précitée du 16 juillet 1981 contenant le budget des Affaires économiques pour l'année 1981, les recettes et les dépenses pour ordre sont toutes deux évaluées à 3 100 000 francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1981, s'établit comme suit (voir tableau H) :

Recettes	F	800 916
Dépenses		800 685

Excédent de recettes	F	231
--------------------------------	---	-----

e) Résultat général cumulé :

Le résultat de l'année de gestion 1981 s'établit comme suit :

Budget : excédent de recettes	F	35 211 236
Budget pour ordre : excédent de recettes		231

Excédent de recettes	F	35 211 467
--------------------------------	---	------------

Lequel, augmenté de l'excédent des recettes sur les dépenses existant à la clôture de l'année 1980, soit 10 292 498 francs, porte l'excédent total des recettes à 45 503 965 francs.

§ 3. Régie des Postes
(instituée par la loi du 6 juillet 1971)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Postes s'établit pour l'année de gestion 1981 ainsi qu'il suit :

a) Engagements :

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, dans les limites des crédits d'engagement alloués par l'article 9 de la loi du 20 juillet 1981 contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1981 (1 367 900 000 francs), se montent à la somme de 1 359 040 937 francs ainsi qu'il ressort du tableau K ci-joint, colonne 5.

Les crédits d'engagement excédant les engagements, soit 8 859 063 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 7).

b) Recettes :

Les recettes enregistrées dans ledit compte prévues par l'article 9 de la loi précitée du 20 juillet 1981, s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H, colonne 3, ci-joint, à la somme de 36 312 395 582 francs.

c) Dépenses :

Les dépenses constatées dans ledit compte dans les limites des crédits de paiement :

1° Alloués par l'article 9 de la loi du 20 juillet 1981 précitée	F	38 647 320 000
2° Complément de provision (arrêté royal du 26 mars 1982)		341 500 000
3° Réduction des crédits prévue par la loi d'ajustement du 20 février 1982		1 434 346 000
4° Alloués en application de l'article 5 de la loi du 16 mars 1954		8 000 000
5° A allouer pour les dépenses effectuées au-delà du montant des crédits limitatifs		272 081 902
6° Ajoutés pour les dépenses faites au-delà du montant initial des crédits non limitatifs		2 324 851

Ensemble	F	37 836 880 753
--------------------	---	----------------

Se montent à la somme de 37 701 132 541 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K ci-annexé, colonne 8.

Les crédits de paiement excédant les dépenses, soit 135 748 212 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

d) Résultat général :

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1981 s'établit comme suit (voir tableau H) :

Recettes (littera b)	F	36 312 395 582
--------------------------------	---	----------------

Dépenses (littera c)		37 701 132 541
--------------------------------	--	----------------

Excédent des dépenses	F	1 388 736 959
---------------------------------	---	---------------

Ajouté au solde débiteur constaté à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 3 981 090 059 francs, fait apparaître un résultat budgétaire débiteur cumulé au 31 décembre 1981 de 5 369 827 018 francs.

e) Budget pour ordre :

En vertu de l'article 9 de la loi du 20 juillet 1981 contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année 1981, les recettes pour ordre sont évaluées à 13 814 975 000 000 francs et les dépenses pour ordre à 13 817 025 000 000 francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1981 s'établit comme suit (voir tableau H) :

Recettes	F	14 050 335 587 294
Dépenses		14 069 287 690 950

Excédent de dépenses	F	18 952 103 656
--------------------------------	---	----------------

Qui, compte tenu de l'excédent des recettes sur les dépenses au 31 décembre 1980, soit 231 662 825 308 francs, ramène l'excédent des recettes au 31 décembre 1981 à 212 710 721 652 francs.

§ 4. Régie des Transports maritimes
(instituée par la loi du 1^{er} juillet 1971)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Transports maritimes s'établit ainsi qu'il suit pour l'année de gestion 1981 :

a) Engagements :

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Travaux publics dans les limites des crédits d'engagement :

1° Alloués par l'article 15 de la loi du 31 juillet 1981 contenant le budget du ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1981	F	225 000 000
2° Alloués en application de l'article 5 de la loi du 16 mars 1954		95 900 000

Ensemble	F	320 900 000
--------------------	---	-------------

Se montent à la somme de 58 082 958 francs (voir tableau K, colonne 5).

Les crédits d'engagement excédant les engagements, soit 262 817 042 francs, sont annulés (tableau K, colonnes 2, 5 et 7).

b) Recettes :

Les recettes enregistrées dans ledit compte et prévues par l'article 15 de la loi du 31 juillet 1981 précitée, s'élèvent à 3 408 192 372 francs (tableau H, colonne 3).

c) Dépenses :

Les dépenses constatées dans ledit compte dans les limites des crédits de paiement :

1° Alloués par l'article 15 de la loi du 31 juillet 1981 précitée	F	4 157 405 000
2° Alloués en application de l'article 5 de la loi du 16 mars 1954		12 000 000

Ensemble	F	4 169 405 000
--------------------	---	---------------

Se montent à la somme de 3 910 954 499 francs.

Les crédits de paiement, excédant les dépenses, soit 258 450 501 francs, sont annulés (tableau K, colonnes 7, 8 et 10).

d) Résultat général :

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1981 s'établit comme suit :

Recettes (littera b)	F	3 408 192 372
Dépenses (littera c)		3 910 954 499

Solde négatif	F	502 762 127
-------------------------	---	-------------

Lequel, compte tenu de l'excédent des dépenses existant à la clôture de l'année précédente, soit 63 769 606 francs, fait apparaître au 31 décembre 1981, comme résultat budgétaire cumulé, un solde débiteur de 566 531 733 francs.

e) Budget pour ordre :

En vertu de l'article 15 de la loi précitée du 31 juillet 1981 contenant le budget des Communications, les recettes et les dépenses pour ordre, sont toutes deux évaluées à 1 298 267 000 francs.

Le règlement définitif du budget pour ordre de l'année 1981 est fixé comme suit (voir tableau H) :

Recettes	F	1 754 365 924
Dépenses		1 950 382 635

Solde négatif F 196 016 711

Qui compte tenu de l'excédent des recettes sur les dépenses au 31 décembre 1980, soit 345 957 988 francs, ramène l'excédent des recettes au 31 décembre 1981 à 149 941 277 francs.

§ 5. Fonds de construction d'institutions

hospitalières et médico-sociales

(créé par l'article 6 de la loi du 6 juillet 1973

modifiant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux)

Le règlement définitif du budget du Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales s'établit comme suit, pour l'année de gestion 1981 :

a) Engagements :

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre de la Santé publique et de la Famille, dans les limites des crédits d'engagement :

1° Alloués par l'article 14 de la loi du 23 mars 1981 contenant le budget du ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'année budgétaire 1981, soit F 5 040 000 000

Ce montant est réparti comme suit :

— Pour la Communauté flamande	F	2 600 000 000
— Pour la Communauté française		1 800 000 000
— Pour la Communauté germanophone		40 000 000
— Pour le secteur bicommunautaire		600 000 000

2° Reportés de l'année 1980 3 242 610 000

3° Alloués par des majorations de crédit de 20 100 000
(art. 4 de la loi du 22 juin 1982 contenant le budget des matières personnalisables de la Communauté germanophone pour l'année 1981).

4° Les diminutions de crédit de 963 000 000

dont :

— Pour la Communauté flamande par l'article 17 du décret du 16 juillet 1981 contenant le budget de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1981		32 000 000
— Pour la Communauté française par l'article 15 du décret du 10 juillet 1981 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1981		600 000 000
— Pour le secteur bicommunautaire		331 000 000

5° Les crédits à annuler définitivement en vertu de l'article 2 du décret du 10 juillet 1981 ajustant le budget de la Communauté française de l'année 1980 1 459 500 000

Ensemble	F	5 880 210 000
S'élèvent à	F	4 019 649 000

Ces engagements imputés se répartissent comme suit :

— Pour la Communauté flamande		2 567 943 000
— Pour la Communauté française		1 237 465 000

— Pour la Communauté germanophone		3 598 000
— Pour le secteur bicommunautaire		210 643 000

Les crédits d'engagement excédant les engagements, soit la somme de 1 860 561 000 francs, sont reportés à l'année budgétaire 1982 en vertu des dispositions de l'article 14 de la loi du 23 mars 1981 contenant le budget du ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1981 (tableau K, colonnes 2, 3, 4, 5 et 6).

b) Recettes :

Les recettes enregistrées dans ledit compte s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H, colonne 3, en annexe, à la somme de 6 964 877 388 francs.

c) Dépenses :

Les dépenses constatées dans ledit compte dans les limites des crédits de paiement :

1° Alloués par l'article 14 de la loi du 23 mars 1981 contenant le budget du ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1981 F 7 424 600 000

Ils se répartissent comme suit :

— Pour la Communauté flamande	F	1 448 500 000
— Pour la Communauté française		1 015 700 000
— Pour la Communauté germanophone		20 000 000
— Pour le bicommunautaire		122 800 000
— Pour les affaires de l'ex. National		1 186 700 000
— Pour les affaires ex. Régions		3 522 200 000
— Pour les affaires Nationales		108 700 000

2° Transférés de l'année 1980 à l'année budgétaire 1981 (tableau K, colonne 3) 1 880 840 036

3° Les majorations de crédit de 754 084 972

dont :

— Alloués par l'arrêté royal du 18 novembre 1981 qui transfère une dotation supplémentaire au secteur bicommunautaire		28 600 000
— Alloués par le décret du 15 décembre 1982 ajustant le budget de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1981		680 100 000
— Alloués par la loi du 22 juin 1982 contenant le budget des affaires personnalisables de la Communauté germanophone pour l'année budgétaire 1981		24 000 000
— Alloués pour les dépenses effectuées au-delà du montant des crédits limitatifs		21 384 972

4° Les diminutions de crédit de 1 099 200 000

dont :

— En vertu de la loi du 24 février 1982 augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'année budgétaire 1981		156 700 000
— En vertu du décret du 16 juillet 1981 contenant le budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1981		466 200 000
— En vertu du décret du 10 juillet 1981 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1981		412 100 000
— En vertu du décret du 30 juin 1982 ajustant le budget de la Communauté française pour		

l'année budgétaire 1981 . . . 64 200 000

Ensemble	F	8 960 325 008
S'élèvent à	F	7 723 687 996

Les crédits de paiement qui dépassent les dépenses, soit 1 236 637 012 francs, sont en vertu de l'article 14 de la loi du 23 mars 1981 contenant le budget du ministère de la Santé publique et de la Famille:

— Annulés à concurrence de	F	110 314 816
— Reportés à l'année budgétaire 1982 à concurrence de		1 126 322 196

soit:

— Pour la Communauté flamande	F	405 124
— Pour la Communauté française		41 735 488
— Pour la Communauté germanophone		87 200 000
— Pour le secteur bicommunautaire		29 000
— Pour les affaires de l'ex. National		934 698 930
— Pour les affaires ex. Régions		62 253 654

F 1 126 322 196

d) Résultat général:

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1981 s'établit comme suit:

Recettes (littera b)	F	6 964 877 388
Dépenses (littera c)		7 723 687 996

Excédent des dépenses F 758 810 608

Lequel, compte tenu de l'excédent des recettes existant à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 1 425 347 120 francs, ramène l'excédent des recettes au 31 décembre 1981 à 666 536 512 francs.

e) Budget pour ordre:

En application de l'article 14 de la loi du 23 mars 1981 contenant le budget du ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'année budgétaire 1981, les recettes et les dépenses pour ordre sont toutes deux évaluées à 140 400 000 francs.

Le règlement définitif du budget pour ordre de l'année 1981 est fixé comme suit:

Recettes	F	29 280 019
Dépenses		29 280 019

Solde	F	0
-----------------	---	---

(voir tableau H).

§ 6. Office régulateur de la navigation intérieure
(institué par arrêté-loi du 12 décembre 1944)

Le règlement définitif du budget de l'Office régulateur de la navigation intérieure s'établit pour l'année de gestion 1981 ainsi qu'il suit:

a) Recettes:

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Communications et prévues par l'article 14 de la loi du 31 juillet 1981 contenant le budget du ministère des Communications pour l'année budgétaire 1981, s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H, ci-annexé, colonne 3, à la somme de 81 683 740 francs.

b) Dépenses:

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1 ^o Alloués par l'article 14 de la loi précitée du 31 juillet 1981	F	117 997 000
2 ^o Alloués en exécution de l'article 5 de la loi du 16 mars 1954.		24 070 642

Ensemble F 142 067 642

Se montent à la somme de 106 359 947 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, ci-joint, colonne 8.

Les crédits de paiement excédant les dépenses, soit 35 707 695 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

c) Résultat général:

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1981 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes (littera a)	F	81 683 740
Dépenses (littera b)		106 359 947

Excédent des dépenses F 24 676 207

Lequel, si l'on tient compte de l'excédent des recettes sur les dépenses existant à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 94 728 174 francs, ramène au 31 décembre 1981 l'excédent des recettes à 70 051 967 francs.

d) Budget pour ordre:

En vertu de l'article 14 de la loi précitée du 31 juillet 1981 contenant le budget des Communications pour l'année 1981, les recettes et les dépenses pour ordre sont toutes deux évaluées à 7 541 000 francs.

Le compte définitif du budget pour ordre s'établit comme suit pour l'année 1981 (voir tableau H):

Recettes	F	7 426 721
Dépenses		7 395 548

Excédent des recettes F 31 173

Qui, tenant compte de l'excédent des recettes à la fin de l'année de gestion précédente, soit 829 025 francs, présente, au 31 décembre 1981, comme résultat budgétaire cumulé, un solde créditeur de 860 198 francs.

Hoofdstuk II

Lopend jaar

Art. 18.

§ 1. Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen
(ingesteld bij besluit van 14 december 1940)
(verlengd bij de wet van 12 juli 1952)

De eindregeling van de begroting van het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen is voor het beheersjaar 1981 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Landsverdediging en die bepaald zijn bij artikel 29 van de wet van 24 juli 1981, houdende de begroting van het ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1981, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 159 417 892 frank.

b) Uitgaven:

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten:

1 ^o Toegekend bij artikel 29 van de bovenvermelde wet van 24 juli 1981	F	158 236 000
2 ^o Toegekend bij koninklijk besluit van 13 november 1981 tot gedeeltelijke verdeling van het provisioneel krediet ingeschreven op de begrotingen van het ministerie van Landsverdediging en van de Rijkswacht voor het begrotingsjaar 1981.		1 920 000

Samen F 160 156 000

Belopen de som van 154 223 254 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 5 932 746 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het jaar 1981 worden vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten (littera a)	F	159 417 892
Uitgaven (littera b)		154 223 254

Overschot F 5 194 638

Met dat overschot gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar, zegge 14 831 562 frank, vertoont het

gecumuleerde begrotingsresultaat per 31 december 1981 een batig saldo van 20 026 200 frank.

§ 2. Regie der Belgische Rijkskoel- en vriesdiensten
(ingesteld bij besluitwet van 14 november 1944)

De eindregeling van de begroting van de Regie der Belgische Rijkskoel- en vriesdiensten is voor het beheersjaar 1981 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Economische Zaken en die bepaald zijn bij artikel 22 van de wet van 16 juli 1981 houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1981 belopen, zoals blijkt uit bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 211 441 498 frank.

b) Uitgaven:

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 22 van de bovengenoemde wet van 16 juli 1981 F	423 744 000
2° Toe te kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden	12 640 638

Samen F 436 384 638

Belopen de som van 176 230 262 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 260 154 376 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1981 zijn vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera a) F	211 441 498
Uitgaven (littera b)	176 230 262
Overschot F	35 211 236

d) Begroting voor orde:

Bij artikel 22 van de bovenvermelde wet van 16 juli 1981 houdende de begroting van Economische Zaken voor het jaar 1981 worden de ontvangsten en de uitgaven voor orde beide geraamd op 3 100 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde voor het jaar 1981 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F	800 916
Uitgaven	800 685

Overschot F 231

e) Gecumuleerde algemene uitslag:

De uitslag van het beheersjaar 1981 wordt vastgesteld als volgt:

Begroting: overschot F	35 211 236
Begroting voor orde: overschot	231

Overschot F 35 211 467

Gevoegd bij het totale ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het beheersjaar 1980, zegge 10 292 498 frank, voert het totale begrotingsoverschot op tot 45 403 965 frank.

§ 3. Regie der Posterijen
(ingesteld bij de wet van 6 juli 1971)

De eindregeling van de begroting van de Regie der Posterijen is voor het beheersjaar 1981 vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen:

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister der Posterijen, Telegrafie en Telefonie opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten toegekend bij artikel 9 van de wet van 20 juli 1981 houdende de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1981, (1 367 900 000 frank), belopen de som van 1 359 040 937 frank zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 5.

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 8 859 063 frank worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 7).

b) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening en die bepaald zijn bij artikel 9 van de bovengenoemde wet van 20 juli 1981 belopen zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 36 312 395 582 frank.

c) Uitgaven:

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 9 van de bovengenoemde wet van 20 juli 1981 F	38 647 320 000
2° Bijkomende provisie (koninklijk besluit van 26 maart 1982)	341 500 000
3° Vermindering der kredieten bij toepassing van de wet van 20 februari 1982	1 434 346 000
4° Toegekend bij toepassing van artikel 5 van de wet van 16 maart 1954	8 000 000
5° Toe te kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden	272 081 902
6° Toegevoegd voor de uitgaven gedaan boven het aanvankelijk bedrag niet-limitatieve kredieten	2 324 851

Samen F 37 836 880 753

Belopen de som van 37 701 132 541 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 135 748 212 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

d) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1981 worden vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten (littera b) F	36 312 395 582
Uitgaven (littera c)	37 701 132 541

Tekort F 1 388 736 959

Gevoegd bij het tekort van 3 981 090 059 frank vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar vertoont het gecumuleerde begrotingsresultaat per 31 december 1981 een tekort van 5 369 827 018 frank.

e) Begroting voor orde:

Bij artikel 9 van de wet van 20 juli 1981 houdende de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het jaar 1981 worden de ontvangsten voor orde geraamd op 13 814 975 000 000 frank en de uitgaven voor orde op 13 817 025 000 000 frank.

De eindrekening van de begroting voor orde voor het jaar 1981 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F	14 050 335 587 294
Uitgaven	14 069 287 690 950

Tekort F 18 952 103 656

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld per 31 december 1980, zegge 231 662 825 308 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1981 terugbrengt tot 212 710 721 652 frank.

§ 4. Regie voor Maritiem Transport
(ingesteld bij de wet van 1 juli 1971)

De eindregeling van de begroting van de Regie voor Maritiem Transport is voor het beheersjaar 1981 vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen:

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Openbare Werken, opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 15 van de wet van 31 juli 1981 houdende de begroting van het ministerie van Openbare Werken voor het begrotingsjaar 1981 F	225 000 000
2° Toegekend bij toepassing van artikel 5 van de wet van 16 maart 1954	95 900 000

Samen F 320 900 000

Belopen de som van 58 082 958 frank (zie tabel K, kolom 5).

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 262 817 042 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolommen 2, 5 en 7).

b) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in deze rekening en die bepaald zijn bij artikel 15 van de bovengenoemde wet van 31 juli 1981 belopen de som van 3 408 192 372 frank (tabel H, kolom 3).

c) Uitgaven:

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten:

1 ^o Toegekend bij artikel 15 van de genoemde wet van 31 juli 1981	F	4 157 405 000
2 ^o Toegekend bij toepassing van artikel 5 van de wet van 16 maart 1954		12 000 000
Samen	F	4 169 405 000

Belopen de som van 3 910 954 499 frank.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 258 450 501 frank, worden geannuleerd (tabel K, kolommen 7, 8 en 10).

d) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1981 worden vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera b)	F	3 408 192 372
Uitgaven (littera c)		3 910 954 499

Tekort	F	502 762 127
------------------	---	-------------

Met dat tekort gevoegd bij het tekort vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar, zegge 63 769 606 frank, vertoont het gecumuleerde begrotingsresultaat een debetsaldo per 31 december 1981 van 566 531 733 frank.

e) Begroting voor orde:

Bij artikel 15 van de bovengenoemde wet van 31 juli 1981 houdende de begroting van Verkeerswezen, worden de ontvangsten en uitgaven voor orde, beide geraamd op 1 298 267 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1981 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	1 754 365 924
Uitgaven		1 950 382 635

Tekort	F	196 016 711
------------------	---	-------------

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld per 31 december 1980, zegge 345 957 988 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1981 terugbrengt tot 149 941 277 frank.

§ 5. Fonds voor de bouw van ziekenhuizen
en medisch-sociale inrichtingen
(opgericht bij artikel 6 van de wet van 6 juli 1973 tot wijziging
van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen)

De eindregeling van de begroting van het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen is, voor het beheersjaar 1981, vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen:

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Volksgezondheid en van het Gezin opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1 ^o Toegekend bij artikel 14 van de wet van 23 maart 1981 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1981, hetzij	F	5 040 000 000
---	---	---------------

Dit bedrag is als volgt verdeeld:

— Voor de Vlaamse Gemeenschap	F	2 600 000 000
— Voor de Franse Gemeenschap		1 800 000 000
— Voor de Duitstalige Gemeenschap		40 000 000
— Voor de bicommunautaire sector		600 000 000
2 ^o Overgedragen van het jaar 1980.	F	3 242 610 000

3 ^o Toegekend bij kredietverhogingen ten belope van	20 100 000
--	------------

(Art. 4 van de wet van 22 juni 1982 houdende de begroting van de persoonsgebonden materies van de Duitstalige Gemeenschap voor het jaar 1981).

4 ^o De kredietverminderingen ten belope van	963 000 000
--	-------------

waarvan:

— Voor de Vlaamse Gemeenschap bij artikel 17 van het decreet van 16 juli 1981 houdende de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1981	32 000 000
— Voor de Franse Gemeenschap bij artikel 15 van het decreet van 10 juli 1981 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1981.	600 000 000
— Voor de bicommunautaire sector	331 000 000

5 ^o De definitief te annuleren kredieten in uitvoering van artikel 2 van het decreet van 10 juli 1981 houdende aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het jaar 1980	1 459 500 000
--	---------------

Samen	F	5 880 210 000
Belopen de som van.	F	4 019 649 000

Deze aangerekende vastleggingen zijn als volgt verdeeld:

— Voor de Vlaamse Gemeenschap	2 567 943 000
— Voor de Franse Gemeenschap	1 237 465 000
— Voor de Duitstalige Gemeenschap	3 598 000
— Voor de bicommunautaire sector	210 643 000

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 1 860 561 000 frank, worden overgedragen naar het begrotingsjaar 1982 krachtens de bepalingen van artikel 14 van de wet van 23 maart 1981 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1981 (tabel K, kolommen 2, 3, 4, 5 en 6).

b) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 6 964 877 388 frank.

c) Uitgaven:

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1 ^o Toegekend bij artikel 14 van de wet van 23 maart 1981 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1981	F	7 424 600 000
---	---	---------------

Ze zijn als volgt verdeeld:

— Voor de Vlaamse Gemeenschap	1 448 500 000
— Voor de Franse Gemeenschap	1 015 700 000
— Voor de Duitstalige Gemeenschap	20 000 000
— Voor het bicommunautaire voorheen Nationaal.	1 186 700 000
— Voor de aangelegenheden voorheen Gewestelijk	3 522 200 000
— Voor de Nationale aangelegenheden.	108 700 000

2 ^o Overgedragen van het jaar 1980 naar het begrotingsjaar 1981 (tabel K, kolom 3)	1 880 840 036
---	---------------

3 ^o De kredietverhogingen ten belope van.	754 084 972
--	-------------

waarvan:

— Toegekend bij koninklijk besluit van 18 november 1981 waarbij een bijkomende dotatie naar de bicommunautaire sector getransfereerd wordt	28 600 000	
— Toegekend bij het decreet van 15 december 1982 houdende aanpassing van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1981	680 100 000	
— Toegekend bij de wet van 22 juni 1982 houdende de begroting van de persoonsgebonden materies van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1981.	24 000 000	
— Toegekend voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden	21 384 972	
4° De kredietverminderingen ten belope van	1 099 200 000	
<i>waarvan:</i>		
— Ingevolge de wet van 24 februari 1982 houdende verhoging en vermindering van sommige voor het begrotingsjaar 1981 uitgetrokken kredieten	156 700 000	
— Ingevolge het decreet van 16 juli 1981 houdende de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1981.	466 200 000	
— Ingevolge het decreet van 10 juli 1981 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1981.	412 100 000	
— Ingevolge het decreet van 30 juni 1982 houdende aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1981	64 200 000	
Samen F	8 960 325 008	
Belopen de som van. F	7 723 687 996	
De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 1 236 637 012 frank, worden ingevolge artikel 14 van de wet van 23 maart 1981 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin:		
— Geannuleerd ten belope van F	110 314 816	
— Overgedragen naar het begrotingsjaar 1982 ten belope van	1 126 322 196	
<i>hetzij:</i>		
— Voor de Vlaamse Gemeenschap F	405 124	
— Voor de Franse Gemeenschap	41 735 488	
— Voor de Duitstalige Gemeenschap	87 200 000	
— Voor de bicommunautaire sector	29 000	
— Voor de aangelegenheden voorheen Nationaal.	934 698 930	
— Voor de aangelegenheden voorheen Gewestelijk	62 253 654	
	F	1 126 322 196
<i>d) Algemene uitslag:</i>		
De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1981 worden vastgesteld als volgt:		
Ontvangsten (littera b). F	6 964 877 388	

Uitgaven (littera c)	7 723 687 996	
Tekort F	758 810 608	
Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, groot 1 425 347 120 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1981 terugbrengt op 666 536 512 frank.		
<i>e) Begroting voor orde:</i>		
Bij artikel 14 van de wet van 23 maart 1981 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1981 worden de ontvangsten en de uitgaven voor orde beide geraamd op 140 400 000 frank.		
De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1981 wordt vastgesteld als volgt:		
Ontvangsten F	29 280 019	
Uitgaven	29 280 019	
Saldo F	0	
(zie tabel H).		

6. Dienst voor regeling van de binnenvaart (ingesteld bij besluitwet van 12 december 1944)

De eindregeling van de begroting van de Dienst voor regeling van de binnenvaart wordt voor het beheersjaar 1981 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Verkeerswezen en die bepaald zijn bij artikel 14 van de wet van 31 juli 1981 houdende de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1981, belopen, zoals blijkt uit bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 81 683 740 frank.

b) Uitgaven:

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 14 van de bovenvermelde wet van 31 juli 1981 F	117 997 000
2° Toegekend bij toepassing van artikel 5 van de wet van 16 maart 1954	24 070 642
Samen F	142 067 642

Belopen de som van 106 359 947 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 35 707 695 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het jaar 1981 worden vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten (littera a) F	81 683 740
Uitgaven (littera b)	106 359 947
Tekort F	24 676 207

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, groot 94 728 174 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1981 terugbrengt tot 70 051 967 frank.

d) Begroting voor orde:

Bij artikel 14 van de bovenvermelde wet van 31 juli 1981 houdende de begroting van Verkeerswezen voor het jaar 1981 worden de ontvangsten en uitgaven voor orde beide geraamd op 7 541 000 frank.

De eindrekening van de begroting voor orde van het jaar 1981 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F	7 426 721
Uitgaven	7 395 548
Overschot F	31 173

Gevoegd bij het ontvangstenoverschot vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, groot 829 025 frank, vertoont het gecumuleerde

begrotingsresultaat per 31 december 1981 een batig saldo van 860 198 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI CONTENANT LE REGLEMENT DEFINITIF DES BUDGETS DES SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT ET D'ORGANISMES D'INTERET PUBLIC POUR L'ANNEE 1982 OU POUR DES ANNEES ANTERIEURES

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE EINDREGELING VAN DE BEGROTINGS VAN DE DIENSTEN VAN ALGEMEEN BESTUUR VAN DE STAAT EN VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN HET JAAR 1982 OF VOORGAANDE JAREN

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1982 ou pour des années antérieures.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende eindregeling van de begrotingen van de diensten van algemeen bestuur van de Staat en van instellingen van openbaar nut van het jaar 1982 of voorgaande jaren.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir documents nos 560-1 et 2, session 1986-1987, du Sénat, et document n° 734/1-86/87, de la Chambre des représentants.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stukken nrs. 560-1 en 2, zitting 1986-1987, van de Senaat, en stuk nr. 734/1-86/87, van de Kamer van volksvertegenwoordigers.*)

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden:

TITEL I. — Begrotingsjaar 1982

Hoofdstuk I. — Vastleggingen gedaan ter uitvoering van de begroting

§ 1. Vaststelling van de vastleggingen

Artikel 1. De vastleggingen van uitgaven uitgevoerd ten laste van de kredieten van het begrotingsjaar 1982 belopen overeenkomstig de bijgaande tabel A, kolom 7, de som van 61 645 186 539 frank. Dit bedrag bevat:

- Lopende verrichtingen: 10 244 893 052 frank;
- Kapitaalverrichtingen: 51 400 293 487 frank.

TITRE I. — Année budgétaire 1982

Chapitre I. — Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des engagements

Article 1^{er}. Les engagements de dépenses effectués à charge des crédits de l'année budgétaire 1982 s'élèvent, d'après le tableau A ci-joint, colonne 7, à la somme de 61 645 186 539 francs. Se décomposant comme suit:

- Opérations courantes: 10 244 893 052 francs;
 - Opérations de capital: 51 400 293 487 francs.
- Aangenomen.
Adopté.

§ 2. Vaststelling van de vastleggingskredieten

Art. 2. De vastleggingskredieten beschikbaar ten behoeve van de ministeriële departementen voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1982 belopen in totaal 117 281 458 611 frank (tabel A, kolom 6). Onder te verdelen in:

- Lopende uitgaven: 29 472 781 581 frank;
- Kapitaaluitgaven: 87 808 677 030 frank.

Dit bedrag bevat:

	Lopende verrichtingen	Kapitaal- verrichtingen
1 ^o De oorspronkelijke vastleggingskredieten toegestaan bij de begrotingswetten. . . . F	16 235 900 000	70 379 300 000
2 ^o De aanpassing van de kredieten:		
— Verhogingen	—	259 000 000
— Verminderings	— 14 000 000	— 5 653 400 000
3 ^o De overgedragen kredieten van het begrotingsjaar 1981 naar 1982 bij toepassing van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963	13 250 881 581	22 823 777 030
Totaal F	29 472 781 581	87 808 677 030
Algemeen totaal . . F	117 281 458 611	

Tabel A, kolommen 2, 3, 4 en 5.

§ 2. Fixation des crédits d'engagement

Art. 2. Les crédits d'engagement dont les départements peuvent disposer pour les engagements de l'année budgétaire 1982 s'élèvent à 117 281 458 611 francs (tableau A, colonne 6). Se décomposant comme suit:

- Opérations courantes: 29 472 781 581 francs;
- Opérations de capital: 87 808 677 030 francs.

Cette somme comprend:

	Opérations courantes	Opérations de capital
1 ^o Les crédits d'engagement primitifs alloués par les lois budgétaires. F	16 235 900 000	70 379 300 000
2 ^o Les ajustements de crédits:		
— Augmentations	—	259 000 000
— Diminutions	— 14 000 000	— 5 653 400 000
3 ^o Les reports de l'année budgétaire 1981 à 1982 en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963	13 250 881 581	22 823 777 030
Total F	29 472 781 581	87 808 677 030
Total général . . F	117 281 458 611	

Tabel A, kolommen 2, 3, 4 et 5.

- Aangenomen.
- Adopté.

Art. 3. De in totaal voor het begrotingsjaar 1982 verleende vastleggingskredieten worden overeenkomstig tabel A, kolommen 9 en 10, vermindert met:

Lopende Kapitaal-

	verrichtingen	verrichtingen
	—	—
1 ^o Vastleggingskredieten die bij toepassing van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 naar het begrotingsjaar 1983 worden overgedragen F	19 227 888 529	32 980 110 012
Totaal F	52 207 998 541	
2 ^o Beschikbaar gebleven en definitief geannuleerde vastleggingskredieten F	—	3 428 273 531
Totaal F	3 428 273 531	

Art. 3. Le montant total des crédits d'engagement alloués pour l'année budgétaire 1982 est réduit, conformément au tableau A, colonnes 9 et 10 des:

	Opérations courantes	Opérations de capital
	—	—
1 ^o Crédits d'engagement reportés à l'année budgétaire 1983 en application des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 F	19 227 888 529	32 980 110 012
Total F	52 207 998 541	
2 ^o Crédits d'engagement restés disponibles et annulés définitivement F	—	3 428 273 531
Total F	3 428 273 531	

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. Ingevolge de bepalingen vervat in de bovengenoemde artikelen 2 en 3 worden de definitieve vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1982 vastgesteld op 61 645 186 539 frank. Dit bedrag bevat:

- Lopende verrichtingen: 10 244 893 052 frank;
- Kapitaalverrichtingen: 51 400 293 487 frank.

Die sommen zijn gelijk aan de ten laste van het begrotingsjaar geboekte vastleggingen (tabel A, kolommen 7 en 11).

Art. 4. Par suite des dispositions contenues dans les articles 2 et 3 ci-dessus, les crédits d'engagement définitifs de l'année budgétaire 1982 sont fixés à 61 645 186 539 francs. Ce montant se décompose comme suit:

- Opérations courantes: 10 244 893 052 francs;
- Opérations de capital: 51 400 293 487 francs.

Ces sommes sont égales aux engagements enregistrés à charge de l'année budgétaire (tableau A, colonnes 7 et 11).

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk II. — Ontvangsten en uitgaven gedaan ter uitvoering van de begroting

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten

Art. 5. De op het begrotingsjaar 1982 ten behoeve van de Staat vastgestelde rechten bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel B, kolom 3, de som van 1 529 941 474 119 frank. Deze som is vastgesteld als volgt:

- Lopende ontvangsten: 1 274 685 716 762 frank;
- Kapitaalontvangsten: 15 090 493 584 frank;
- Opbrengst der leningen: 240 165 263 773 frank.

Chapitre II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des recettes

Art. 5. Les droits constatés au profit de l'Etat sur l'année budgétaire 1982 s'élèvent d'après le tableau B ci-annexé, colonne 3, à la somme de 1 529 941 474 119 francs. Ce montant se subdivise comme suit:

- Recettes courantes: 1 274 685 716 762 francs;
- Recettes de capital: 15 090 493 584 francs;
- Produit des emprunts: 240 165 263 773 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 6. De op hetzelfde begrotingsjaar aangerekende ontvangsten worden vastgesteld op 1 406 948 424 827 frank. Deze som is vastgesteld als volgt:

- Lopende ontvangsten: 1 153 104 843 744 frank.
- Kapitaalontvangsten: 13 678 317 310 frank;
- Opbrengst der leningen: 240 165 263 773 frank.

(tabel B, kolom 4)

Art. 6. Les recettes imputées sur la même année budgétaire sont fixées à 1 406 948 424 827 francs. Cette somme se décompose comme suit:

- Recettes courantes: 1 153 104 843 744 francs;
- Recettes de capital: 13 678 317 310 francs;
- Produit des emprunts: 240 165 263 773 francs.

(tableau B, colonne 4)

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 7. De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 122 993 049 292 frank. Deze som wordt onderverdeeld als volgt:

a) Geannuleerd of in onbepaald uitstel gebrachte rechten:

— Lopende ontvangsten F	46 842 930
— Kapitaalontvangsten	43 963

Totaal . . . F 46 886 893

b) Naar het volgende begrotingsjaar overgedragen rechten:

— Lopende ontvangsten F	121 534 030 088
— Kapitaalontvangsten	1 412 132 311

Totaal . . . F 122 946 162 399

(tabel B, kolommen 5, 6 en 7).

Art. 7. Les droits constatés restant à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 122 993 049 292 francs. Cette somme se décompose comme suit:

a) Droits annulés ou portés en surséance indéfinie:

— Recettes courantes F	46 842 930
— Recettes de capital	43 963

Total . . . F 46 886 893

b) Droits reportés à l'année budgétaire suivante:

— Recettes courantes F	121 534 030 088
— Recettes de capital	1 412 132 311

Total . . . F 122 946 162 399

(tableau B, colonnes 5, 6 et 7).

— Aangenomen.

Adopté.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven

Art. 8. De tijdens het begrotingsjaar 1982 aangerekende verrichtingen worden vastgesteld als volgt (tabel C, kolommen 8, 9 en 10):

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnances-kredieten
A. Voor de lopende uitgaven:		
1 ^o Prestaties van de vorige jaren F	31 331 449 249	660 603 766
2 ^o Prestaties van het lopend jaar	1 371 824 045 713	19 402 380 522
Totaal F	1 403 155 494 962	20 062 984 288
Algemeen totaal . . . F	1 423 218 479 250	
B. Voor de kapitaaluitgaven:		
1 ^o Prestaties van de vorige jaren F	3 545 406 846	11 895 620 441
2 ^o Prestaties van het lopend jaar	113 500 441 488	40 257 943 357
Totaal F	117 045 848 334	52 153 563 798
Algemeen totaal . . . F	169 199 412 132	
C. Voor de aflossingen van de Rijksschuld:		
1 ^o Prestaties van de vorige jaren F	—	—
2 ^o Prestaties van het lopend jaar	82 943 053 805	—
Totaal F	82 943 053 805	—
Algemeen totaal . . . F	1 603 144 397 101	72 216 548 086
F	1 675 360 945 187	

§ 2. Fixation des dépenses

Art. 8. Les opérations imputées à charge de l'année budgétaire 1982 sont arrêtées comme suit (tableau C, colonnes 8, 9 et 10):

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
A. Pour les dépenses courantes:		
1 ^o Prestations d'années antérieures F	31 331 449 249	660 603 766
2 ^o Prestations de l'année en cours	1 371 824 045 713	19 402 380 522
Total F	1 403 155 494 962	20 062 984 288
Total général F	1 423 218 479 250	
B. Pour les dépenses de capital:		
1 ^o Prestations d'années antérieures F	3 545 406 846	11 895 620 411
2 ^o Prestations de l'année en cours	113 500 441 488	40 257 943 357
Total F	117 045 848 334	52 153 563 798
Total général F	169 199 412 132	
C. Pour l'amortissement de la Dette publique:		
1 ^o Prestations d'années antérieures F	—	—
2 ^o Prestations de l'année en cours	82 943 053 805	—
Total F	82 943 053 805	—
Total général F	1 603 144 397 101	72 216 548 086
F	1 675 360 945 187	

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 9.

	Nier-gesplitste kredieten	Ordonnances-kredieten
De ten laste van het begrotingsjaar 1982 uitgevoerde betalingen, verantwoord of gereguleerd, belopen F	1 565 878 960 898	72 113 661 712
F	1 637 992 622 610	

(tabel C, kolom 11.)

Art. 9.

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
Les paiements effectués, justifiés ou régularisés à charge de l'année budgétaire 1982 s'établissent comme suit F	1 565 878 960 898	72 113 661 712
F	1 637 992 622 610	

(tableau C, colonne 11.)

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 10.

De ten laste van de begroting aangerekende betalingen waarvan bij toepassing van artikel 32 van de wet van 28 juni 1963, de verantwoording of de regularisatie naar een volgend jaar wordt verwezen, belopen . . . F	37 265 436 203	102 886 374
F	37 368 322 577	

(tabel C, kolom 12, en D.)

Art. 10.

Les paiements imputés à charge du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante en application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 s'élèvent à F	37 265 436 203	102 886 374
F	37 368 322 577	

(tableau C, colonne 12, et D.)

— Aangenomen.

Adopté.

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten

Art. 11. De betalingskredieten geopend ten behoeve van de ministeriële departementen voor het begrotingsjaar 1982 belopen in totaal 1 791 135 621 263 frank (tabel C, kolom 7). Dat bedrag omvat:

1^o Een som van betalingskredieten toegestaan bij de begrotingswetten, samengesteld als volgt: 1 693 715 800 000 frank.

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnances-kredieten
a) Oorspronkelijke begroting (tabel C, kolom 3).		
— Lopende verrichtingen . . . F	1 381 615 600 000	19 819 000 000
— Kapitaalverrichtingen . . .	121 549 600 000	64 100 100 000

— Aflossingen van de Rijks-schuld	85 425 100 000	—
Totaal F	1 588 590 300 000	83 919 100 000

Algemeen totaal . . F 1 672 509 400 000

b) Aanpassing van de kredieten (tabel C, kolommen 4 en 5).

1° Verhogingen:

— Lopende verrichtingen . . F	32 272 400 000	240 000 000
— Kapitaalverrichtingen . . .	3 001 000 000	74 500 000
— Aflossingen van de Rijks-schuld	68 400 000	—
Totaal F	35 341 800 000	314 500 000

Algemeen totaal . . F 35 656 300 000

2° Verminderings:

— Lopende verrichtingen . . F	— 8 253 400 000	— 135 000 000
— Kapitaalverrichtingen . . .	— 1 714 400 000	— 3 394 300 000
— Aflossingen van de Rijks-schuld	— 952 800 000	—
Totaal F	— 10 920 600 000	— 3 529 300 000

Algemeen totaal . . F — 14 449 900 000

2° Overdrachten van betalingskredieten bij toepassing van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de rijkscomptabiliteit en van bijzondere wetsbepalingen:

— Lopende verrichtingen . . F	49 596 595 541	849 100 283
— Kapitaalverrichtingen . . .	26 334 821 843	20 466 243 596
— Aflossingen van de Rijks-schuld	173 060 000	—
Totaal F	76 104 477 384	21 315 343 879

Algemeen totaal . . F 97 419 821 263

(tabel C, kolom 6.)

§ 3. Fixation des crédits de paiement

Art. 11. Les crédits de paiement ouverts aux départements ministériels pour l'année budgétaire 1982 s'élèvent au total à 1 791 135 621 263 francs (tableau C, colonne 7). Ce montant comprend:

1° Une somme de crédits de paiement alloués par les lois budgétaires se décomposant comme suit: 1 693 715 800 000 francs.

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
a) Budget primitif (tableau C, colonne 3).		
— Opérations courantes . . F	1 381 615 600 000	19 819 000 000
— Opérations de capital . . .	121 549 600 000	64 100 100 000
— Amortissements de la Dette publique	85 425 100 000	—
Total F	1 588 590 300 000	83 919 100 000
Total général . . . F	1 672 509 400 000	

b) Ajustement des crédits (tableau C, colonnes 4 et 5).

1° Augmentations:

— Opérations courantes . . F	32 272 400 000	240 000 000
— Opérations de capital . . .	3 001 000 000	74 500 000
— Amortissements de la Dette publique	68 400 000	—
Total F	35 341 800 000	314 500 000

Total général . . F 35 656 300 000

2° Diminutions:

— Opérations courantes . . F	— 8 253 400 000	— 135 000 000
— Opérations de capital . . .	— 1 714 400 000	— 3 394 300 000

— Amortissements de la Dette publique	— 952 800 000	—
Total F	— 10 920 600 000	— 3 529 300 000

Total général . . F — 14 449 900 000

2° Reports de crédits de paiement en application des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 sur la comptabilité de l'Etat et en vertu de dispositions spéciales:

— Opérations courantes . . F	49 596 595 541	849 100 283
— Opérations de capital . . .	26 334 821 843	20 466 243 596
— Amortissements de la Dette publique	173 060 000	—
Total F	76 104 477 384	21 315 343 879

Total général . . F 97 419 821 263

(tableau C, colonne 6.)

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 12. Het bedrag van de voor het begrotingsjaar 1982 verleende betalingskredieten wordt verminderd met:

1° niet-gebruikte betalingskredieten waarvan de overdracht geschiedt overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 en krachtens speciale wetsbepalingen, kredieten samengesteld als volgt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancingskredieten
— Lopende verrichtingen . . F	48 521 148 983	725 290 575
— Kapitaalverrichtingen . . .	29 386 464 971	28 769 182 974
— Aflossingen van de Rijks-schuld	1 597 646 195	—
Totaal F	79 505 260 149	29 494 473 549

Algemeen totaal . . F 108 999 733 698

2° Beschikbaar gebleven betalingskredieten die worden geannuleerd:

— Lopende verrichtingen . . F	6 241 503 904	—
— Kapitaalverrichtingen . . .	2 739 047 484	323 796 824
— Aflossingen van de Rijks-schuld	173 060 000	—
Totaal F	9 153 611 388	323 796 824

Algemeen totaal . . F 9 477 408 212

De overdrachten en annulaties van betalingskredieten bedragen F	88 658 871 537	29 818 270 373
---	----------------	----------------

Totaal F 118 477 141 910

(tabel C, kolommen 14 en 15.)

Art. 12. Le montant des crédits de paiement alloués pour l'année budgétaire 1982 est réduit:

1° Des crédits de paiement non utilisés dont le report a lieu en application des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 et en vertu de dispositions spéciales, crédits se décomposant comme suit:

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
— Opérations courantes . . F	48 521 148 983	725 290 575
— Opérations de capital . . .	29 386 464 971	28 769 182 974
— Amortissements de la Dette publique	1 597 646 195	—
Total F	79 505 260 149	29 494 473 549

Total général . . F 108 999 733 698

2° Des crédits de paiement restés disponibles et qui sont annulés:

— Opérations courantes . . F	6 241 503 904	—
— Opérations de capital . . .	2 739 047 484	323 796 824

— Amortissements de la Dette publique	173 060 000	—
Total F	9 153 611 388	323 796 824
Total général F	9 477 408 212	
Les reports et annulations de crédits de paiement se montent à F	88 658 871 537	29 818 270 373
Total F	118 477 141 910	

(tableau C, colonnes 14 et 15).
— Aangenomen.
Adopté.

Art. 13. Tot dekking van de uitgaven van het begrotingsjaar 1982 gedaan boven of buiten de kredieten uitgetrokken voor de dienst van de begroting, worden aanvullende kredieten toegekend als volgt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceskredieten
— Lopende verrichtingen . . F	2 686 952 308	15 174 580
— Kapitaalverrichtingen . . .	338 946	—
Totaal F	2 687 291 254	15 174 580

Algemeen totaal . . F 2 702 465 834

Deze kredieten worden onderverdeeld zoals aangeduid in de tabellen C, kolom 13 en E.

Art. 13. Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1982 effectuées au-delà ou en l'absence des crédits ouverts pour le service des budgets, des crédits complémentaires sont alloués comme suit:

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement
— Dépenses courantes . . . F	2 686 952 308	15 174 580
— Dépenses de capital	338 946	—
Total F	2 687 291 254	15 174 580

Total général . . . F 2 702 465 834

Ces crédits sont répartis, ainsi qu'indiqué aux tableaux C, colonne 13, et E.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 14. Ten gevolge van de bepalingen vervat in de artikelen 11, 12 en 13, worden de definitieve kredieten van het begrotingsjaar 1982 vastgesteld als volgt:

— Lopende verrichtingen . . F	1 403 155 494 962	20 062 984 288
— Kapitaalverrichtingen . . .	117 045 848 334	52 153 563 798
— Aflossingen van de Rijksschuld	82 943 053 805	—
Totaal F	1 603 144 397 101	72 216 548 086

Algemeen totaal . . F 1 675 360 945 187

Die som is gelijk aan de ten laste van het begrotingsjaar aangerekende verrichtingen, volgens tabel C, kolom 16.

Art. 14. Par suite des dispositions contenues dans les articles 11, 12 et 13, les crédits définitifs de l'année budgétaire 1982 sont fixés comme suit:

— Dépenses courantes . . . F	1 403 155 494 962	20 062 984 288
— Dépenses de capital	117 045 848 334	52 153 563 798
— Amortissements de la Dette publique	82 943 053 805	—
Total F	1 603 144 397 101	72 216 548 086
Total général F	1 675 360 945 187	

Ce montant est égal aux opérations imputées à charge de l'année budgétaire d'après le tableau C, colonne 16.

— Aangenomen.

Adopté.

§ 4. Vaststelling van de algemene eindcijfers van de begroting van het begrotingsjaar 1982

Art. 15. De algemene eindcijfers van de begroting van het begrotingsjaar 1982 worden definitief vastgesteld als volgt:

A. Lopende verrichtingen:

Ontvangsten onder artikel 6 F	1 153 104 843 744
Uitgaven onder artikel 8	1 423 218 479 250

Tekort zoals blijkt uit bijgaande tabel F . . . F 270 113 635 506

B. Kapitaalverrichtingen:

Ontvangsten onder artikel 6 F	13 678 317 310
Uitgaven onder artikel 8	169 199 412 132

Tekort (tabel F) F 155 521 094 822

C. Verrichtingen der Rijksschuld:

Ontvangsten: opbrengst der leningen (art. 6) . . F	240 165 263 773
Uitgaven: aflossing van de Rijksschuld (art. 8) . .	82 943 053 805

Ontvangstenexcedent (tabel F) F 157 222 209 968

D. Alle verrichtingen samen:

Ontvangsten F	1 406 948 424 827
Uitgaven	1 675 360 945 187

Tekort voor het begrotingsjaar 1982 F 268 412 520 360

Deze som komt in meerdering van het bedrag van de uitgaven geordonnanceerd boven de begrotingsmiddelen bij het afsluiten van het begrotingsjaar 1981 F 1 013 499 126 964

F 1 281 911 647 324

Deze laatste som zal naar de rekening van het begrotingsjaar 1983 worden overgedragen.

§ 4. Fixation du résultat général du budget de l'année budgétaire 1982

Art. 15. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1982 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit:

A. Opérations courantes:

Recettes fixées à l'article 6 F	1 153 104 843 744
Dépenses fixées à l'article 8	1 423 218 479 250

Excédent des dépenses tel qu'il apparaît au tableau F ci-annexé F 270 113 635 506

B. Opérations de capital:

Recettes fixées à l'article 6 F	13 678 317 310
Dépenses fixées à l'article 8	169 199 412 132

Excédent des dépenses (tableau F) F 155 521 094 822

C. Opérations de la Dette publique:

Recettes: produits d'emprunts (art. 6) F	240 165 263 773
Dépenses: amortissement d'emprunts (art. 8) . .	82 943 053 805

Excédent de recettes (tableau F) F 157 222 209 968

D. Opérations réunies:

Recettes F	1 406 948 424 827
Dépenses	1 675 360 945 187

Excédent de dépenses pour l'année budgétaire 1982 F 268 412 520 360

Cette somme vient en augmentation du montant des dépenses ordonnancées au-delà des ressources budgétaires à la clôture de l'année budgétaire

1981, soit F 1 013 499 126 964

F 1 281 911 647 324

Cette dernière somme sera transférée au compte de l'année budgétaire 1983.

— Aangenomen.
Adopté.

Hoofdstuk III. — Ontvangsten en uitgaven gedaan ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting

Art. 16. De eindregeling van de afzonderlijke sectie van de begroting wordt voor het jaar 1982 vastgesteld als volgt (tabel G):

1. Ontvangsten: 413 723 917 441 frank;
2. Uitgaven: 430 551 845 016 frank.

De verantwoording of regularisatie van een gedeelte van die uitgaven, groot 39 568 628 137 frank wordt, bij toepassing van artikel 32 van de wet van 28 juni 1963, naar een volgend jaar verwezen.

3. Tekort: 16 827 927 575 frank.

Dat uitgavenexcedent komt in vermindering van het overschot vastgesteld bij het afsluiten van het voorgaande begrotingsjaar groot 60 121 851 450 frank.

Het aldus bekomen eindresultaat groot 43 293 923 875 frank is samengesteld uit een totaal van:

- Creditsaldi: 53 374 873 261 frank;
- Debetsaldi: 10 080 949 386 frank.

In die samenstelling wordt het overgedragen naar de rekening van het begrotingsjaar 1983.

Chapitre III. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Art. 16. Le règlement définitif de la section particulière du budget de l'année 1982 est arrêté comme suit (tableau G):

1. Recettes: 413 723 917 441 francs;
2. Dépenses: 430 551 845 016 francs.

La justification ou la régularisation d'une partie de ces dépenses s'élevant à 39 568 628 137 francs est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963.

3. Excédent des dépenses: 16 827 927 575 francs.

Cet excédent des dépenses vient en diminution du solde existant à la clôture de l'année budgétaire précédente, soit 60 121 851 450 francs.

Le résultat définitif ainsi obtenu, soit 43 293 923 875 francs se décompose en un total de:

- Soldes créditeurs: 53 374 873 261 francs;
- Soldes débiteurs: 10 080 949 386 francs.

Il est transféré, dans cette décomposition, au compte de l'année budgétaire 1983.

— Aangenomen.
Adopté.

TITEL II. — Verrichtingen gedaan ter uitvoering van de begrotingen der instellingen van openbaar nut van categorie A, opgesomd in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954

Hoofdstuk I. — Vorige jaren.

Art. 17. Jaar 1975.

§ 1. Wegenfonds
(ingesteld bij de wet van 9 augustus 1955)

De eindregeling van de begroting van het Wegenfonds, is voor het beheersjaar 1975, vastgesteld als volgt:

- a) Vastleggingen:

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Openbare Werken opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

- 1° Toegekend bij artikel 13 van de wet van 21 maart 1975 houdende de begroting van het ministerie van Openbare Werken voor het begrotingsjaar 1975 F 14 000 000 000
- 2° Overgedragen van het jaar 1974. 15 334 819 867

Samen F 29 334 819 867

Belopen de som van 14 000 000 000 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 5.

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 15 334 819 867 frank, werden naar het volgende beheersjaar overgedragen (zie tabel K, kolom 6).

- b) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening en die bepaald zijn bij artikel 13 van de bovengenoemde wet van 21 maart 1975, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 74 707 062 027 frank.

- c) Uitgaven:

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

- 1° Toegekend bij artikel 13 van de bovenvermelde wet van 21 maart 1975 F 34 103 860 000
- 2° Overgedragen van het jaar 1974. 8 327 348 408
- 3° Toegevoegd voor de uitgaven gedaan boven het aanvankelijke bedrag niet-limitatieve kredieten 43 975 559 918
- 4° Toe te kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden. 167 378 909

Samen F 86 574 147 235

Belopen de som van 76 108 257 335 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 11.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 10 465 889 900 frank, worden geannuleerd voor 1 009 278 183 frank, naar het begrotingsjaar 1976 overgedragen voor 9 456 611 717 frank (zie tabel K, kolommen 9 en 10).

- d) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1975 worden vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera b). F 74 707 062 027
Uitgaven (littera c) 76 108 257 335

Tekort F 1 401 195 308

Rekening houdend met het excédent van de uitgaven op de ontvangsten vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar op 1 933 973 675 frank, vertoont het begrotingsresultaat op 31 december 1975 een tekort van 532 778 367 frank.

- e) Begroting voor orde:

Bij artikel 13 van de bovengenoemde wet van 21 maart 1975 worden de ontvangsten en de uitgaven voor orde geraamd op 25 860 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1975 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F 129 449 061
Uitgaven 29 773 390

Overschot F 99 675 671

Dat, gevoegd bij het ontvangstexcédent vastgesteld per 31 december 1974, zegge 38 048 568 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1975 opvoert tot 137 724 239 frank.

Jaar 1976.

§ 2. Wegenfonds
(ingesteld bij de wet van 9 augustus 1955)

De eindregeling van de begroting van het Wegenfonds, is voor het beheersjaar 1976, vastgesteld als volgt:

- a) Vastleggingen:

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Openbare Werken opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 11 van de wet van 12 mei 1976 houdende de begroting van het ministerie van Openbare Werken voor het begrotingsjaar 1976	F	14 000 000 000
2° Overgedragen van het jaar 1975.		15 334 819 867
Samen	F	29 334 819 867

Belopen de som van 14 139 999 972 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 5.

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 15 194 819 895 frank worden geannuleerd voor 1 421 319 872 frank, worden naar het volgende beheersjaar overgedragen voor 13 773 500 023 frank (zie tabel K, kolom 6).

b) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening en die bepaald zijn bij artikel 11 van de bovengenoemde wet van 12 mei 1976, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 84 130 916 559 frank.

c) Uitgaven:

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 11 van de bovenvermelde wet van 12 mei 1974	F	43 114 695 000
2° Overgedragen van het jaar 1975.		9 456 611 717
3° Toegevoegd voor de uitgaven gedaan boven het aanvankelijke bedrag niet-limitatieve kredieten		43 825 440 357
4° Toe te kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overtreffen		44 847 962

Samen F 96 441 595 036

Belopen de som van 83 813 543 713 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 11.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 12 628 051 323 frank, worden geannuleerd voor 1 225 758 301 frank, naar het begrotingsjaar 1977 overgedragen voor 11 402 293 022 frank (zie tabel K, kolommen 9 en 10).

d) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1976 worden vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera b).	F	84 130 916 559
Uitgaven (littera c).	F	83 813 543 713
Ontvangstenexcedent	F	317 372 846

Met dat resultaat gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, zegge 532 778 367 frank, vertoont het gecumuleerd begrotingsresultaat per 31 december 1976 een batig saldo van 850 151 213 frank.

e) Begroting voor orde:

Bij artikel 11 van de bovengenoemde wet van 12 mei 1976 worden de ontvangsten en de uitgaven voor orde geraamd op 25 000 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1976 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	88 282 936
Uitgaven		112 460 551
Tekort	F	24 177 615

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld per 31 december 1975, zegge 137 724 239 frank, het ontvangstenexcedent op 31 december 1976 terugbrengt tot 113 546 624 frank.

Jaar 1979.

§ 3. Regie der Luchtwegen (ingesteld bij besluitwet van 20 november 1946)

De eindregeling van de begroting van de Regie der Luchtwegen is voor het beheersjaar 1978 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Verkeerswezen en die bepaald zijn bij artikel 10 van de wet van 2 juli 1979 houdende de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1979 belopen, zoals blijkt uit bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 3 153 098 020 frank.

b) Uitgaven:

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 10 van de bovenvermelde wet van 2 juli 1979 en geldig gewijzigd bij ministeriële beslissingen	F	3 777 986 000
2° Toe te kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden.		5 311 663

Samen F 3 783 297 663

Belopen de som van 3 332 018 005 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 451 279 658 frank worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het jaar 1979 zijn vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera a).	F	3 153 098 020
Uitgaven (littera b).		3 332 018 005

Tekort F 178 919 985

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar 1978, zegge 1 348 796 241,73 frank, het ontvangstenexcedent op 31 december 1979 terugbrengt tot 1 169 876 256,73 frank.

d) Begroting voor orde:

Bij artikel 10 van de bovenvermelde wet van 2 juli 1979, houdende de begroting van Verkeerswezen voor het jaar 1979, worden de ontvangsten en uitgaven voor orde geraamd op 246 000 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde voor het jaar 1979 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	235 533 620
Uitgaven		201 391 635

Tekort F 34 141 985

Dat, gevoegd bij het tekort vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaars, 43 073 882 frank, op 31 december 1979 een tekort vertoont van 8 931 897 frank.

TITRE II. — Opérations effectuées en exécution des budgets des organismes d'intérêt public de catégorie A, énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954

Chapitre 1^{er}. — Années antérieures

Art. 17. Année 1975.

§ 1. Fonds des Routes (institué par la loi du 9 août 1955)

Le règlement définitif du budget du Fonds des Routes, s'établit pour l'année de gestion 1975 ainsi qu'il suit:

a) Engagements:

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Travaux publics dans les limites des crédits d'engagement:

1° Alloués par l'article 13 de la loi du 21 mars 1975 contenant le budget du ministère des Travaux publics pour l'année 1975.	F	14 000 000 000
2° Reportés de l'année 1974		15 334 819 867

Ensemble F 29 334 819 867

Se montent à la somme de 14 000 000 000 de francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 5.

Les crédits d'engagement excédant les engagements soit 15 334 819 867 francs sont transférés à l'année de gestion suivante (voir tableau K, colonne 6).

b) Recettes:

Les recettes enregistrées dans ledit compte et prévues par l'article 13 de la loi précitée du 21 mars 1975 s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à la somme de 74 707 062 027 francs.

c) Dépenses:

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1° Alloués par l'article 13 de la loi précitée du 21 mars 1975.	F	34 103 860 000
2° Reportés de l'année 1974		8 327 348 408
3° Ajoutés pour les dépenses faites au-delà du montant initial des crédits non limitatifs . . .		43 975 559 918
4° A allouer pour les dépenses faites au-delà des crédits limitatifs		167 378 909

Ensemble F 86 574 147 235

S'élèvent à la somme de 76 108 257 335 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 11.

Les crédits de paiement qui dépassent les dépenses, soit 10 465 889 900 francs, sont annulés pour 1 009 278 183 francs, sont reportés à l'année 1976 pour 9 456 611 717 francs (voir tableau K, colonnes 9 et 10).

d) Résultat général:

Le résultat définitif du budget de l'année 1975 s'établit comme suit:

Recettes (littera b)	F	74 707 062 027
Dépenses (littera c)		76 108 257 335
Solde négatif	F	1 401 195 308

Lequel, si on tient compte de l'excédent des recettes sur les dépenses existant à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 1 933 973 675 francs, ramène l'excédent des recettes au 31 décembre 1975 à 532 778 367 francs.

e) Budget pour ordre:

En vertu de l'article 14 de la loi précitée du 21 mars 1975, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées à 25 860 000 francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1975 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes	F	129 449 061
Dépenses		29 773 390
Excédent de recettes	F	99 675 671

Qui, compte tenu de l'excédent des recettes sur les dépenses au 31 décembre 1974, soit 38 048 568 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1975 à 137 724 239 francs.

Année 1976.

§ 2. Fonds des Routes
(institué par la loi du 9 août 1955)

Le règlement définitif du budget du Fonds des Routes, s'établit pour l'année de gestion 1976 ainsi qu'il suit:

a) Engagements:

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Travaux publics dans les limites des crédits d'engagement:

1° Alloués par l'article 11 de la loi du 12 mai 1976 contenant le budget du ministère des Travaux publics pour l'année 1976.	F	14 000 000 000
2° Reportés de l'année 1975		15 334 819 867
Ensemble	F	29 334 819 867

Se montent à la somme de 14 139 999 972 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 5.

Les crédits d'engagement excédant les engagements soit 15 194 819 895 francs sont annulés pour 1 421 319 872 francs, sont transférés à l'année de gestion suivante pour 13 773 500 023 francs (voir tableau K, colonne 6).

b) Recettes:

Les recettes enregistrées dans ledit compte et prévues par l'article 11 de la loi précitée du 12 mai 1976 s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à la somme de 84 130 916 559 francs.

c) Dépenses:

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1° Alloués par l'article 11 de la loi précitée du 12 mai 1976	F	43 114 695 000
2° Reportés de l'année 1975		9 456 611 717
3° Ajoutés pour les dépenses faites au-delà du montant initial des crédits non limitatifs . . .		43 825 440 357
4° A allouer pour les dépenses effectuées au-delà des crédits limitatifs		44 847 962

Ensemble F 96 441 595 036

S'élèvent à la somme de 83 813 543 713 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 11.

Les crédits de paiement qui dépassent les dépenses, soit 12 628 051 323 francs, sont annulés pour 1 225 758 301 francs, sont reportés à l'année 1977 pour 11 402 293 022 francs (voir tableau K, colonnes 9 et 10).

d) Résultat général:

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1976 s'établit comme suit:

Recettes (littera b)	F	84 130 916 559
Dépenses (littera c)		83 813 543 713
Excédent des recettes	F	317 372 846

Lequel, ajouté à l'excédent des recettes constaté à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 532 778 367 francs, fait apparaître, au 31 décembre 1976 comme résultat budgétaire, un excédent de recettes de 850 151 213 francs.

e) Budget pour ordre:

En vertu de l'article 11 de la loi précitée du 12 mai 1976, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées à 25 000 000 de francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1976 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes	F	88 282 936
Dépenses		112 460 551
Solde négatif	F	24 177 615

Qui, compte tenu de l'excédent des recettes sur les dépenses au 31 décembre 1975, soit 137 724 239 francs, ramène l'excédent des recettes au 31 décembre 1976 à 113 546 624 francs.

Année 1979.

§ 3. Régie des Voies aériennes
(instituée par l'arrêté-loi du 20 novembre 1946)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Voies aériennes s'établit pour l'année de gestion 1979 ainsi qu'il suit:

a) Recettes:

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Communications et prévues par l'article 10 de la loi du 2 juillet 1979 contenant le budget des Communications pour l'année budgétaire 1979 s'élèvent ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à 3 153 098 020 francs.

b) Dépenses:

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1 ^o Alloués par l'article 10 de la loi du 2 juillet 1979 précitée et valablement modifiés par les décisions ministérielles, soit F	3 777 986 000
2 ^o A allouer pour les dépenses effectuées au-delà du montant des crédits limitatifs	5 311 663

Ensemble F 3 783 297 663

Se montent à la somme de 3 332 018 005 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 8 ci-joint.

Les crédits de paiement excédant les dépenses, soit 451 279 658 francs sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

c) Résultat général:

Le résultat général du budget de l'année 1979 s'établit comme suit:

Recettes (littera a) F	3 153 098 020
Dépenses (littera b)	3 332 018 005

Excédent des dépenses F 178 919 985

Lequel, compte tenu de l'excédent des recettes existant à la clôture de l'année 1978, soit 1 348 796 241,73 francs, ramène l'excédent des recettes au 31 décembre 1979 à 1 169 876 256,73 francs.

d) Budget pour ordre:

En vertu de l'article 10 de la loi précitée du 2 juillet 1979, contenant le budget des Communications pour l'année 1979, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées à 246 000 000 de francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1979 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes F	235 533 620
Dépenses	201 391 635

Excédent des recettes F 34 141 985

Lequel, ajouté au solde débiteur constaté à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 43 073 882 francs, fait apparaître, au 31 décembre 1979, un excédent de dépenses de 8 931 897 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk II

Lopend jaar

Art. 18.

§ 1. Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen
(ingesteld bij besluit van 14 december 1940)
(verlengd bij de wet van 12 juli 1952)

De eindregeling van de begroting van het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen is voor het beheersjaar 1982 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Landsverdediging en die bepaald zijn bij artikel 29 van de wet van 6 december 1982, houdende de begroting van het ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1982, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 167 111 141 frank.

b) Uitgaven:

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten:

1 ^o Toegekend bij artikel 29 van de bovenvermelde wet van 6 december 1982. F	161 809 000
2 ^o Toegekend bij koninklijk besluit van 2 december 1982 tot gedeeltelijke verdeling van het provisioneel krediet ingeschreven op de begroting van het ministerie van Financiën voor het ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1982	3 400 000

Samen F 165 209 000

Belopen de som van 160 763 823 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 4 445 177 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het jaar 1982 worden vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten (littera a) F	167 111 141
Uitgaven (littera b)	160 763 823

Overschot F 6 347 318

Met dat overschot gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar, zegge 20 026 200 frank, vertoont het gecumuleerde begrotingsresultaat per 31 december 1982 een batig saldo van 26 373 518 frank.

§ 2. Regie der Belgische Rijkskoel- en vriesdiensten
(ingesteld bij besluitwet van 14 november 1944)

De eindregeling van de begroting van de Regie der Belgische Rijkskoel- en vriesdiensten is voor het beheersjaar 1982 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Economische Zaken en die bepaald zijn bij artikel 19 van de wet van 17 januari 1983 houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1982 belopen, zoals blijkt uit bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 204 925 535 frank.

b) Uitgaven:

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten toegekend bij artikel 19 van de bovengenoemde wet van 17 januari 1983 (241 531 000 frank), belopen de som van 162 139 569 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 79 391 431 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1982 zijn vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera a) F	204 925 535
Uitgaven (littera b)	162 139 569

Overschot F 42 785 966

d) Begroting voor orde:

Bij artikel 19 van de bovenvermelde wet van 17 januari 1983 houdende de begroting van Economische Zaken voor het jaar 1982 worden de ontvangsten en de uitgaven voor orde beide geraamd op 3 100 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde voor het jaar 1982 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F	693 384
Uitgaven	682 963

Overschot F 10 421

e) Gecumuleerde algemene uitslag:

De uitslag van het beheersjaar 1982 wordt vastgesteld als volgt:

Begroting: overschot F	42 785 966
Begroting voor orde: overschot	10 421

Overschot F 42 796 387

Gevoegd bij het totale ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het beheersjaar 1981, zegge 45 503 965 frank, voert het totale begrotingsoverschot op tot 88 300 352 frank.

§ 3. Regie voor Maritiem Transport
(ingesteld bij de wet van 1 juli 1971)

De eindregeling van de begroting van de Regie voor Maritiem Transport is voor het beheersjaar 1982 vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen:

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Openbare Werken, opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1 ^o Toegekend bij artikel 15 van de wet van 10 juli 1982 houdende de begroting van het ministerie van Openbare Werken voor het begrotingsjaar 1982	F	125 000 000
2 ^o Toegekend bij toepassing van artikel 5 van de wet van 16 maart 1954		994 000 000

Samen F 1 119 000 000

Belopen de som van 907 492 538 frank (zie tabel K, kolom 5).

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 211 507 462 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolommen 2, 5 en 7).

b) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in deze rekening en die bepaald zijn bij artikel 15 van de bovengenoemde wet van 10 juli 1982 belopen de som van 3 877 190 793 frank (tabel H, kolom 3).

c) Uitgaven:

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1 ^o Toegekend bij artikel 15 van de genoemde wet van 10 juli 1982	F	3 786 364 000
2 ^o Toegekend bij toepassing van artikel 5 van de wet van 16 maart 1954		395 710 000

Samen F 4 182 074 000

Belopen de som van 4 068 695 166 frank.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 113 378 834 frank, worden geannuleerd (tabel K, kolommen 7, 8 en 10).

d) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1982 worden vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera b)	F	3 877 190 793
Uitgaven (littera c)		4 068 695 166

Tekort F 191 504 373

Met dat tekort gevoegd bij het tekort vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar, zegge 566 531 733 frank, vertoont het gecumuleerde begrotingsresultaat een debetsaldo per 31 december 1982 van 758 036 106 frank.

e) Begroting voor orde:

Bij artikel 15 van de bovengenoemde wet van 10 juli 1982, houdende de begroting van Verkeerswezen, worden de ontvangsten en uitgaven voor orde, beide geraamd op 1 491 215 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1982 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	1 972 992 648
Uitgaven		2 004 136 878

Tekort F 31 144 230

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld per 31 december 1981, zegge 149 941 277 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1982 terugbrengt tot 118 797 047 frank.

4. Dienst voor regeling van de binnenvaart
(ingesteld bij besluitwet van 12 december 1944)

De eindregeling van de begroting van de Dienst voor regeling van de binnenvaart wordt voor het beheersjaar 1982 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Verkeerswezen en die bepaald zijn bij artikel 14 van de wet van 10 november 1982, houdende de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1982, belopen, zoals blijkt uit bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 136 926 142 frank.

b) Uitgaven:

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten toegekend bij artikel 14 van de bovenvermelde

wet van 10 november 1982 (122 115 000 frank), belopen de som van 110 919 061 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 11 195 939 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het jaar 1982 worden vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten (littera a)	F	136 926 142
Uitgaven (littera b)		110 919 061

Overschot F 26 007 081

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, zegge 70 051 967 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1982 terugbrengt tot 96 059 048 frank.

d) Begroting voor orde:

Bij artikel 14 van de bovenvermelde wet van 10 november 1982 houdende de begroting van Verkeerswezen voor het jaar 1982 worden de ontvangsten en uitgaven voor orde beide geraamd op 7 541 000 frank.

De eindrekening van de begroting voor orde van het jaar 1982 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	6 360 882
Uitgaven		6 243 361

Overschot F 117 521

Gevoegd bij het ontvangstenoverschot vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, 860 198 frank, vertoont het gecumuleerde begrotingsresultaat per 31 december 1982 een batig saldo van 977 719 frank.

§ 5. Fonds voor de bouw van ziekenhuizen
en medisch-sociale inrichtingen

(opgericht bij artikel 6 van de wet van 6 juli 1973 tot wijziging van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen)

De eindregeling van de begroting van het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen is, voor het beheersjaar 1982, vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen:

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Volksgezondheid en van het Gezin opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1 ^o Toegekend bij artikel 18 van de wet van 11 januari 1983 houdende de begroting van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1982, hetzij	F	3 264 000 000
--	---	---------------

Dit bedrag is als volgt verdeeld:

— Voor de Vlaamse Gemeenschap	2 950 000 000
— Voor de Franse Gemeenschap	—
— Voor de Duitstalige Gemeenschap	45 000 000
— Voor de bicommunautaire sector	269 000 000

2^o Overgedragen van het jaar 1981 F 1 860 561 000

Dit bedrag is als volgt verdeeld:

— Voor de Vlaamse Gemeenschap	785 377 000
— Voor de Franse Gemeenschap	820 362 000
— Voor de Duitstalige Gemeenschap	196 465 000
— Voor de bicommunautaire sector	58 357 000

3^o Toegekend bij kredietverhoging ten belope van F 15 100 000

(Art. 4 van de wet van 17 november 1982 houdende de begroting van de persoonsgebonden materies van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1982.)

4° Toe te kennen voor overschrijding van limitatieve kredieten (Franse Gemeenschap). 7 271 000

Samen F 5 146 932 000
Belopen F 2 776 839 000

Deze aangerekende vastleggingen zijn als volgt verdeeld:

— Voor de Vlaamse Gemeenschap 2 485 097 000
— Voor de Franse Gemeenschap 140 751 000
— Voor de Duitstalige Gemeenschap 7 865 000
— Voor de bicommunautaire sector 143 126 000

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 2 370 093 000 frank worden overgedragen naar het begrotingsjaar 1983 krachtens de bepalingen van artikel 18 van de wet van 11 januari 1983 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1982 (tabel K, kolommen 2, 3, 4, 5 en 6).

Ze zijn als volgt verdeeld:

— Voor de Vlaamse Gemeenschap 1 250 280 000
— Voor de Franse Gemeenschap 686 882 000
— Voor de Duitstalige Gemeenschap 248 700 000
— Voor de bicommunautaire sector 184 231 000

b) Ontvangsten:

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 8 258 685 749 frank.

c) Uitgaven:

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 8 van de wet van 11 januari 1983 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1982, op F 7 488 800 000

Ze zijn als volgt verdeeld:

— Voor de Vlaamse Gemeenschap 2 867 400 000
— Voor de Franse Gemeenschap 714 600 000
— Voor de Duitstalige Gemeenschap —
— Voor de bicommunautaire sector 262 900 000
— Voor de aangelegenheden voorheen nationaal 1 361 200 000
— Voor de aangelegenheden voorheen gewestelijk 2 197 000 000
— Voor de nationale aangelegenheden 85 700 000

2° Overgedragen van het jaar 1981 naar het begrotingsjaar 1982 (tabel K, kolom 3) F 1 126 322 196

3° De kredietverhogingen ten belope van 1 300 277 793

waarvan:

— Toegekend bij de wet van 9 maart 1983 houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1982 219 100 000
— Toegekend bij het decreet van 15 december 1982 houdende aanpassing van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1982 316 200 000
— Toegekend bij het decreet van 2 februari 1983 houdende aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1982 200 000 000

— Toegekend bij de wet van 17 november 1982 houdende de begroting van de persoonsgebonden materies van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1982 44 000 000

— Toegevoegd voor de uitgaven gedaan boven het aanvankelijke bedrag niet-limitatieve kredieten 510 000 000

— Toe de kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden 10 977 793

4° De kredietvermindering ten belope van 510 300 000

waarvan:

— Ingevolge het artikel 14 van de wet van 11 januari 1983 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het jaar 1982 510 000 000

— Verbetering van de schrifturen (regularisatie, kredietoverschrijding — Vlaamse Gemeenschap) 300 000

Samen F 9 405 099 989

Belopen de som van F 7 904 910 838

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 1 500 189 151 frank, worden ingevolge artikel 18 van de wet van 11 januari 1983 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het jaar 1982:

— Geannuleerd ten belope van F 34 553 666

— Overgedragen naar het begrotingsjaar 1983 ten belope van 1 465 635 485

hetzij:

— Voor de Vlaamse Gemeenschap 218 781 187
— Voor de Franse Gemeenschap 1 103 678

— Voor de Duitstalige Gemeenschap 130 177 000

— Voor de bicommunautaire sector 408 000

— Voor de aangelegenheden voorheen nationaal 685 349 380

— Voor de aangelegenheden voorheen gewestelijk 429 816 240

d) Algemene uitslag:

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1982 worden vastgesteld als volgt:

— Ontvangsten (littera b) F 8 258 685 749

— Uitgaven (littera c) 7 904 910 838

Overschot F 353 774 911

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, groot 666 536 512 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1982 opvoert tot 1 020 311 423 frank.

e) Begroting voor orde:

Bij artikel 18 van de wet van 11 januari 1983 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1982 worden de ontvangsten en de uitgaven voor orde beide geraamd op 139 200 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde voor het jaar 1982 wordt vastgesteld als volgt:

— Ontvangsten F 152 584 177

— Uitgaven 152 584 177

Saldo F 0

(Zie tabel H.)

Chapitre II

Année courante

Art. 18.

§ 1^{er}. Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires
(institué par l'arrêté du 14 décembre 1940)
(prorogé par la loi du 12 juillet 1952)

Le règlement définitif du budget de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires, s'établit pour l'année de gestion 1982 ainsi qu'il suit:

a) Recettes:

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre de la Défense nationale et prévues par l'article 29 de la loi du 6 décembre 1982 contenant le budget du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1982 s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H, ci-annexé, colonne 3, à la somme de 167 111 141 francs.

b) Dépenses:

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1 ^o Alloués par l'article 29 de la loi du 6 décembre 1982 précitée.	F	161 809 000
2 ^o Alloués par l'arrêté royal du 2 décembre 1982 portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit au budget du ministère des Finances pour le ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1982		3 400 000

Ensemble F 165 209 000

Se montent à la somme de 160 763 823 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 8.

Les crédits de paiement qui dépassent les dépenses, soit 4 445 177 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

c) Résultat général:

Le résultat définitif du budget de l'année 1982 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes (littéra a)	F	167 111 141
Dépenses (littéra b)		160 763 823

Excédent des recettes F 6 347 318

Lequel, si l'on tient compte de l'excédent des recettes sur les dépenses existant à la clôture de l'année précédente, soit 20 026 200 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1982 à 26 373 518 francs.

§ 2. Régie des Services frigorifiques de l'Etat belge
(instituée par l'arrêté-loi du 14 novembre 1944)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Services frigorifiques de l'Etat belge s'établit pour l'année de gestion 1982 ainsi qu'il suit:

a) Recettes:

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Affaires économiques et prévues par l'article 19 de la loi du 17 janvier 1983 contenant le budget du ministère des Affaires économiques pour l'année budgétaire 1982 s'élèvent ainsi qu'il ressort du tableau H, colonne 3, ci-annexé, à 204 925 535 francs.

b) Dépenses:

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement alloués par l'article 19 de la loi du 17 janvier 1983 précitée (241 531 000 francs), se montent à la somme de 162 139 569 francs ainsi qu'il ressort du tableau K ci-annexé (colonne 8).

Les crédits de paiement excédant les dépenses, soit 79 391 431 francs sont annulés (tableau K, colonne 10).

c) Résultat général:

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1982 s'établit comme suit:

Recettes (littéra a)	F	204 925 535
Dépenses (littéra b)		162 139 569

Excédent des recettes F 42 785 966

d) Budget pour ordre:

En vertu de l'article 19 de la loi précitée du 17 janvier 1983 contenant le budget des Affaires économiques pour l'année 1982, les recettes et les dépenses pour ordre sont toutes deux évaluées à 3 100 000 francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1982, s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes	F	693 384
Dépenses		682 963

Excédent des recettes F 10 421

e) Résultat général cumulé:

Le résultat de l'année de gestion 1982 s'établit comme suit:

Budget: excédent des recettes	F	42 785 966
Budget pour ordre: excédent des recettes		10 421

Excédent des recettes F 42 796 387

Lequel, augmenté de l'excédent des recettes sur les dépenses existant à la clôture de l'année 1981, soit 45 503 965 francs, porte l'excédent total des recettes à 88 300 352 francs.

§ 3. Régie des Transports maritimes
(instituée par la loi du 1^{er} juillet 1971)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Transports maritimes s'établit, ainsi qu'il suit, pour l'année de gestion 1982:

a) Engagements:

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Travaux publics dans les limites des crédits d'engagement:

1 ^o Alloués par l'article 15 de la loi du 10 juillet 1982 contenant le budget du ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1982	F	125 000 000
2 ^o Alloués en application de l'article 5 de la loi du 16 mars 1954.		994 000 000

Ensemble F 1 119 000 000

Se montent à la somme de 907 492 538 francs (voir tableau K, colonne 5).

Les crédits d'engagement excédant les engagements, soit 211 507 462 francs, sont annulés (tableau K, colonnes 2, 5 et 7).

b) Recettes:

Les recettes enregistrées dans ledit compte et prévues par l'article 15 de la loi du 10 juillet 1982 précitée s'élèvent à 3 877 190 793 francs (tableau H, colonne 3).

c) Dépenses:

Les dépenses constatées dans ledit compte dans les limites des crédits de paiement:

1 ^o Alloués par l'article 15 de la loi du 10 juillet 1982 précitée.	F	3 786 364 000
2 ^o Alloués en application de l'article 5 de la loi du 16 mars 1954.		395 710 000

Ensemble F 4 182 074 000

Se montent à la somme de 4 068 695 166 francs.

Les crédits de paiement, excédant les dépenses, soit 113 378 834 francs, sont annulés (tableau K, colonnes 7, 8 et 10).

d) Résultat général:

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1982 s'établit comme suit:

Recettes (littéra b)	F	3 877 190 793
Dépenses (littéra c)		4 068 695 166

Solde négatif F 191 504 373

Lequel, compte tenu de l'excédent des dépenses existant à la clôture de l'année précédente, soit 566 531 733 francs, fait apparaître, au 31 décembre 1982, comme résultat budgétaire cumulé, un solde débiteur de 758 036 106 francs.

e) Budget pour ordre:

En vertu de l'article 15 de la loi précitée du 10 juillet 1982 contenant le budget des Communications, les recettes et les dépenses pour ordre sont toutes deux évaluées à 1 491 215 000 francs.

Le règlement définitif du budget pour ordre de l'année 1982 est fixé comme suit (voir tableau H) :

Recettes	F	1 972 992 648
Dépenses		2 004 136 878
Solde négatif	F	31 144 230

Qui, compte tenu de l'excédent des recettes sur les dépenses au 31 décembre 1981, soit 149 941 277 francs, ramène l'excédent des recettes au 31 décembre 1982 à 118 797 047 francs.

§ 4. Office régulateur de la navigation intérieure (institué par arrêté-loi du 12 décembre 1944)

Le règlement définitif du budget de l'Office régulateur de la navigation intérieure s'établit pour l'année de gestion 1982 ainsi qu'il suit :

a) Recettes :

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Communications et prévues par l'article 14 de la loi du 10 novembre 1982 contenant le budget du ministère des Communications pour l'année budgétaire 1982, s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H, ci-annexé, colonne 3, à la somme de 136 926 142 francs.

b) Dépenses :

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement alloués par l'article 14 de la loi précitée du 10 novembre 1982 (122 115 000 francs), se montent à la somme de 110 919 061 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, ci-joint, colonne 8.

Les crédits de paiement excédant les dépenses, soit 11 195 939 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

c) Résultat général :

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1982 s'établit comme suit (voir tableau H) :

Recettes (littéra a)	F	136 926 142
Dépenses (littéra b)		110 919 061
Excédent des dépenses	F	26 007 081

Lequel, si l'on tient compte de l'excédent des recettes sur les dépenses existant à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 70 051 967 francs, ramène au 31 décembre 1982 l'excédent des recettes à 96 059 048 francs.

d) Budget pour ordre :

En vertu de l'article 14 de la loi précitée du 10 novembre 1982 contenant le budget des Communications pour l'année 1982, les recettes pour ordre sont évaluées à 7 548 000 francs et les dépenses pour ordre à 7 541 000 francs.

Le compte définitif du budget pour ordre s'établit comme suit pour l'année 1982 (voir tableau H) :

Recettes	F	6 360 882
Dépenses		6 243 361
Excédent des recettes	F	117 521

Qui, tenant compte de l'excédent des recettes à la fin de l'année de gestion précédente, soit 860 198 francs, présente, au 31 décembre 1982, comme résultat budgétaire cumulé, un solde créditeur de 977 719 francs.

§ 5. Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales

(créé par l'article 6 de la loi du 6 juillet 1973
modifiant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux)

Le règlement définitif du budget du Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales s'établit comme suit, pour l'année de gestion 1982 :

a) Engagements :

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre de la Santé publique et de la Famille, dans les limites des crédits d'engagements :

1° Alloués par l'article 18 de la loi du 11 janvier 1983 contenant le budget du ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'année budgétaire 1982, soit F 3 264 000 000

Ce montant est réparti comme suit :

— Pour la Communauté flamande	2 950 000 000
— Pour la Communauté française	—
— Pour la Communauté germanophone	45 000 000
— Pour le secteur bicommunautaire	269 000 000

2° Reportés de l'année 1981 F 1 860 561 000

Ce montant est réparti comme suit :

— Pour la Communauté flamande	785 377 000
— Pour la Communauté française	820 362 000
— Pour la Communauté germanophone	196 465 000
— Pour le secteur bicommunautaire	58 357 000

3° Alloués par une majoration de crédit de . . . F 15 100 000
(Art. 4 de la loi du 17 novembre 1982 contenant le budget des matières personnalisables de la Communauté germanophone pour l'année 1982).

4° A allouer pour dépassement de crédits limitatifs (Communauté française) 7 271 000

Ensemble	F	5 146 932 000
S'élèvent à	F	2 776 839 000

Ces engagements imputés se répartissent comme suit :

— Pour la Communauté flamande	2 485 097 000
— Pour la Communauté française	140 751 000
— Pour la Communauté germanophone	7 865 000
— Pour le secteur bicommunautaire	143 126 000

Les crédits d'engagements excédant les engagements, soit la somme de 2 370 093 000 francs sont reportés à l'année budgétaire 1983 en vertu des dispositions de l'article 18 de la loi du 11 janvier 1983 contenant le budget du ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1982 (tableau K, colonnes 2, 3, 4, 5 et 6).

Ils se répartissent comme suit :

— Pour la Communauté flamande	1 250 280 000
— Pour la Communauté française	686 882 000
— Pour la Communauté germanophone	248 700 000
— Pour le secteur bicommunautaire	184 231 000

b) Recettes :

Les recettes enregistrées dans ledit compte s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H, colonne 3, en annexe, à la somme de 8 258 685 749 francs.

c) Dépenses :

Les dépenses constatées dans ledit compte dans les limites des crédits de paiement :

1° Alloués par l'article 18 de la loi du 11 janvier 1983 contenant le budget du ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1982, à F 7 488 800 000

Ils se répartissent comme suit :

— Pour la Communauté flamande	2 867 400 000
— Pour la Communauté française	714 600 000
— Pour la Communauté germanophone	—
— Pour le secteur bicommunautaire	262 900 000
— Pour les Affaires de l'ex-national	1 361 200 000

— Pour les affaires ex-régions	2 197 000 000	
— Pour les affaires nationales	85 700 000	
2° Transférés de l'année 1981 à l'année budgétaire 1982 (tableau K, colonne 3)	F	1 126 322 196
3° Les majorations de crédit de		1 300 277 793
<i>dont:</i>		
— Alloués par la loi du 9 mars 1983 ajustant le budget du ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1982	219 100 000	
— Alloués par le décret du 15 décembre 1982 ajustant le budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1982	316 200 000	
— Alloués par le décret du 2 février 1983 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1982	200 000 000	
— Alloués par la loi du 17 novembre 1982 contenant le budget des matières personnalisables de la Communauté germanophone pour l'année budgétaire 1982	44 000 000	
— Ajoutés pour les dépenses faites au-delà du montant initial des crédits non limitatifs	510 000 000	
— Alloués pour les dépenses effectuées au-delà du montant des crédits limitatifs.	10 977 793	
4° Les diminutions de crédit de		510 300 000
<i>dont:</i>		
— En vertu de l'article 14 de la loi du 11 janvier 1983 contenant le budget du ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année 1982.	510 000 000	
— Rectification d'écriture (régularisation dépassement de crédit — Communauté flamande)	300 000	
Ensemble	F	9 405 099 989
S'élèvent à	F	7 904 910 838

Les crédits de paiement qui dépassent les dépenses, soit 1 500 189 151 francs sont, en vertu de l'article 18 de la loi du 11 janvier 1983 contenant le budget du ministre de la Santé publique et de la Famille pour l'année 1982:

— Annulés à concurrence de	F	34 553 666
— Reportés à l'année budgétaire 1983 à concurrence de		1 465 635 485

soit:

— Pour la Communauté flamande	218 781 187
— Pour la Communauté française	1 103 678
— Pour la Communauté germanophone	130 177 000
— Pour le secteur bicommunautaire	408 000
— Pour les affaires de l'ex-national	685 349 380
— Pour les affaires ex-régions	429 816 240

d) Résultat général:

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1982 s'établit comme suit:

— Recettes (littera b)	F	8 258 685 749
— Dépenses (littera c)		7 904 910 838

Excédent des recettes	F	353 774 911
---------------------------------	---	-------------

Lequel, compte tenu de l'excédent des recettes constaté à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 666 536 512 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1982 à 1 020 311 423 francs.

e) Budget pour ordre:

En application de l'article 18 de la loi du 11 janvier 1983, contenant le budget du ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'année budgétaire 1982, les recettes et les dépenses pour ordre sont toutes deux évaluées à 139 200 000 francs.

Le règlement définitif du budget pour ordre de l'année 1982 est fixé comme suit:

— Recettes	F	152 584 177
— Dépenses		152 584 177

Solde	F	0
-----------------	---	---

(Voir tableau H.)

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Le Sénat se réunira demain, vendredi 3 juillet 1987, à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, vrijdag 3 juli 1987, te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 21 h 35 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 21 u. 35 m.)

2622